



LOGISTEC

Un nouveau départ

RAPPORT ANNUEL 2017



Notre vision

Devenir le fournisseur de choix en matière de solutions sécuritaires, durables et créatives dans les secteurs maritimes et environnementaux. D'ici 2022, LOGISTEC sera reconnue pour sa contribution exceptionnelle envers ses clients, ses associés et les communautés où elle exerce ses activités.

Bâtir l'avenir ensemble



MOT DE LA PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION

Je vous remercie de votre fidèle soutien et de la confiance que vous accordez à LOGISTEC à titre d'investisseurs. Nous sommes fiers des progrès que nous avons accomplis au cours de l'exercice et sommes à l'affût de nouvelles possibilités afin de poursuivre et d'étendre cette relation constructive.

La réussite de la famille LOGISTEC s'appuie sur ses valeurs fondamentales que sont la fiabilité, l'environnement, l'imagination et avant tout la quête d'excellence. C'est grâce à celles-ci que nous connaissons un franc succès à l'échelle du Canada. Au cours de notre histoire, nous nous sommes efforcés d'accroître et de renforcer nos activités au moyen de la croissance interne et de l'acquisition d'entreprises. Cela demeure le cas. Nous investissons dans notre avenir. Dans ce contexte, notre stratégie repose sur cinq outils stratégiques élaborés qui favoriseront la réussite de nos clients tout en nous permettant d'obtenir des positions prédominantes sur les marchés les plus attrayants :

- Talents les plus passionnés
- Innovation
- Excellence opérationnelle
- Utilisation des actifs
- Bilan sain

LA FAMILLE LOGISTEC A CONNU UNE REPRISE EN 2017

Le total des produits s'est établi à 475,7 millions \$, un nouveau record, comparativement à celui de l'exercice précédent qui s'était élevé à 343,3 millions \$. Le BAIIA a atteint un niveau record de 74,7 millions \$, en hausse de 78 % par rapport à 42,0 millions \$ pour l'exercice précédent. Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société s'est hissé à 27,4 millions \$, ce qui représente une augmentation de 45 % par rapport à celui de 18,9 millions \$ de l'exercice précédent. Ce résultat a subi les contrecoups d'une charge de 15,8 millions \$ visant à amortir nos immobilisations incorporelles dans FER-PAL, dont les contrats sont annuels et donc amortissables au cours du premier exercice. Sans

cette charge, le résultat attribuable aux propriétaires de la Société se serait établi à 39 millions \$. Ces améliorations de nos résultats découlent d'un bon nombre de facteurs positifs, dont la transaction liée à FER-PAL, de nouvelles activités dans notre réseau de terminaux de manutention de marchandises, l'augmentation des volumes de marchandises en vrac manutentionnées à nos terminaux existants, l'évolution du trafic de conteneurs au port de Montréal, les volumes records de marchandises transportées vers l'Arctique canadien, de même que l'accroissement des activités dans notre secteur des services environnementaux au Canada, notamment celles liées à Aqua-Pipe.

Services maritimes

RÉSEAU DE TERMINAUX

Aujourd'hui, le réseau de LOGISTEC compte 58 terminaux répartis dans 35 ports en Amérique du Nord. En effet, nous manutentionnons diverses catégories de marchandises, notamment les marchandises générales et en vrac, ainsi que les conteneurs.

Les volumes de marchandises en vrac, qui comprennent le minerai de fer, le nickel, le sel, la biomasse et autres, se sont nettement améliorés en 2017 et cette tendance est appelée à se maintenir en 2018. En outre, nous sommes heureux d'avoir pu ajouter à notre portefeuille en 2017 deux nouveaux projets, de même que trois terminaux situés à Cleveland (OH), à Port Manatee et à Tampa (FL).

Nos activités de manutention liées aux conteneurs ont elles aussi connu une excellente année qui s'est traduite par une augmentation des volumes de 9 % par rapport à 2016. Nous avons continué à investir judicieusement dans nos équipements sur l'ensemble de nos terminaux, de façon à accroître la productivité.

Dans ce contexte, les perspectives du secteur des terminaux portuaires demeurent favorables. Nous souhaitons vivement continuer à élargir notre réseau de terminaux en 2018 et à nous positionner dans les principaux pôles stratégiques. Dans cette optique, nous sommes très emballés par notre récente acquisition, laquelle nous a permis d'ajouter dix nouveaux terminaux dans cinq ports dans la région du golfe du Mexique aux États-Unis, soit le marché en croissance le plus important en Amérique du Nord

pour ce qui est des marchandises générales. Grâce à cette acquisition, nous bénéficions d'une bonne position dans cette région et serons en mesure de récolter des produits additionnels de l'ordre de 85 millions \$ CA liés à nos activités de manutention de marchandises.

TRANSPORT MARITIME CÔTIER

Nos activités liées au transport maritime côtier, exercées par l'entremise d'une coentreprise détenue par nos associés, The North West Company et Makivik Corporation, ont affiché des résultats remarquables au cours de l'exercice. Cette coentreprise a permis de transporter des volumes de marchandises records vers l'Arctique. À cette fin, elle a acquis un nouveau navire et en a nolisé un autre pour effectuer toutes les livraisons vers l'Arctique. Nos navires ont également entrepris des voyages sur le fleuve Saint-Laurent, ce qui a aussi contribué à faire de cet exercice un succès.

AGENCES MARITIMES

Les activités liées à nos agences portuaires ont également connu une effervescence en 2017, vu le nombre record de navires internationaux transitant par l'est du Canada.

Services environnementaux

RESTAURATION ET AUTRES SOLUTIONS

Les membres de l'équipe des services environnementaux ont collaboré étroitement avec nos clients afin de relever d'importants défis environnementaux à l'échelle nationale. Parmi ces nombreux projets, l'équipe a notamment oeuvré à l'enlèvement et l'élimination du matériel électrique dans une ancienne aluminerie à Kitimat (BC). Elle a aussi travaillé à la restauration d'un ancien site d'usine de Pratt & Whitney à Longueuil (QC) et d'un ancien site d'enfouissement de l'armée de l'air à Goose Bay (NL). Notre filiale en propriété exclusive, qui exerce ses activités sous la dénomination de Sanexen, est fière d'avoir achevé les travaux de dragage environnemental dans la cadre d'un projet à Baie Comeau (QC), et d'avoir poursuivi les travaux de décontamination d'un complexe pétrochimique à Varennes (QC). Tous ces projets ont permis à Sanexen de générer des produits records en 2017.

Cela dit, cet exercice n'a pas été sans son lot d'embûches. Par suite de pertes importantes enregistrées dans nos activités en France, nous avons décidé de mettre fin à celles-ci, rien ne laissant présager des résultats durables pour l'avenir. Cette décision a eu une incidence négative sur nos états financiers de l'exercice 2017.

TECHNOLOGIE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

En 2017, nous avons continué de collaborer avec de grandes villes canadiennes qui font face à des problèmes avec leurs infrastructures d'approvisionnement en eau vieillissantes. Ces villes font preuve d'un leadership solide dans un secteur critique. Notre technologie Aqua-Pipe a été installée dans des systèmes de distribution d'eau potable s'étendant sur 50 kilomètres au Québec seulement, nombre qui s'apparente à celui de l'exercice précédent. En juillet, nous avons été fiers d'annoncer une transaction hautement stratégique, soit l'acquisition de FER-PAL, le principal détenteur de licence de notre technologie Aqua-Pipe au Canada et au midwest américain. FER-PAL étant de surcroît la société de réhabilitation structurale de conduites d'eau la plus importante au Canada, cet ajout à la famille LOGISTEC permet à celle-ci d'accéder à une large part de marché. Cette transaction a généré des produits additionnels de 92 millions \$ au sein de notre secteur de services environnementaux en 2017.

Aux États-Unis, nous avons mis l'accent sur la croissance de nos activités liées à Aqua-Pipe, sans pour autant obtenir les résultats commerciaux positifs et rapides envisagés. Nous allons persister dans cette voie, car nous sommes d'avis que notre solution est bel et bien la plus optimale en matière de réhabilitation de conduites d'eau potable endommagées dans un marché qui perd jusqu'à 30 % de son eau potable en raison du vieillissement des conduites d'eau. Sur une note plus positive, nous avons commencé à déployer la technologie Aqua-Pipe en Australie par l'intermédiaire de notre partenaire stratégique Ventia et sommes convaincus que nous parviendrons à saisir de nouvelles occasions sur ce marché des plus importants.

Nous sommes impatients de déployer notre technologie novatrice à plus grande échelle au Canada et aux États-Unis de façon à démontrer la rentabilité et les avantages environnementaux de cette solution.

LA SÉCURITÉ EST UN CHOIX

Au sein de la famille LOGISTEC, la sécurité est un choix. Notre ambition est sans équivoque : tous nos gens et nos partenaires doivent retourner chez eux en toute sécurité en fin de journée. En 2017, notre équipe a continué de mettre au point et de peaufiner l'initiative de la Société en matière de santé, de sécurité et d'environnement (« SSE »). Nous procéderons au lancement du programme SSE remanié au début de 2018. Nous continuerons de favoriser l'apprentissage et le partage des pratiques exemplaires au profit de nos gens, de nos partenaires et de nos clients.

UN NOUVEAU DÉPART

Le succès continu de LOGISTEC est attribuable à Roger Paquin, son fondateur visionnaire. Grâce à son dynamisme inné, à son ambition, à son engagement à dépasser les attentes des clients et à son talent étonnant pour anticiper les besoins changeants des clients et les tendances novatrices du secteur, LOGISTEC rayonne depuis plus de 65 ans au sein de l'industrie en constante évolution des services maritimes et environnementaux. Pour souligner cette progression et pour reconnaître l'expansion de nos domaines d'expertise au fil des ans, nous sommes heureux de présenter une nouvelle stratégie de marque qui reflète clairement nos secteurs d'exploitation : les services maritimes et les services environnementaux, tous deux liés par l'eau. Quelle belle façon de célébrer et de souligner notre patrimoine et ce nouveau départ!

Lorsque je me penche sur la dernière année, je suis très fière de la façon dont nous avons relevé les défis posés par nos clients et des solutions que nous avons élaborées et mises en place. La famille LOGISTEC a quelque chose d'unique : le sentiment de fierté que procure le fait de fournir des solutions adaptées à nos clients et à nos communautés et de donner le meilleur de nous-mêmes en tant qu'équipe et que personnes. Nous entamons un nouveau parcours axé sur la croissance qui table sur nos actifs les plus remarquables : nos gens, et le fort engagement de nos clients et de nos partenaires.

PERSPECTIVES

L'avenir s'annonce prometteur pour la famille LOGISTEC! Nous sommes chefs de file dans les différents créneaux de nos secteurs d'exploitation, et

leurs plans de développement respectifs offrent des perspectives favorables.

Pour ce qui est de la manutention de marchandises, nous nous réjouissons de l'annonce récente de l'acquisition de Gulf Stream Marine et nous sommes très enthousiastes à la perspective de jumeler les forces de nos équipes. Par conséquent, notre robuste réseau de ports pourra compter sur un bassin de clientèle croissant. Ces synergies profiteront, d'après nous, à toutes les parties prenantes. Les activités de nos autres services maritimes présentent également des perspectives encourageantes.

En ce qui concerne notre secteur des services environnementaux, nous nourrissons des ambitions de croissance pour les services environnementaux traditionnels de même que pour ceux liés à Aqua-Pipe, lesquels reposeront sur l'expansion géographique et l'accroissement des services spécialisés qui s'inscrivent dans le cadre de notre offre de services. Une fois de plus, nous sommes persuadés qu'en nous appuyant sur la collaboration de nos équipes chevronnées, nous serons en mesure d'accroître les activités d'Aqua-Pipe en Amérique du Nord, ainsi que dans d'autres régions spécifiques à l'échelle de la planète.

Nous profitons de cette occasion pour exprimer notre gratitude à nos administrateurs, à nos employés, à nos clients, à nos actionnaires, à nos partenaires et aux autres parties prenantes. Votre soutien et votre énergie contribuent à notre succès jour après jour et c'est sur cette assise que nous allons poursuivre la croissance de notre entreprise.

Merci,

(signé) Madeleine Paquin
Madeleine Paquin, C.M.
Présidente et chef de la direction
LOGISTEC Corporation



« Nos gens sont responsables de notre performance et engagés à l'égard de notre croissance. En leur donnant les moyens de réussir et en établissant des objectifs clairs, nous avons pu produire des résultats supérieurs et offrir une valeur accrue à nos actionnaires. »

— JEAN-CLAUDE DUGAS, CPA, CA
VICE-PRÉSIDENT, FINANCES

Faits saillants 2017

Aujourd'hui, LOGISTEC est bien positionnée comme opérateur de terminaux de premier plan au sein d'un secteur attrayant et présente de bonnes perspectives de croissance à long terme. LOGISTEC est aussi reconnue comme un chef de file du secteur des services environnementaux au Canada.

475,7\$ MILLION EN PRODUITS

39% DE HAUSSE PAR RAPPORT AUX 343,3 MILLIONS \$ DE 2016

BAIIA

74,7\$

MILLIONS

AUGMENTATION DE

78%

PAR RAPPORT AUX 42,0 MILLIONS \$ DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ DE

27,4\$

MILLIONS

HAUSSE DE

45%

PAR RAPPORT AUX 18,9 MILLIONS \$ DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT



Les talents les plus passionnés

« Nos gens
constituent notre
plus précieux atout. »

Au cœur de notre réussite se trouve notre famille dévouée de plus de 2 400 personnes, toujours soucieuse d'aller au-delà du statu quo et de le remettre en question. Repoussant constamment les limites, nos gens s'efforcent à trouver des moyens de rehausser notre position de chef de file dans les secteurs des services maritimes et environnementaux.

Nous investissons de façon stratégique dans notre plus grand atout, c'est-à-dire nos gens. Les efforts que nous déployons pour leur permettre de s'épanouir et de réussir sont essentiels à notre croissance future.



« Aucun des investissements que nous faisons dans notre avenir n'a autant d'impact que celui qui consiste à former les leaders de demain, la prochaine génération. »

— STÉPHANE BLANCHETTE, CHRP
VICE-PRÉSIDENT, RESSOURCES HUMAINES

GESTION DES TALENTS

Nous croyons fermement au développement des compétences de nos gens de talent et faisons en sorte d'offrir des occasions de perfectionnement personnel à tous. Nous examinons et revoyons continuellement nos programmes de perfectionnement pour que nos gens disposent des outils nécessaires à la réalisation de leur plein potentiel. Notre société étant en pleine croissance, nous continuerons d'investir de façon stratégique dans la prochaine génération.

PLANIFICATION RIGOUREUSE DE LA RELÈVE

Il ne suffit pas de se contenter que chaque personne occupe aujourd'hui le poste qui convient à ses compétences. À titre de chef de file sectoriel, nous savons que nous devons préparer l'avenir. Dans un premier temps, cela consiste à bien cerner notre stratégie d'affaires et à déterminer les postes essentiels pour la concrétiser. Nous pouvons ainsi élaborer un cadre de planification de la relève afin de suivre la progression de nos leaders de demain, de la prochaine génération et des ressources affectées à nos postes clés. Notre réussite permet d'attirer nombre de candidats, qu'il s'agisse de directeurs d'opérations, de gestionnaires de projets, de spécialistes de l'environnement, de scientifiques ou d'autres postes clés.

COACHING AU SERVICE DE LA PERFORMANCE

C'est bien connu, les leaders font leurs plus grands apprentissages auprès d'autres leaders. Nous sommes d'avis que l'encadrement contribue de façon importante à créer un environnement où nos gens peuvent développer le sens de l'engagement et trouver la clarté et l'énergie nécessaires pour produire des résultats exceptionnels. Le but du programme « Coaching au service de la performance » est d'aider nos dirigeants et les personnes qui relèvent d'eux à se dépasser. Il a été conçu afin d'optimiser et de parfaire les compétences en accompagnement de nos dirigeants en leur présentant clairement les principes liés à un bon encadrement et la façon dont ceux-ci sont mis en pratique.



ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE LEADERSHIP

Notre équipe de direction est très engagée sur tous les plans au sein de notre organisation. Notre chef de la direction s'investit pleinement dans son rôle et expose une vision claire de notre avenir. Nos gens ressentent une immense fierté de contribuer à notre organisation. La famille LOGISTEC se rallie autour de notre chef de la direction, de son équipe et des valeurs de notre organisation.

TALENTS PROMETTEURS

LOGISTEC a effectué un important investissement à long terme grâce à son programme « Bâtir l'avenir ensemble » à l'intention des employés à haut potentiel. Ce programme vise à perfectionner les capacités en leadership et à offrir des expériences enrichissantes sur une période intensive de plusieurs années. Son but étant de former la prochaine génération de dirigeants, il met l'accent sur le potentiel des gens et sur la vitesse à laquelle ils seront vraisemblablement en mesure d'occuper un poste plus exigeant. Nous avons hâte d'offrir ce programme des plus prometteurs au reste de la famille LOGISTEC en 2018.

Innovation

Nos gens ont un esprit créatif – ils apportent des solutions nouvelles et uniques – et sont prêts à passer à l'action pour les mettre en place. Ils tiennent compte des idées novatrices des autres, mettant à profit leur instinct et leur souplesse pour proposer les solutions appropriées aux clients.

Tout en élargissant notre réseau de terminaux et notre expertise en matière d'environnement, nous demeurons à l'affût des occasions de croissance soutenue et rentable et favorisons l'innovation dans l'ensemble de nos domaines de compétences.



AMÉLIORATION CONTINUE

Au fil des ans, nos processus éprouvés et notre apprentissage continu nous ont permis d'élaborer des chaînes d'approvisionnement fiables pour notre clientèle. En toutes circonstances, nos gens ont un talent exceptionnel pour trouver des solutions novatrices et efficaces. En 2017, bon nombre d'innovations ont été déployées dans nos terminaux pour rehausser l'efficacité de nos activités et répondre aux besoins propres à nos clients.


INNOVATION EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Pour relever les défis environnementaux complexes d'aujourd'hui, il faut privilégier une approche axée sur les solutions qui fait à la fois appel à l'expertise et à l'ingéniosité. Nos scientifiques et nos spécialistes en matière d'environnement doivent non seulement demeurer au fait des plus récentes avancées sur le plan de la recherche et développement et des méthodes de restauration, mais aussi être constamment à l'affût de nouvelles façons de renforcer nos capacités techniques au moyen de l'innovation.

TECHNOLOGIE DE L'EAU

Nous avons acquis, au fil des ans, une grande expertise en science des matériaux, laquelle nous a permis de raffiner les matériaux composites de la technologie d'Aqua-Pipe, leur conférant ainsi des caractéristiques uniques comme leur résistance aux mouvements du sol liés à l'activité sismique.

Nous souhaitons maintenir notre position prédominante dans la science des matériaux pour ses applications en matière d'eau potable. Nous continuons d'investir dans notre technologie de l'eau et d'innover à l'aide de nouveaux matériaux afin de rehausser davantage les caractéristiques d'Aqua-Pipe. En 2018, nous tenterons de percer des marchés qui présentent un potentiel important, surtout aux États-Unis, aux prises avec des défis liés au vieillissement des infrastructures d'approvisionnement en eau.



« La famille LOGISTEC a quelque chose d'unique : le sentiment de fierté que procure le fait de fournir des solutions adaptées à nos clients et à nos communautés et de donner le meilleur de nous-mêmes en tant qu'équipe et que personnes. »

— MADELEINE PAQUIN, C.M.
PRÉSIDENTE ET CHEF
DE LA DIRECTION

FAITS SAILLANTS 2017

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2017	2016	2015	2014	2013	Variation 16-17 %	Variation 13-17 %
Résultats financiers							
Produits	475 743	343 326	358 008	322 220	298 300	38,6	59,5
BAIIA ⁽¹⁾	74 741	42 034	56 321	55 557	57 297	77,8	30,4
Résultat de l'exercice ⁽²⁾	27 426	18 858	29 142	31 037	27 522	45,4	(0,3)
Situation financière							
Total de l'actif	512 542	355 860	328 415	286 987	239 306	44,0	114,2
Fonds de roulement	70 196	75 745	71 717	58 992	55 374	(7,4)	26,7
Dette à long terme (incluant la tranche courante)	83 404	60 325	32 079	29 268	5 632	38,1	1 380,9
Capitaux propres ⁽²⁾	228 574	201 383	189 413	163 501	151 891	13,5	50,5
Données par action ^{(3) (4)}							
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ (\$)	2,11	1,48	2,34	2,46	2,13	31,4	(1,1)
Capitaux propres ⁽²⁾ (\$)	17,56	15,77	15,20	12,96	11,78	10,3	49,1
Actions en circulation, sur une base diluée (moyenne pondérée en milliers)	13 016	12 768	12 458	12 617	12 894		
Cours aux 31 décembre							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	44,04	38,00	44,01	49,00	30,00		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	44,75	35,10	38,00	41,00	27,50		
Dividendes déclarés par action							
Actions ordinaires de catégorie A ⁽⁵⁾ (\$)	0,3150	0,3000	0,2750	0,9800	0,1950		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B ⁽⁵⁾ (\$)	0,3465	0,3300	0,3025	1,0780	0,2145		
Ratios financiers							
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires ⁽²⁾	12,76 %	9,65 %	16,52 %	19,68 %	19,81 %		
Résultat de l'exercice / produits	5,76 %	5,49 %	8,14 %	9,63 %	9,23 %		
Dette à long terme / capitalisation ⁽⁶⁾	27 %	23 %	14 %	15 %	4 %		
Rapport cours / bénéfice (actions subalternes à droit de vote de catégorie B)	21,24	23,76	16,24	16,66	12,88		

⁽¹⁾ Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat attribuable aux propriétaires de la Société, de la charge d'intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, du remboursement par des clients du placement dans un contrat de service et des pertes de valeur.

⁽²⁾ Attribuable(s) aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous référer au tableau Données trimestrielles choisies à la page 37.

⁽⁴⁾ Toutes les informations fondées sur les actions reflètent le fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une en juin 2014.

⁽⁵⁾ Le 7 mai 2014, la Société a déclaré un dividende spécial de 0,75 \$ par action ordinaire de catégorie A et 0,83 \$ par action subalterne à droit de vote de catégorie B, pour un montant total de 9,9 millions \$.

⁽⁶⁾ La capitalisation équivaut à la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Introduction

Ce rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016. Toutes les données financières contenues dans ce rapport de gestion et dans les états financiers consolidés audités ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités de LOGISTEC et les notes annexes.

Nos activités

Fondée en 1952, LOGISTEC Corporation est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Les produits consolidés de LOGISTEC se sont élevés à 475,7 millions \$ en 2017 (343,3 millions \$ en 2016). La Société a été rentable chaque année depuis qu'elle est devenue une société ouverte en 1969 et elle a dégagé un résultat attribuable aux propriétaires de la Société en 2017 de 27,4 millions \$, soit 2,11 \$ par action diluée (18,9 millions \$ et 1,48 \$ par action en 2016). L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

LOGISTEC offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. LOGISTEC figure parmi les principales sociétés de manutention de marchandises de l'est du Canada et est un joueur grandissant aux États-Unis. Les produits provenant de son secteur des services maritimes se sont élevés à 205,3 millions \$. Les services maritimes ont représenté 43,1 % des produits consolidés de la Société en 2017. Nos services comprennent également le transport maritime et les services d'agences maritimes.

MANUTENTION DE MARCHANDISES

Comptant 35 ports et 58 terminaux situés dans l'est de l'Amérique du Nord, notre Société se spécialise dans la manutention de toutes les catégories de marchandises sèches dont du vrac, des marchandises diverses et des conteneurs. Les marchandises que nous manutentionnons se retrouvent généralement dans les catégories suivantes : produits forestiers, métaux, vrac solide, fruits, céréales et marchandises ensachées, conteneurs, marchandises générales et liées à un projet. Nous offrons également aux sociétés industrielles des services d'empotage et de dépotage de conteneurs, d'entreposage et de distribution ainsi que d'autres services à valeur ajoutée. Nous offrons des services de transport ferroviaire sur courte distance à Cap-Breton (NS), un service à valeur ajoutée pour un contrat existant avec un important client.

Notre stratégie consiste à diversifier nos activités pour couvrir une vaste étendue géographique, avec une grande variété de marchandises et un bon équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Cela contribue à minimiser l'impact des situations négatives pouvant toucher une région donnée ou une catégorie particulière de marchandises.

L'étendue de notre réseau de terminaux portuaires permet la spécialisation de nos installations. Ce faisant, nous pouvons offrir des services de manutention adaptés aux besoins spécifiques de nos clients. Ainsi, nous améliorons la qualité des services, favorisons l'efficacité des activités, réduisons les risques d'endommager la marchandise et contribuons à un meilleur contrôle des coûts. Généralement, cette stratégie nous permet d'offrir à nos clients un service de grande qualité à un coût compétitif.

Notre objectif consiste à être un partenaire de choix pour les clients industriels ainsi que pour les armateurs et les exploitants de navires, en facilitant le mouvement de leurs marchandises.

AUTRES SERVICES MARITIMES

Les autres services maritimes que nous offrons incluent le transport maritime côtier de marchandises vers les communautés de l'Arctique canadien par l'intermédiaire de notre coentreprise détenue à 50 %, Transport Nanuk inc. (« Nanuk »). Nanuk détient une participation de 50 % dans NEAS inc. (« NEAS »), en partenariat avec des actionnaires inuits. En 2017, NEAS possédait cinq navires de cote glace et exploitait six navires. Nous avons desservi près de 50 communautés au Nunavut et au Nunavik. Les résultats de Nanuk sont comptabilisés dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Nous offrons également des services d'agences maritimes auprès des armateurs et des exploitants de navires étrangers dans les eaux canadiennes. Un agent maritime est le représentant local d'une société de transport maritime étrangère et se charge en général de toutes les tâches routinières en son nom. L'agent s'assure que les fournitures essentielles, le transfert de l'équipage, les documents douaniers et les déclarations de déchets sont réglés avec les administrations portuaires. L'agence veillera à ce qu'un poste d'amarrage soit disponible pour l'arrivée d'un navire, obtiendra des services pour le pilote et établira les relations nécessaires avec les arrimeurs.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre à une clientèle industrielle et municipale des services environnementaux axés sur les conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

En exploitation depuis 1985, Sanexen est devenue une filiale de LOGISTEC Corporation en 1992. En 2016, LOGISTEC Corporation a conclu une entente visant l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen, dont elle détient désormais la totalité des actions à droit de vote, tel qu'il est expliqué plus loin dans le présent rapport de gestion. LOGISTEC a acquis une participation de 51 % dans FER-PAL en 2017. Veuillez vous reporter à la rubrique Acquisition d'entreprises du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 270,5 millions \$ en 2017, soit 56,9 % des produits consolidés de la Société.

AQUA-PIPE

Sanexen a mis au point la technologie Aqua-Pipe, un procédé de réhabilitation structurale de conduites d'alimentation en eau potable de 150 millimètres à 400 millimètres de diamètre par voie de gainage, et ce, avec un minimum d'excavation. Aqua-Pipe est une technologie qui crée une nouvelle structure à base de matériaux composites à l'intérieur des canalisations vieillissantes ayant atteint la fin de leur durée de vie utile.

Sanexen détient Niedner inc. (« Niedner »), un fabricant de boyaux tissés. Par l'intermédiaire de Niedner, Sanexen fabrique la gaine structurale utilisée dans le procédé Aqua-Pipe ainsi que des boyaux tissés destinés au marché de la lutte contre les incendies et à l'industrie énergétique. Niedner produit également la résine utilisée dans le procédé d'installation d'Aqua-Pipe.

Sanexen réalise l'installation d'Aqua-Pipe elle-même ou octroie des licences pour sa technologie à des entrepreneurs spécialisés. La conception, la fabrication et l'installation du produit procurent à Sanexen un avantage concurrentiel, car ces activités nous permettent de mieux comprendre toutes les caractéristiques du produit et de son installation, et d'améliorer sans cesse le produit afin de mieux servir nos détenteurs de licences. FER-PAL est plus important détenteur de licences Aqua-Pipe et le plus important installateur de produits Aqua-Pipe. Nous exerçons nos activités aux États-Unis par l'intermédiaire de Sanexen Water, Inc., qui compte deux bureaux aux États-Unis, l'un près de Philadelphie (PA) et l'autre dans la région de Los Angeles (CA), et par l'intermédiaire de FER-PAL Construction USA, LLC, dont les bureaux sont situés près de Chicago (IL) et de Détroit (MI).

Grâce à cette technologie, environ 1 570 kilomètres de conduites d'eau ont été réhabilités à ce jour, directement ou par des détenteurs de licences.

AUTRES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société offre des services de caractérisation et de restauration de sites, d'analyse de risques et de gestion des matières réglementées et elle a réalisé des centaines de projets touchant un large éventail de situations de décontamination. Elle gère des projets clés en main reliés à l'évaluation des propriétés (phases I et II) et la restauration de sols, d'eau souterraine, de bâtiments, de lagunes et de réservoirs souterrains. Sanexen analyse et évalue également les risques de contamination pour les humains et pour l'environnement.

Mission et stratégie de développement

« LOGISTEC offre à sa clientèle maritime, industrielle et municipale des services spécialisés de manutention de marchandises et d'autres services de qualité assurés par l'expertise de son personnel, l'utilisation des technologies les plus modernes et l'étendue de son réseau stratégique d'installations.

LOGISTEC maximisera l'investissement de ses actionnaires en misant sur la qualité du service à la clientèle, l'excellence opérationnelle et une stratégie de développement axée sur la croissance. »

En ce qui concerne la manutention de marchandises, LOGISTEC est un fournisseur de services innovateur et axé sur la recherche de solutions en Amérique du Nord. Nous offrons des services de manutention de marchandises, de logistique portuaire et d'autres services à valeur ajoutée à une clientèle d'entreprises industrielles et de transporteurs. Notre stratégie de développement repose sur la croissance interne et l'acquisition d'entreprises. Nous visons à maximiser la manutention de marchandises par l'entremise de notre réseau de terminaux existant, tout en diversifiant notre éventail de marchandises, au besoin, afin d'éviter une surexposition à une catégorie de marchandises ou à un produit en particulier. La direction est toujours à l'affût de nouvelles occasions d'affaires, et des projets d'investissement potentiels font régulièrement l'objet d'études. Ces occasions peuvent inclure l'acquisition d'autres exploitants, l'ajout d'installations portuaires, la sous-traitance et la proposition de solutions clés en main ou à valeur ajoutée pour des clients existants ou nouveaux. Nous appliquons des critères d'évaluation très sévères pour tous nos projets, et ce, aussi bien au niveau financier qu'au niveau de la complémentarité stratégique. En effet, avant de procéder à une acquisition, nous nous assurons que l'investissement contribuera à créer de la valeur, qu'il générera un rendement satisfaisant basé sur des flux de trésorerie futurs durables et, si un financement est requis, que notre situation financière continuera d'afficher un niveau de dette ainsi qu'un ratio d'endettement acceptables. Nous tentons d'étendre notre présence géographique tout en conservant un portefeuille équilibré de marchandises ou de produits manutentionnés. Pour se concrétiser, un projet d'acquisition d'entreprise se doit de contribuer à maximiser la valeur offerte à nos actionnaires.

Tout en continuant de miser fortement sur ses activités traditionnelles (gestion des matières réglementées, restauration de sites et analyse de risques), la stratégie de développement à long terme de Sanexen repose principalement sur le développement d'Aqua-Pipe et l'important potentiel du marché nord-américain, ainsi que, dans une moindre mesure, celui du marché international. Par le biais de Niedner, Sanexen contrôle la recherche, le développement et la fabrication de la gaine et de la résine, deux des principaux composants du procédé Aqua-Pipe. Le développement de boyaux tissés de grand diamètre liés à Aqua-Pipe occupe une place importante dans le plan de croissance de Sanexen.

Enfin, l'acquisition d'une position majoritaire dans FER-PAL consolide notre position de leader nord-américain dans l'installation de gaine structurale pour la réhabilitation de conduites d'alimentation en eau potable. En outre, l'acquisition récente de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), dont il est question à la rubrique Acquisition d'entreprises du présent rapport de gestion, permet à LOGISTEC de renforcer sa présence dans la région de la côte américaine du golfe du Mexique et représente une expansion importante de notre réseau de terminaux aux États-Unis.

Facteurs de performance

Trois facteurs de performance sont particulièrement importants pour la Société : un personnel qualifié et dévoué, un parc d'équipements fiables et l'accès aux installations portuaires.

Notre personnel

Le succès de notre stratégie d'affaires axée sur la gestion optimale de nos installations et l'utilisation efficace de notre parc d'équipements repose entre les mains de nos employés. Les succès de la Société sont un témoignage de leur compétence.

Malgré un marché de l'emploi concurrentiel, nous nous considérons privilégiés de pouvoir compter sur une équipe de gens qualifiés et dynamiques pour gérer nos activités. Nous avons développé des programmes internes afin de motiver, former et conserver nos employés et nous bénéficions d'un faible taux de rotation du personnel. Avant l'acquisition de GSM, nous avions à notre emploi l'équivalent de 1 740 personnes. Suite à cette acquisition, ce nombre est passé à plus de 2 400 personnes à l'échelle de l'Amérique du Nord, de l'Arctique à Brownsville (TX). Ce nombre représente les équivalents temps plein selon une semaine de travail de 40 heures pour tous les employés salariés et les employés à taux horaire, y compris les débardeurs dont nous retenons les services, directement ou sous juridictions interentreprises, en supplément à nos employés directs. Il comprend également les employés hautement qualifiés de Sanexen et de FER-PAL, qui détiennent pour la plupart des diplômes universitaires, parfois même des maîtrises et des doctorats. Évoluant dans le domaine environnemental, la Société se doit d'avoir un personnel hautement qualifié. Notre solide réputation repose en effet sur notre capacité à attirer et à retenir du personnel technique et professionnel.

Étant principalement un fournisseur de services (par opposition à une entreprise manufacturière), la charge au titre des avantages du personnel représente la charge la plus importante de la Société, soit 235,2 millions \$ ou 49,4 % des produits en 2017 (158,8 millions \$ ou 46,2 % des produits en 2016). Veuillez vous référer aux notes 8, 25 et 34 des notes annexes aux états financiers consolidés 2017 (les « notes 2017 »), ainsi qu'à la page 27 du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur la rémunération et les avantages du personnel.

Parc d'équipements

La spécialisation de nos installations portuaires fait en sorte que nous déployons notre parc d'équipements en fonction des marchandises qui y sont manutentionnées. Chaque type de marchandises nécessite des méthodes et des équipements particuliers afin d'assurer une manutention sécuritaire et efficace.

LOGISTEC dispose d'une impressionnante gamme d'équipements pour manutentionner de la marchandise en vrac, des marchandises diverses, de même que des conteneurs. Nous consacrons habituellement un montant annuel de 15 millions \$ à 20 millions \$ afin de remplacer ceux-ci. Ces dépenses en immobilisations corporelles sont d'un niveau similaire à la dotation annuelle à l'amortissement. Cette pratique nous permet de maintenir notre capacité de production ainsi que notre efficience opérationnelle. En 2017, nos dépenses en immobilisations corporelles consolidées ont été plus élevées, s'établissant à 22,0 millions \$.

Nous possédons de nombreux moulins à tisser et, forts d'une équipe de recherche et développement unique dans notre industrie, nous avons la capacité de développer et d'adapter nos boyaux tissés à une clientèle très diversifiée. Par l'intermédiaire de Niedner, nous possédons l'usine où sont situés ces moulins, lesquels servent à fabriquer les boyaux utilisés dans la technologie Aqua-Pipe et où nous produisons la résine, deux composants clés de nos services de réhabilitation d'aqueducs. En 2014, pour répondre à la demande croissante pour la technologie Aqua-Pipe, nous avons entrepris la modernisation et l'expansion de l'usine de Niedner afin d'obtenir une meilleure efficacité opérationnelle et d'augmenter la capacité de production. Ce projet a été mené à terme en 2017 moyennant un investissement total de 12,5 millions \$.

Dans les états consolidés des résultats de la Société, le matériel et fournitures représente la seconde charge en importance. En y ajoutant la dotation aux amortissements, ces charges ont totalisé 156,5 millions \$ en 2017, soit 32,9 % des produits (116,9 millions \$ ou 34,1 % des produits en 2016).

Accès aux installations portuaires

L'accès aux installations portuaires est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Il constitue également une barrière à l'entrée dans ce secteur de nos activités. En effet, le nombre d'installations portuaires présentant des caractéristiques adéquates (localisation géographique, profondeur à quai, capacité de charge et d'entreposage, accès au transport terrestre, etc.) est limité et ces installations sont généralement louées à long terme. Nous sommes présents dans 35 ports et 58 terminaux situés dans l'est de l'Amérique du Nord.

Nous louons les terminaux où nous sommes présents et la majorité des entrepôts que nous utilisons. La plupart de nos installations sont louées à long terme, ce qui nous permet d'y investir dans les infrastructures appropriées. Le loyer peut consister en un montant mensuel fixe, un en-lieu de loyer variant selon les tonnages manutentionnés ou une combinaison des deux. Nous avons accès à des milliers de mètres carrés d'espace de quai ainsi qu'à plusieurs kilomètres de façade de quai.

Dans les états consolidés des résultats de la Société, la charge locative, qui inclut les loyers sur les propriétés louées, les taxes municipales et l'entretien de nos installations, représente la troisième charge en importance, soit 33,8 millions \$ ou 7,1 % des produits en 2017 (28,9 millions \$ ou 8,4 % des produits en 2016).

Évaluation de la performance

En plus d'un système comptable sophistiqué nous permettant d'analyser de manière rigoureuse les résultats de chacune de nos installations et unités d'exploitation, nous utilisons un système d'analyse des coûts nous permettant de suivre nos opérations. Nous avons développé de multiples outils automatisés d'information et de suivi qui fournissent à nos dirigeants une information pertinente et opportune, nous permettant ainsi d'optimiser nos activités.

Chaque mois, notre équipe de haute direction se réunit pour discuter des résultats, des prévisions et des projets de développement. Cette pratique permet à la direction de connaître précisément nos résultats ainsi que notre progression et d'affecter adéquatement les ressources nécessaires de façon opportune.

En plus de ces réunions mensuelles, la haute direction produit des rapports trimestriels des résultats à notre conseil d'administration et à notre comité de vérification. Les membres du comité de vérification questionnent la direction et discutent régulièrement, à huis clos, avec l'auditeur indépendant afin de s'assurer de la précision des rapports financiers émis publiquement.

Enfin, toute l'information financière ou réglementaire publiée auprès du public fait l'objet d'une révision préalable par un comité de divulgation composé de membres de la haute direction de la Société, de la présidente et chef de la direction, du président du conseil d'administration, et du président du comité de vérification.

Capacité à performer

Depuis que la Société est devenue une société ouverte en 1969, nous avons conclu chaque exercice financier avec un profit. Cette suite de succès démontre notre stabilité financière à long terme et notre capacité à performer sur une base soutenue dans des conditions changeantes.

Stratégie d'affaires

Dans le secteur des services maritimes, notre stratégie d'affaires est basée sur la diversification des marchandises que nous manutentionnons, la répartition géographique de nos installations et l'équilibre entre les activités d'importation et d'exportation. Cette stratégie a été particulièrement efficace au fil des ans, alors que nous avons été témoins de fluctuations des volumes de produits miniers, d'acier, de produits forestiers, de conteneurs et d'autres marchandises manutentionnées, les situations défavorables étant fréquemment contrées par les situations favorables. Dans le secteur des services environnementaux, nous nous sommes positionnés comme un chef de file dans nos marchés traditionnels, et notre croissance future s'appuie sur le développement de nos services reliés à Aqua-Pipe sur les marchés américain et international.

Nous possédons une forte expertise interne en plus d'avoir accès à de la main-d'œuvre qualifiée, de disposer d'un parc d'équipements efficace, bien entretenu et bien déployé, et d'avoir une solide réputation, et ce, aussi bien pour les services de manutention de marchandises que pour les services environnementaux. Ces caractéristiques nous assurent la confiance de nos clients, fournisseurs et partenaires et contribuent à notre croissance.

Capacité de négocier avec des syndicats

Logistec emploie, dépendamment des sociétés ou des sites, des travailleurs syndiqués et non-syndiqués. Nous avons démontré par le passé notre capacité de négocier directement ou par l'entremise d'associations d'employeurs et de conclure des ententes avec les syndicats, le cas échéant. La Société est partie prenante à 31 conventions collectives. Nous avons signé sept conventions collectives en 2017, alors que cinq sont toujours en négociations à la fin de 2017 et que 12 autres viendront à échéance en 2018.

Capacité d'emprunt

LOGISTEC génère des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation. En 2017 et 2016, ceux-ci se sont établis respectivement à 71,3 millions \$ et 48,3 millions \$, soit un niveau plus que suffisant pour couvrir nos besoins en matière de dépenses en immobilisations corporelles et en fonds de roulement.

À la fin de 2017, notre dette à long terme totale consolidée, incluant la tranche courante, était de 83,4 millions \$ et les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 228,6 millions \$ pour un ratio d'endettement de 26,7 %.

La Société a organisé ses facilités de crédit de manière à séparer les crédits disponibles pour ses activités et ses filiales détenues à part entière, des crédits disponibles des filiales non détenues à 100 % et de ses coentreprises. Tous les crédits disponibles des filiales non détenues à 100 % et des coentreprises étaient sans recours contre LOGISTEC. À la fin de 2017, les facilités de crédit disponibles de LOGISTEC, incluant les facilités de crédit à court et à long terme, s'élevaient à 154,0 millions \$, dont 76,7 millions \$ étaient utilisés (incluant les lettres de garantie) au 31 décembre 2017.

Dans le cadre de l'acquisition de GSM, la Société a exercé la clause de crédit accordéon conclue avec son banquier principal, ce qui fait augmenter le crédit actuellement disponible de 50 millions \$, le total du crédit disponible de LOGISTEC se chiffrant donc à 204,0 millions \$.

Veuillez vous référer à la note 29 des notes 2017 pour plus de détails sur la dette à long terme.

Les facilités de crédit disponibles des coentreprises et des filiales non détenues à 100 % s'élevaient à 86,1 millions \$ à cette même date (représentant 100 % de la valeur et non pas notre quote-part proportionnelle), dont 77,9 millions \$ étaient utilisés.

Ces données démontrent la capacité financière de la Société et son aptitude à obtenir les ressources financières nécessaires pour assurer sa performance et son développement à long terme.

Données financières annuelles choisies

exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	2017 \$	2016 \$	2015 \$	Variation 16-17 \$	%
Produits	475 743	343 326	358 008	132 417	38,6
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	27 426	18 858	29 142	8 568	45,4
Résultat de base par action total ⁽¹⁾	2,23	1,55	2,34	0,68	43,9
Résultat dilué par action total ⁽¹⁾	2,11	1,48	2,34	0,63	42,6
Total de l'actif	512 452	355 860	328 415	156 592	44,0
Passifs non courants totaux	173 368	102 549	64 674	70 819	69,1
Dividendes en espèces par action :					
— Actions de catégorie A ⁽²⁾	0,3075	0,3000	0,2625		
— Actions de catégorie B ⁽³⁾	0,3383	0,3300	0,2888		
Dividendes totaux en espèces	3 917	3 814	3 408		

⁽¹⁾ Combiné afin d'inclure les deux catégories d'actions.

⁽²⁾ Actions ordinaires de catégorie A (« actions de catégorie A »).

⁽³⁾ Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (« actions de catégorie B »).

2017 comparativement à 2016

Les produits ont augmenté de 38,6 % en 2017 par rapport à 2016, soit une hausse de 132,4 millions \$. Cette variation provient à la fois de notre secteur des services maritimes, qui a connu une hausse de 10,4 % et de notre secteur des services environnementaux, qui a enregistré une augmentation de 113,2 millions \$, ou 71,9 %.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 8,6 millions \$, ou 45,4 % en 2017. Cette variation provient d'une hausse de 24,9 % dans notre secteur des services maritimes, qui résulte en grande partie de la hausse des volumes de marchandises manutentionnées. Le secteur des services

environnementaux a été moins rentable en proportion des produits, en raison d'une marge considérablement moins élevée dans tous les services.

Le résultat additionnel découlant de l'acquisition de FER-PAL a été presque entièrement contrebalancé par l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Celles-ci correspondaient à la valeur des contrats disponibles au moment de l'achat, dont la durée n'était que de sept mois.

Le total de l'actif s'élevait à 512,5 millions \$ à la fin de 2017, soit une hausse de 156,6 millions \$ par rapport à 2016. La hausse de l'actif résulte des dépenses en immobilisations corporelles et de deux acquisitions d'entreprises, celles de FER-PAL et Logistec Gulf Coast LLC (« LGC »). Veuillez vous référer à la page 24 du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de ces entreprises. Notre situation de trésorerie a diminué de 12,0 millions \$, surtout en raison des montants affectés à nos activités d'investissement de 69,7 millions \$ et de la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 23,9 millions \$, en partie contrebalancés par des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 71,3 millions \$ et de l'émission de la dette à long terme, nette du remboursement, de 19,2 millions \$.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 102,5 millions \$ en 2016 à 173,4 millions \$ en 2017, en raison de la hausse de 19,3 millions \$ de notre dette à long terme au cours de 2017 afin de financer nos investissements en immobilisations corporelles, ainsi que de l'augmentation de 49,1 millions \$ de nos passifs non courants liée principalement à l'acquisition de l'entreprise FER-PAL, décrite à la page 24 du présent rapport de gestion.

Les dividendes en espèces versés en 2017 ont augmenté de 2,7 % par rapport à ceux de 2016, passant de 3,8 millions \$ à 3,9 millions \$.

2016 comparativement à 2015

Les produits ont diminué de 4,1 % en 2016 par rapport à 2015, soit une baisse de 14,7 millions \$. Cette variation provient de notre secteur des services maritimes, qui a connu une baisse de 9,9 %, en partie contrebalancée par une hausse de 3,9 % dans le secteur des services environnementaux.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a diminué de 10,3 millions \$, ou 35,3 % en 2016. Cette variation provient de nos deux secteurs d'activité, soit les secteurs des services maritimes et des services environnementaux, qui ont connu une baisse de 23,9 % et 49,6 %, respectivement. Cette diminution résulte en grande partie de la baisse des volumes de marchandises manutentionnées dans le secteur des services maritimes. Le secteur des services environnementaux a été moins rentable en raison de la baisse considérable des ventes des services d'installation d'Aqua-Pipe.

Le total de l'actif s'élevait à 355,9 millions \$ à la fin de 2016, soit une hausse de 27,4 millions \$ par rapport à 2015. La hausse de l'actif résulte en grande partie des dépenses en immobilisations corporelles et d'une augmentation des créances clients et autres débiteurs. Notre situation de trésorerie a diminué de 7,8 millions \$, surtout en raison des montants affectés à nos activités d'investissement de 32,2 millions \$, du paiement d'impôt sur le résultat de 7,5 millions \$ et de la variation négative du fonds de roulement de 15,3 millions \$, en partie contrebalancés par des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 48,3 millions \$.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 64,7 millions \$ en 2015 à 102,5 millions \$ en 2016, en raison principalement de la hausse de 28,7 millions \$ de notre dette à long terme au cours de l'exercice, afin de financer nos investissements en immobilisations corporelles, et de la hausse de 12,5 millions \$ de nos autres passifs non courants liée au rachat de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen.

Les dividendes en espèces versés en 2016 ont augmenté de 11,8 % par rapport à ceux de 2015, passant de 3,4 millions \$ à 3,8 millions \$.

Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen

Le 24 mars 2016, LOGISTEC a conclu une entente visant l'acquisition de la participation résiduelle de 29,8 % dans Sanexen qu'elle ne détenait pas pour un montant convenu de 43,8 millions \$.

Pour établir ce montant, nous avons utilisé le ratio obtenu en divisant la capitalisation boursière de LOGISTEC par la valeur comptable de ses capitaux propres, et avons appliqué ce ratio à la valeur comptable des capitaux propres de Sanexen. Afin d'éviter toute anomalie, nous avons utilisé le cours de clôture quotidien moyen des actions LGT.A et LGT.B de LOGISTEC à la Bourse de Toronto pour les 30 jours civils précédant la date de la transaction.

Dans le cadre de la transaction, les actionnaires de Sanexen détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont échangé leurs actions ordinaires du capital de Sanexen contre deux catégories d'actions privilégiées de Sanexen nouvellement créées ne comportant aucun droit de vote ou droit aux dividendes, soit les actions privilégiées de catégorie G (les « actions de catégorie G ») et les actions privilégiées de catégorie H (les « actions de catégorie H »), pour une valeur globale de 43,8 millions \$, faisant en sorte que LOGISTEC détient la totalité des actions ordinaires de Sanexen.

Immédiatement après l'échange d'actions, LOGISTEC et les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont conclu une convention d'option d'achat-vente d'actions (la « Convention d'option ») en vertu de laquelle LOGISTEC s'est vu octroyer des options d'achat pouvant être exercées en totalité ou en partie à tout moment afin d'acquérir leurs actions de catégorie G pour une contrepartie en trésorerie de 15,9 millions \$ et d'acquérir leurs actions de catégorie H contre 754 015 actions de catégorie B de LOGISTEC. Le nombre d'actions de catégorie B a été établi à l'aide du prix moyen des actions de catégorie B pour les 30 derniers jours (36,92 \$ par action).

En vertu de la Convention d'option, chaque actionnaire qui détient une participation ne donnant pas le contrôle s'est vu octroyer une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie G dans certaines circonstances, y compris la cessation d'emploi, et une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie H, à raison de un cinquième (1/5) à chacun des cinq premiers anniversaires de la signature de la Convention d'option, au même prix d'exercice que celui des options d'achat de LOGISTEC.

Une restriction liée au maintien en poste a été imposée à certains actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle qui sont des membres de la direction de Sanexen, comme suit : un escompte de 40 %, soit 4,5 millions \$, sera appliqué au prix d'achat des actions de catégorie G de ces actionnaires s'ils quittent volontairement Sanexen avant le 24 mars 2021.

Le conseil d'administration de LOGISTEC a obtenu de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. un avis quant au caractère équitable indiquant que la contrepartie versée dans le cadre de la transaction était équitable pour LOGISTEC, d'un point de vue financier.

La comptabilisation de la transaction se résume comme suit :

En vertu de la Convention d'option, les actions de catégorie G seront rachetées en contrepartie d'un montant en trésorerie déterminé. En conséquence, les options sont classées comme passifs à long terme dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

Les options ont une valeur nominale de 15,9 millions \$. La tranche de 4,5 millions \$ liée au maintien en poste de certains membres de la direction de Sanexen sera comptabilisée à titre de charge de rémunération au cours de la période de maintien en poste suivant le mode linéaire, et le passif à long terme sera augmenté d'un montant correspondant. La tranche restante du passif de 11,4 millions \$ a été comptabilisée à la date de la transaction.

Étant donné que les options visant les actions de catégorie G ne devraient pas être exerçables immédiatement, nous avons comptabilisé ce passif à long terme de 11,4 millions \$ à sa juste valeur de 8,9 millions \$, soit la valeur actualisée de notre meilleure estimation du moment auquel LOGISTEC exercera son option d'achat ou les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle exerceront leur option de vente, et la participation ne donnant pas le contrôle a été réduite d'un montant correspondant. Le passif à long terme sera désactualisé sur la durée de vie prévue de l'option par imputation d'une charge d'intérêts jusqu'à ce qu'il atteigne 11,4 millions \$.

Les actions de catégorie H sont rachetables contre 754 015 actions de catégorie B de LOGISTEC, comme indiqué précédemment. Plutôt que le prix de 36,92 \$ par action qui a été utilisé afin d'établir le nombre d'actions de catégorie B de LOGISTEC devant être émises, la Société a utilisé le prix courant du marché des actions de catégorie B pour établir la valeur comptable. Le 24 mars 2016, le prix de clôture des actions de catégorie B à la TSX était de 39,75 \$ par action. En outre, du fait que les actions de catégorie H sont rachetables contre des actions de catégorie B sur une période de cinq ans, nous avons établi la juste valeur des actions de catégorie B devant être émises à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en tenant compte d'hypothèses concernant la volatilité des actions de catégorie B de LOGISTEC, le rendement de l'action et les taux d'intérêt, ce qui a donné lieu à une valeur de 33,02 \$ par action.

En conséquence, au 24 mars 2016, LOGISTEC avait comptabilisé un capital social devant être émis de 24,9 millions \$, et les résultats non distribués avaient été réduits d'un montant correspondant.

Par ailleurs, les 754 015 actions de catégorie B devant être émises ont été incluses dans notre calcul du résultat par action présenté sur une base diluée.

Au cours de l'exercice 2017, 150 803 actions de catégorie B ont été émises pour acheter les actions de catégorie H de Sanexen. Au 31 décembre 2017, il reste 600 231 actions de catégorie B à émettre et le montant connexe comptabilisé dans nos états financiers à titre de capital social devant être émis s'élève à 19,9 millions \$.

Acquisition d'entreprises

Acquisition d'entreprises pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Le 6 juillet 2017, la Société a acquis 51 % des actions de FER-PAL, une société basée à Toronto (ON) qui utilise notre technologie Aqua-Pipe et qui offre des solutions complètes de réhabilitation des conduites d'eau, pour un prix d'achat total estimé de 49,5 millions \$. Le prix d'achat versé par LOGISTEC se compose d'un paiement en espèces de 41,5 millions \$ et de l'émission de 230 747 actions de catégorie B du capital social de LOGISTEC, et peut faire l'objet d'un ajustement postérieur à la clôture. Les actions de LOGISTEC émises afin d'acquitter une partie du prix d'achat ont été assujetties à un blocage contractuel visant la totalité de ces actions jusqu'au 6 janvier 2018 et 50 % de ces actions jusqu'au 6 juillet 2018, ainsi qu'à des clauses de cession ordonnées. Les coûts de transaction de quelque 0,9 millions \$ sont inclus dans les résultats financiers.

Cette transaction consolide et élargit les services environnementaux de la Société, dans les projets de réhabilitation des conduites d'eau utilisant notre technologie sans tranchée Aqua-Pipe pour les municipalités au Canada et aux États-Unis.

Le 16 février 2017, la Société a également investi un montant de 4,4 millions \$ US (5,8 millions \$ CA) dans Logistec Gulf Coast LLC (« LGC »), une entreprise nouvellement créée. Les fonds ont servi à acquérir la quasi-totalité des actifs d'exploitation de Gulf Coast Bulk Equipment, Inc. (« GCBE »). La Société détient une participation de 70 % dans LGC, GCBE détenant la participation résiduelle de 30 %.

Cette transaction consolide et élargit les services de manutention de marchandises en vrac de la Société dans le sud-est des États-Unis et la région du golfe du Mexique.

Acquisitions de FER-PAL et de LGC

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et du passif repris sous-jacents était la suivante :

<i>(en milliers de dollars)</i>	FER-PAL \$	LGC \$	Total \$
Actif courant	29 624	194	29 818
Immobilisations corporelles	8 034	8 457	16 491
Goodwill	83 347	564	83 911
Autres immobilisations incorporelles	16 750	—	16 750
Actifs financiers non courants	317	—	317
Découvert bancaire	(8 251)	—	(8 251)
Passif courant	(23 791)	(866)	(24 657)
Dette à long terme	(1 648)	—	(1,648)
Passifs d'impôt différé	(6 298)	—	(6 298)
Passifs financiers non courants	(1 058)	—	(1 058)
	97 026	8,349	105 375

<i>(en milliers de dollars)</i>	FER-PAL \$	LGC \$	Total \$
Contrepartie de l'achat			
Trésorerie ⁽¹⁾	41 483	5 805	47 288
Émission de 230 747 actions de catégorie B (note 32)	8 000	—	8 000
Participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	47 543	2 544	50 087
	97 026	8 349	105 375

⁽¹⁾ En fonction de la performance de FER-PAL pour le semestre clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé un profit provisoire estimatif de 5,3 millions \$ dans le poste Autres profits et pertes des états consolidés des résultats au titre du règlement d'un ajustement postérieur à la clôture de la contrepartie de l'achat.

⁽²⁾ Les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle détiennent une participation de respectivement 49 % et 30 % dans FER-PAL et LGC. Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition.

La composante trésorerie de la contrepartie de l'achat comprend un montant de 5,0 millions \$ entiercé qui servira à régler les ajustements postérieurs à la date de clôture, en fonction de la performance de FER-PAL pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. À la date d'acquisition, la Société a estimé qu'aucun montant additionnel ne sera exigible et que le prix d'achat ne fera l'objet d'aucune réduction. Au 31 décembre 2017, compte tenu de la performance de FER-PAL plus faible que prévue, un profit estimatif de 5,3 millions \$ a été comptabilisé et inclus dans le poste Autres profits et pertes, et un montant correspondant a été comptabilisé dans les débiteurs. Le prix d'achat, à la date des présents états financiers, est assujéti à d'autres ajustements postérieurs à la clôture, ce qui pourrait avoir une incidence future sur les résultats consolidés de la Société. L'incertitude en ce qui a trait au prix d'achat découle de l'examen continu, par la Société, des résultats de FER-PAL précédant l'acquisition, qui sont importants dans la détermination du rendement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le prix d'achat et la répartition de ce prix d'achat pour l'acquisition de FER-PAL est provisoire et est susceptible de changer lorsque l'évaluation définitive des actifs acquis et des passifs repris sera terminée. Les principales évaluations, qui n'ont pas encore été achevées, ont trait aux stocks et aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux incidences sur le goodwill et l'impôt différé. Une fois ces évaluations achevées, les états financiers consolidés feront l'objet d'un ajustement de façon rétroactive.

La répartition du prix d'achat de LGC est définitive.

Goodwill

Le goodwill découlant des acquisitions provient principalement des synergies attendues et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

Rachat des participations ne donnant pas le contrôle

FER-PAL

La Société a accordé aux actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle de 49 % dans FER-PAL une option de vente exerçable en tout temps après le 6 juillet 2021, qui leur permet de vendre la totalité des actions restantes à LOGISTEC en trois tranches égales sur une période de deux ans, pour une contrepartie en trésorerie établie selon une formule prédéterminée de prix d'achat basée sur le rendement de FER-PAL. À la date d'acquisition, la Société a comptabilisé un passif et réduit la participation ne donnant pas le contrôle de 47,5 millions \$, soit la valeur actualisée estimée de la contrepartie en trésorerie qui sera versée pour le rachat. Au 31 décembre 2017, par suite de la désactualisation, un passif de 48,4 millions \$ était inclus dans les passifs financiers non courants des états financiers consolidés.

La Société détient également une option d'achat, exerçable par LOGISTEC en tout temps après le 6 juillet 2022, lui permettant d'acheter aux mêmes conditions que celles de l'option de vente les 49 % d'actions restantes des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle.

LGC

La Société a l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % dans LGC le 31 décembre 2021 au plus tard, ou plus tôt si certains événements se produisent. Le prix d'achat sera le plus élevé des montants suivants : i) la valeur comptable nette de la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % ou ii) un multiple de la moyenne du BAIIA⁽¹⁾ sur trois exercices applicables, moins la dette de LGC. Par conséquent, la Société a comptabilisé un passif et réduit la participation ne donnant pas le contrôle de 2,6 millions \$, soit la valeur actualisée estimée du prix de rachat de la participation ne donnant pas le contrôle. Au 31 décembre 2017, un passif de 2,2 millions \$ était inclus dans les passifs financiers non courants dans les états financiers consolidés.

La répartition du prix d'achat de LGC est définitive. Compte tenu de la nature non participative des participations ne donnant pas le contrôle sur les résultats de FER-PAL et de LGC, aucun profit n'a été attribué à la participation ne donnant pas le contrôle, exception faite des montants représentant la distribution des profits en vertu de la convention des actionnaires conclue avec les actionnaires ne détenant pas le contrôle de FER-PAL.

⁽¹⁾ *Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat attribuable aux propriétaires de la Société, de la charge d'intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, du remboursement par des clients du placement dans un contrat de service et des pertes de valeur.*

Incidence des acquisitions sur les résultats de la Société

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 92,1 millions \$ et un résultat net additionnel de 1,7 million \$ provenant de FER-PAL. Ils englobent également des produits de 11,6 millions \$ et une perte nette de 1,3 million \$ provenant des activités additionnelles de LGC pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Si l'acquisition de ces entreprises avait été effectuée le 1^{er} janvier 2017, les produits et le résultat net consolidés de la Société auraient été respectivement de 507,6 millions \$ et de 33,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Acquisitions d'entreprises pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

Le 8 mars 2016, la Société a conclu l'acquisition d'Excava-Tech Inc. («Excava-Tech») pour 5,7 millions \$. Cette acquisition représente une intégration verticale pour les technologies d'Aqua-Pipe.

Veuillez vous référer à la note 6 des notes 2017 pour obtenir des détails sur l'acquisition d'entreprises.

Acquisition de Gulf Stream Marine

Le 1^{er} mars 2018, la Société a conclu l'acquisition de GSM. Cette transaction permettra à LOGISTEC de renforcer sa présence sur la côte américaine du golfe du Mexique et dans un marché en forte croissance aux États-Unis. En outre, elle donnera accès à un bassin d'employés expérimentés, facilitera le transfert de connaissances entre les deux entreprises et procurera des avantages immédiats aux actionnaires.

Cette acquisition donne également lieu à une expansion importante de notre réseau de terminaux aux États-Unis avec l'ajout des 10 terminaux de GSM, situés dans 5 ports. LOGISTEC exerce donc désormais ses activités de manutention de marchandises dans 58 terminaux répartis dans 35 ports en Amérique du Nord.

GSM, dont le siège social se trouve à Houston (TX), est un chef de file dans la manutention de marchandises, l'arrimage et l'exploitation de terminaux sur la côte américaine du golfe du Mexique. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2017, GSM Maritime Holdings, LLC («GSM Holdings»), société mère ultime de GSM, a dégagé des produits de 68,7 millions \$ US (environ 87,7 millions \$ CA) et un BAIIA ajusté de 8,2 millions \$ US (environ 10,5 millions \$ CA).

L'acquisition a été effectuée par la fusion d'une filiale en propriété exclusive de LOGISTEC et de GSM Holdings, à la suite de laquelle LOGISTEC a acquis la totalité des actions de l'entité fusionnée et les actionnaires de GSM Holdings ont reçu une contrepartie en espèces totale de 65,7 millions \$ US (environ 83,9 millions \$ CA), sous réserve de rajustements.

Étant donné le court laps de temps entre la date d'acquisition et la date de publication des présents états financiers consolidés, la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles acquises et des passifs repris n'a pas encore été déterminée. Par conséquent, la comptabilisation initiale de la transaction n'est pas terminée. L'acquisition a été financée par la facilité de crédit renouvelable et la dette à long terme de la Société.

Résultats

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers consolidés 2017 sont énoncées à la note 2 des notes 2017.

Produits

Les produits consolidés ont totalisé 475,7 millions \$ en 2017, en hausse de 132,4 millions \$, ou 38,6 %, par rapport à ceux de 2016. La dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu un impact négatif de 3,6 millions \$ sur les produits de l'exercice.

Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 205,3 millions \$ en 2017, ce qui représente une hausse des ventes par rapport à celles de 2016, alors que les produits s'étaient élevés à 186,0 millions \$. Cette hausse résulte principalement des activités liées aux marchandises en vrac.

Le secteur des services environnementaux a affiché une bonne performance en 2017 alors que ses produits ont atteint 270,5 millions \$, en hausse de 113,2 millions \$, ou 71,9 %, par rapport à 2016. La hausse provient essentiellement de l'acquisition de FER-PAL et du niveau plus élevé des activités de restauration de sites et de celles liées à Aqua-Pipe.

Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté, passant de 158,8 millions \$ en 2016 à 235,2 millions \$ en 2017. Cette variation de 76,5 millions \$ reflète l'augmentation dans l'ensemble des activités en 2017 et découle du niveau d'activité plus élevé lié à l'investissement dans FER-PAL et du ratio plus élevé de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits, lequel a augmenté, passant de 46,2 % en 2016 à 49,4 % en 2017. Ce ratio de la charge plus élevé est attribuable à la composition des produits de notre secteur des services environnementaux, celui-ci comportant, en moyenne, un ratio plus élevé de la charge du personnel sur les produits, plus particulièrement au cours du dernier trimestre. Cette charge a été touchée par un contrat qui s'est avéré complexe en Europe.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 122,7 millions \$, soit une hausse de 20,0 millions \$, ou 19,5 %, comparativement à la période équivalente de 2016, soit un pourcentage inférieur à celui de la hausse des produits. Par conséquent, le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits était de 25,8 %, comparativement à 29,9 % pour la période correspondante de 2016. Ce ratio plus avantageux reflète une composition des produits plus favorable du secteur des services environnementaux pour ce type de charge en 2017, comparativement à 2016, et est particulièrement touché par FER-PAL, comme il a été mentionné ci-dessus.

Charge locative

La charge locative a été stable entre 2017 et 2016, soit respectivement 33,8 millions \$ et 28,9 millions \$, ce qui représente 7,1 % et 8,4 % des produits. La portion fixe de cette charge ne fluctue généralement pas d'un trimestre à l'autre, à moins d'un changement à notre réseau d'installations. La portion variable de cette charge a donné lieu à la variation des résultats de l'exercice 2017, reflétant une hausse de l'en-lieu de loyer attribuable à une hausse des volumes de marchandises manutentionnées dans le secteur des services maritimes.

Autres charges

Les autres charges ont atteint 22,0 millions \$, ce qui représente une variation de 6,8 millions \$, ou 44,4 %, par rapport à 2016. Cette variation découle principalement d'une augmentation des honoraires professionnels en lien avec des projets d'acquisition au cours de l'exercice 2017 et à notre investissement dans FER-PAL.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements s'est établie à 33,9 millions \$ en 2017, en hausse de 19,6 millions \$ par rapport à 14,3 millions \$ pour la période équivalente de 2016. Cette hausse découle de notre acquisition d'entreprises et d'immobilisations corporelles en 2016 et en 2017. L'investissement dans FER-PAL a donné lieu à une dotation aux amortissements de 15,8 millions \$ attribuable à d'autres immobilisations incorporelles relatives au carnet de commandes acquis, qui sera entièrement amortie sur une période de sept mois et correspond à une valeur totale de 16,8 millions \$. Veuillez vous référer à la note 6 des notes 2017 pour obtenir des détails additionnels.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'est élevé à 6,2 millions \$ en 2017. Lorsqu'on ajuste le résultat avant impôt pour exclure l'effet de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le taux d'imposition pour 2017 s'est élevé à 23,3 %, comparativement à 33,9 % en 2016. Cette variation découle principalement de l'ajustement des impôts futurs aux États-Unis. Le taux d'imposition est passé de 39,9 % à 25,3 %, ce qui représente un ajustement de 2,2 millions \$ en 2017 pour un taux moyen de 32,0 %. La variation se situe à l'intérieur des paramètres normaux, compte tenu du fait que ce taux moyen peut varier selon la provenance du résultat en fonction des diverses

administrations fiscales. Veuillez consulter la note 12 des notes 2017 pour le rapprochement du taux d'imposition effectif et d'autres données fiscales pertinentes.

Résultat de l'exercice et résultat par action

En 2017, LOGISTEC a affiché un résultat de l'exercice consolidé de 27,4 millions \$, dont 27,4 millions \$ étaient attribuables aux propriétaires de la Société. Ce résultat est plus élevé que le résultat consolidé de 18,5 millions \$ en 2016, et 18,9 millions \$ étaient attribuables aux propriétaires de la Société.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 2017 se traduit par un résultat dilué total par action de 2,11 \$, dont 2,02 \$ par action de catégorie A et 2,22 \$ par action de catégorie B.

Toutes les autres charges incluses au résultat d'exploitation ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux et sont demeurées à des niveaux similaires à ceux de 2016.

Dividendes

LOGISTEC a versé à ses actionnaires des dividendes de 3,9 millions \$ en 2017.

Le 17 mars 2017, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,075 \$ par action de catégorie A et de 0,0825 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,0 million \$. Ils ont été versés le 21 avril 2017 aux actionnaires inscrits le 7 avril 2017.

Le 9 mai 2017, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,075 \$ par action de catégorie A et de 0,0825 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,0 million \$. Ils ont été versés le 7 juillet 2017 aux actionnaires inscrits le 23 juin 2017.

Le 28 juillet 2017, le conseil d'administration a décidé d'accroître les versements de dividendes de 10,0 % pour les deux catégories d'actions. Conséquemment, le 28 juillet 2017, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,1 million \$. Ils ont été versés le 13 octobre 2017 aux actionnaires inscrits le 29 septembre 2017.

Le 5 décembre 2017, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,1 million \$. Ces dividendes ont été versés le 19 janvier 2018 aux actionnaires inscrits le 5 janvier 2018.

Tous les dividendes versés en 2017 étaient déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

Le 16 mars 2018, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, qui sera versé le 20 avril 2018 à tous les actionnaires inscrits le 6 avril 2018. Le total du dividende estimatif à verser est de 1,1 million \$.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle de dividendes, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires;

- maintenir un ratio d'endettement inférieur à 40 %. Le ratio d'endettement se calcule en divisant la dette à long terme (incluant la tranche courante) par la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Lors de l'évaluation des occasions d'investissement, la Société utilise les modèles de flux de trésorerie actualisés pour s'assurer que le taux de rendement respecte ses objectifs. De plus, les occasions d'investissement doivent avoir une incidence positive sur le résultat par action et, par conséquent, améliorer la valeur aux actionnaires.

La décision de rembourser la dette est basée sur l'évaluation des niveaux actuels de trésorerie en relation avec les flux futurs liés aux activités d'exploitation. La Société dispose de facilités de crédit non utilisées auprès de diverses institutions financières qui peuvent être utilisées lorsque des occasions d'investissement surviennent.

Sources de financement

Au 31 décembre 2017, le total de l'actif s'établissait à 512,5 millions \$, soit une hausse de 156,6 millions \$ par rapport au solde de clôture de 355,9 millions \$ au 31 décembre 2016.

La trésorerie et équivalents de trésorerie totalisait 4,0 millions \$ à la fin de 2017, en baisse de 12,0 millions \$ par rapport à 16,0 millions \$ au 31 décembre 2016. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette baisse :

(en milliers de dollars)

À la hausse :

Résultat de l'exercice	27 356
Émission de la dette à long terme, nette du remboursement	19 185
Impôt exigible	12 380
Dotation aux amortissements	33 859
	92 780

À la baisse :

Acquisition d'immobilisations corporelles	(21 965)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(23 885)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, non distribuée	(6 952)
Acquisition d'entreprises	(48 038)
Impôt sur le résultat payé	(6 021)
	(106 861)

Fonds de roulement

Au 31 décembre 2017, l'actif courant s'élevait à 178,5 millions \$ tandis que le passif courant atteignait 108,3 millions \$ pour un fonds de roulement de 70,2 millions \$ et un ratio de 1,65:1. Ces données se comparent au fonds de roulement de 75,7 millions \$ et au ratio de 2,51:1 au 31 décembre 2016.

Dettes à long terme

En considérant les tranches courante et à long terme de la dette à long terme, le solde de 60,3 millions \$ au 31 décembre 2016 a augmenté de 23,1 millions \$ pour atteindre 83,4 millions \$ au 31 décembre 2017. L'augmentation reflète principalement nos investissements en immobilisations corporelles, pour lesquels nous avons emprunté 90,0 millions \$ en 2017 (sans tenir compte de l'acquisition d'entreprises), moins les remboursements de 70,8 millions \$.

Selon les modalités de leurs diverses ententes de financement, la Société, ses filiales et ses coentreprises doivent respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2017, toutes les entités du groupe respectaient ces clauses. Dans certains cas, ces clauses financières peuvent limiter la capacité de certaines filiales ou coentreprises à verser des dividendes à LOGISTEC. Cependant, LOGISTEC génère suffisamment de fonds au sein de ses filiales en propriété exclusive pour subvenir à ses besoins financiers.

Palements exigibles par période

Le tableau suivant présente un résumé de la dette à long terme et des obligations contractuelles de la Société :

Obligations contractuelles

au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars)

	Total \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	4-5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dettes à long terme	92 396	6 848	6 597	52 340	26 611
Contrats de location simple					
— Équipement	6 968	2 646	2 235	1 224	863
— Occupation	57 783	11 866	22 598	15 786	7 533
Obligations d'achat ⁽¹⁾	1 822	1 822	—	—	—
Passifs à long terme dus aux actionnaires	59 168	—	—	18 299	40 869
Passifs financiers non courants	2 473	—	—	—	2 473
Total des obligations contractuelles	220 610	23 182	31 430	87 649	78 349

⁽¹⁾ Représentent des équipements en commande, non reçus à la fin de 2017.

Veuillez vous référer aux notes 5, 25, 29, 30, 37 et 38 des notes 2017 pour obtenir plus de détails sur la gestion du risque financier, les actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, la dette à long terme, les provisions, les engagements ainsi que les passifs éventuels et garanties.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 228,6 millions \$ au 31 décembre 2017. L'ajout de la dette à long terme se traduit en une capitalisation de 312,0 millions \$ pour un ratio d'endettement de 26,7 %. Ce ratio est significativement inférieur à la limite de 40 % mentionnée antérieurement dans les objectifs de la Société concernant la gestion du capital. Cela indique également que la Société dispose d'un levier financier important en cas de besoin.

Au 20 mars 2018, 7 405 822 actions de catégorie A et 5 111 755 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en tout temps au gré du porteur en une action de catégorie B. Veuillez vous référer à la note 32 des notes 2017 pour obtenir tous les détails sur le capital social de la Société.

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités [« RACNA »]

Depuis le 20 octobre 2005, LOGISTEC a racheté certaines de ses actions, aux fins d'annulation, dans le cadre de RACNA annuels consécutifs, dont le dernier s'est terminé le 25 octobre 2017. Le 26 octobre 2017, la Société a mis en place un autre RACNA, qui se terminera le 25 octobre 2018. La Société est d'avis que le rachat de ses actions peut constituer une utilisation appropriée et souhaitable de la trésorerie dont elle dispose et, par conséquent, que l'offre est faite dans l'intérêt fondamental de LOGISTEC et de ses actionnaires. Dans le cadre du RACNA en cours, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 370 496 actions de catégorie A et 255 997 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 20 octobre 2017.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

Au cours de 2017, en vertu des RACNA décrits précédemment, LOGISTEC a procédé au rachat de 3 700 actions de catégorie A et 6 700 actions de catégorie B à un prix moyen par action de 41,85 \$ et 43,69 \$, respectivement. Veuillez vous référer à la note 32 des notes 2017 pour obtenir plus de détails.

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises, lesquelles sont comptabilisées dans la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le solde de clôture de 34,4 millions \$ à la fin de 2017 est composé principalement du solde de clôture de 31,1 millions \$ en 2016, plus la quote-part du résultat de 2017 de 7,0 millions \$, moins les dividendes reçus de 3,6 millions \$.

Au 31 décembre 2017, les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % étaient : Terminal Termont inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et dans Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises n'est une entité cotée à la Bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. Veuillez vous référer à la note 20 des notes 2017 pour ses données financières.

Avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des régimes de retraite à prestations ou à cotisations définies à ses employés. Étant donné qu'une majorité de bénéficiaires des régimes de retraite à prestations définies étaient déjà des retraités, la Société a élaboré une stratégie d'atténuation des risques relativement à ces régimes.

La note 25 des notes 2017 présente un résumé de la juste valeur de l'actif des régimes, des obligations au titre des prestations définies, de la situation de capitalisation des régimes de retraite et des hypothèses significatives.

Les calculs de la situation de capitalisation des régimes de retraite ont été effectués par les actuaires indépendants de la Société en date du 31 décembre 2017. L'obligation au titre des prestations définies totalisait 33,9 millions \$ comparativement à une juste valeur de l'actif des régimes de 20,6 millions \$, résultant ainsi en une situation de capitalisation déficitaire de 13,3 millions \$. La Société offre des régimes de retraite supplémentaires à ses hauts dirigeants (« RRS »). Veuillez vous référer à la description du *Régime de retraite des cadres supérieurs* dans notre circulaire d'information. Ces RRS ne sont pas capitalisés et l'obligation afférente de 12,3 millions \$ est incluse dans les données précédentes. Excluant l'obligation des RRS, la situation de capitalisation déficitaire totalise 1 million \$.

L'hypothèse de la direction sur le taux d'actualisation était de 4,0 % en 2016 et de 3,5 % en 2017. Les calculs actuariels effectués pour la capitalisation effective et les décaissements réels utilisent des hypothèses différentes, ce qui entraîne des situations de capitalisation différentes. Les RRS de la Société sont des régimes non enregistrés et ne sont donc pas sujets à des évaluations actuarielles. Les plus récentes évaluations actuarielles des régimes de retraite, à des fins de capitalisation, ont été réalisées au 31 décembre 2016. Selon les résultats de ces évaluations, la Société affiche un excédent combiné de 1,6 million \$ selon la méthode basée sur une approche de continuité et un déficit combiné de 1,9 million \$ selon la méthode de la solvabilité.

Avant le 31 décembre 2017, la Société offrait trois régimes enregistrés de retraite à prestations définies. Le conseil d'administration de Logistec Arrimage (Nouvelle-Écosse) Inc. et celui de LOGISTEC Corporation ont convenu, sous réserve des dispositions des lois, des règlements ou des règles administratives applicables de toutes les autorités réglementaires pertinentes, et de l'obtention des approbations requises auprès de toutes les autorités réglementaires compétentes, de fusionner, en date du 31 décembre 2017, le Retirement Plan for Employees of Logistec Atlantic (« régime d'Atlantic ») et le Régime de rentes de retraite des employés de LOGISTEC Corporation et ses filiales (« régime de LOGISTEC »). Par suite de cette fusion, les actifs du régime d'Atlantic (régime cédant) ont été transférés au régime de LOGISTEC (régime cessionnaire). Par conséquent, la Société offre maintenant deux régimes de retraite à prestations définies.

Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	153,3	86,4	67,0	77,5	Cette variation est imputable essentiellement à deux facteurs – une hausse du niveau d'activité au quatrième trimestre de 2017 comparativement au quatrième trimestre de 2016 et l'acquisition de FER-PAL.
Stocks	11,6	7,5	4,0	53,9	L'augmentation des stocks découle principalement de l'ajout des stocks de fin d'exercice de 4,2 millions \$ de FER-PAL au total pour 2017, comparativement à 2016.
Immobilisations corporelles	156,7	138,6	18,1	13,1	La hausse résulte en grande partie des dépenses en immobilisations corporelles de 22,0 millions \$ et du montant de 16,8 millions \$ comptabilisé au titre des acquisitions d'entreprises, moins la dotation aux amortissements de 16,6 millions \$.
Goodwill	108,6	24,9	83,7	336,0	L'augmentation découle principalement des acquisitions de FER-PAL et de LGC, comme indiqué dans la rubrique Acquisition d'entreprises du présent rapport de gestion.
Dettes fournisseurs et autres crédateurs	85,2	43,1	42,1	97,7	Cette hausse découle de l'augmentation des activités liées à tous les secteurs d'activité au cours du quatrième trimestre de 2017, par rapport à celui de 2016, et des activités liées à FER-PAL, qui représentent 56 % de cette hausse.
Tranche courante de la dette à long terme	5,4	1,7	3,8	224,0	L'augmentation de 21,8 millions \$ résulte principalement de l'acquisition des deux entreprises, dont l'incidence sur la trésorerie totale s'élève à 48,0 millions \$. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par la trésorerie liée aux activités d'exploitation qui a servi en partie à rembourser la dette.
Dette à long terme	78,0	58,6	19,3	32,9	
Passifs financiers non courants	61,6	12,5	49,1	392,6	L'augmentation découle principalement de l'acquisition des participations ne donnant pas le contrôle de FER-PAL et de LGC. Par suite de ces transactions, LOGISTEC a comptabilisé un passif à long terme de 50 millions \$ découlant de l'obligation de racheter les participations ne donnant pas le contrôle au 31 décembre 2017.
Capital social	29,0	15,6	13,4	85,8	La variation au 31 décembre 2017, découle de l'investissement dans FER-PAL et de l'émission connexe d'actions de catégorie B d'une valeur de 8,0 millions \$ comme indiqué précédemment, et de l'émission de 1/5 du capital social devant être émis après l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen en 2016.
Capital social devant être émis	19,8	24,9	(5,1)	(20,4)	

Tous les autres postes des états consolidés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 1 750 clients. En 2017, les 20 clients les plus importants ont représenté 51,7 % (45,7 % en 2016) des produits consolidés et un seul client a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients, soit 10,9 % pour les produits et 19,5 % pour les créances clients (néant en 2016).

À chaque date de clôture, la direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance. La Société met à jour son estimation de la provision pour créances douteuses sur une base spécifique et, si cela est nécessaire, utilise le pourcentage établi appliqué au classement chronologique des débiteurs. Les créances clients et autres débiteurs sont radiés une fois qu'il est déterminé qu'ils ne peuvent plus être recouvrés.

Conformément à leurs échéances respectives, le classement chronologique des créances clients et autres débiteurs se détaillait comme suit :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Courant	57 651	28 342
31-60 jours	34 857	21 216
Échus 1-30 jours	28 106	16 135
Échus 31-60 jours	8 421	9 445
Échus 61-120 jours	8 072	1 253
Échus de plus de 121 jours ⁽¹⁾	16 235	9 982
	153 342	86 373

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 2,8 millions \$ (1,9 million \$ en 2016).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2017 \$	2016 \$
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Solde au début de l'exercice	2 848	2 519
Charges pour mauvaises créances	2 309	462
Recouvrements (radiations)	(1 104)	(133)
Solde à la fin de l'exercice	4 053	2 848

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, le placement dans un contrat de service, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2017 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	9 829	9 829	9 829	—	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	85 174	85 174	85 174	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	92 396	92 396	6 848	6 597	78 951
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	61 637	61 637	—	18 299	43 338
	249 036	249 036	101 851	24 896	122 289

Au 31 décembre 2016 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	43 081	43 081	43 081	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	60 707	60 707	814	58 693	1 200
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	12 437	12 437	1 836	2 138	8 463
	116 225	116 225	45 731	60 831	9 663

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, et suite à l'augmentation des obligations financières, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Cependant, la Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt pour échanger en partie le taux variable pour un taux fixe. En 2017, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt avec ses banques principales pour un montant de 25,0 millions \$. Au 31 décembre 2017, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 23,8 millions \$ (néant en 2016). Elle a également conclu un nouveau prêt assorti d'un taux d'intérêt fixe auprès d'une nouvelle institution financière, réduisant ainsi la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2017, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 61,4 % (92 % en 2016). En tenant compte des contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés précédemment, la portion à taux variable au 31 décembre 2017 était de 24,9 % (80 % en 2016). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2017, excluant la dette portant intérêt à taux variable pour laquelle le taux variable a été échangé pour un taux fixe, aurait une incidence négative de 0,2 million \$ (0,6 million \$ en 2016) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société est exposée principalement aux fluctuations du dollar américain. La Société estime que le risque est restreint et, par conséquent, elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

En 2017, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 2,3 millions \$ (2,2 millions \$ en 2016) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 2,9 millions \$ (2,8 millions \$ en 2016) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2017, un total de 41,4 millions \$, ou 32,6 millions \$ US, et 0,3 million € (42,4 millions \$, ou 29,0 millions \$ US, et 2,5 millions € en 2016) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2017, un total de 30,1 millions \$, ou 23,7 millions \$ US, et 0,3 million € (17,8 millions \$, ou 11,7 millions \$ US, et 1,5 million € en 2016) des dettes fournisseurs et autres créditeurs était libellé en devises.

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les passifs financiers non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2017 et 2016, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative du placement dans un contrat de service n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable au 31 décembre 2016, puisque les termes et conditions étaient similaires aux conditions actuelles.

La juste valeur estimative de la dette à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2017 et 2016, puisqu'elle portait principalement intérêt à des taux variables et que ses conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

Risques d'affaires

Les risques d'affaires auxquels nous sommes exposés sont demeurés passablement les mêmes au cours des dernières années. Voici un résumé de ces principaux risques :

Le risque du marché – La Société manutentionne une grande variété de marchandises et, bien que notre stratégie de diversification géographique et de produits devrait nous protéger contre les impacts majeurs, les fluctuations importantes de certaines marchandises spécifiques ou dans certaines régions spécifiques peuvent avoir un impact sur notre performance.

Les risques associés aux terminaux portuaires – L'accès à des installations portuaires stratégiques est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Nos installations font généralement l'objet de baux à long terme qui nous procurent des droits d'exploitation en échange de loyers correspondant généralement à des frais fixes pour la Société. Par conséquent, nous ressentons rapidement l'impact financier d'une baisse prononcée des volumes de marchandises.

Les politiques gouvernementales – Par leur investissement dans les infrastructures portuaires, leur législation, leurs tarifications ou leurs pouvoirs de taxation, les gouvernements peuvent avoir un impact direct sur la rentabilité d'un site et même sur le mouvement des marchandises.

Les variations de devises – Les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain peuvent avoir des répercussions sur les entreprises canadiennes. Bien que cette situation puisse toucher nos clients, elle ne nous touche pas directement. À vrai dire, nos services sont généralement rendus localement et nous sommes payés dans la même devise que celle dans laquelle nous encourons des charges. C'est pourquoi les fluctuations de la devise américaine n'influencent habituellement pas significativement nos résultats, puisque nos filiales américaines sont autonomes d'un point de vue financier. Tel qu'il est analysé à la rubrique précédente, *Gestion du risque financier*, la Société est principalement exposée aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, notamment pour les éléments des états consolidés de la situation financière détenus en dollars américains. La Société estime toutefois que ce risque est relativement restreint.

Les risques associés au personnel et à la main-d'œuvre – Certaines de nos installations sont situées près de petits centres urbains et il peut être difficile d'y trouver une main-d'œuvre qualifiée. De plus, l'industrie des services maritimes est fortement syndiquée et il y a toujours un risque de grève ou d'arrêt de travail lors de la négociation de conventions collectives.

Transactions entre parties liées

En plus de la rémunération des principaux dirigeants et des dividendes payés aux actionnaires, qui ont lieu dans le cours normal des affaires et qui sont quantifiés à la note 34 des notes 2017, les services entre parties liées sont essentiellement des services professionnels, des loyers, des frais de gestion et des dépenses opérationnelles chargés à ou par des coentreprises. Ces transactions sont également dans le cours normal des affaires et leur contrepartie est fixée et convenue par les parties liées. Les montants dus par des coentreprises incluent la portion d'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi relative à un régime de retraite offert par la Société, due par Nanuk.

Données trimestrielles choisies

	T1	T2	T3	T4	Exercice
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)</i>	\$	\$	\$	\$	\$

2017

Produits	60 071	101 861	168 314	145 497	475 743
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(1 530)	4 789	10 955	13 212	27 426
Résultat de base par action de catégorie A	(0,12)	0,38	0,84	1,01	2,14
Résultat de base par action de catégorie B	(0,13)	0,41	0,93	1,12	2,35
Résultat de base total par action	(0,13)	0,39	0,88	1,05	2,23
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,12)	0,36	0,80	0,97	2,02
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,13)	0,39	0,88	1,06	2,22
Résultat dilué total par action	(0,13)	0,37	0,83	1,01	2,11

2016

Produits	64 859	79 616	103 093	95 758	343 326
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(138)	951	9 153	8 892	18 858
Résultat de base par action de catégorie A	(0,01)	0,08	0,72	0,70	1,48
Résultat de base par action de catégorie B	(0,01)	0,08	0,80	0,76	1,63
Résultat de base total par action	(0,01)	0,08	0,75	0,73	1,55
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,01)	0,07	0,67	0,68	1,41
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,01)	0,08	0,75	0,74	1,56
Résultat de base total par action	(0,01)	0,07	0,71	0,71	1,48

Caractère saisonnier des activités

Les activités sont influencées par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les activités de Sanexen et de FER-PAL sont également influencées par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui est plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le second trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Résultats du quatrième trimestre de 2017 et données comparatives

	T4 2017 \$	T4 2016 \$
<i>(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)</i>		
Produits	145 497	95 758
Charge au titre des avantages du personnel	(71 689)	(42 797)
Matériel et fournitures	(35 009)	(26 064)
Charge locative	(9 613)	(8 122)
Autres charges	(5 803)	(3 986)
Dotation aux amortissements	(13 191)	(4 141)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1 581	1 546
Autres profits et pertes	5 430	955
Pertes de valeur	(2 917)	—
Résultat d'exploitation	14 286	13 149
Charges financières	(2 158)	(520)
Produits financiers	125	33
Résultat avant impôt	12 253	12 662
Impôt sur le résultat	(286)	(3 775)
Résultat de la période	11 967	8 887
Résultat attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	13 212	8 892
Participations ne donnant pas le contrôle	(1 245)	(5)
Résultat de la période	11 967	8 887
Résultat de base par action de catégorie A	1,01	0,70
Résultat de base par action de catégorie B	1,12	0,76
Résultat dilué par action de catégorie A	0,97	0,68
Résultat dilué par action de catégorie B	1,06	0,74

Les produits consolidés ont totalisé 145,5 millions \$ en 2017, en hausse de 49,7 millions \$, ou 51,9 %, par rapport à 2016. Cette hausse est essentiellement attribuable au niveau élevé d'activité du secteur des services environnementaux au cours du quatrième trimestre de 2017 et à l'acquisition de l'entreprise FER-PAL, comme indiqué précédemment.

Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits au cours du quatrième trimestre de 2017 a augmenté pour s'établir à 49,3 %, comparativement à 44,7 % au cours de la période correspondante de 2016. La hausse du ratio de la charge provient surtout de la composition des produits de Sanexen, celle-ci ayant constaté des produits tirés des activités liées à Aqua-Pipe plus importants, auxquels s'ajoutent les activités liées à FER-PAL, comportant une composante sur le plan de la charge du personnel plus élevée. Par conséquent, la proportion globale de la charge au titre des avantages sociaux du personnel a augmenté.

Au quatrième trimestre de 2017, la charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 35,0 millions \$, soit une hausse de 8,9 millions \$ par rapport à celle du quatrième trimestre de 2016. Cette hausse découle essentiellement de l'incidence de la composition des produits de Sanexen et de l'acquisition de l'entreprise FER-PAL, comme indiqué précédemment. La proportion globale de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits a été moins élevée, soit 24,1 % au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 27,2 % pour la période correspondante de 2016.

La dotation aux amortissements s'est établie à 13,2 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2017, en hausse de 9,1 millions \$ par rapport à 4,1 millions \$ pour la période équivalente de 2016. Cette augmentation importante découle de la dotation aux amortissements liée au carnet de commande de FER-PAL qui s'élève à 8,2 millions \$ pour le trimestre.

Le résultat d'exploitation du quatrième trimestre de 2017 s'est élevé à 14,3 millions \$, ce qui est supérieur au résultat d'exploitation du quatrième trimestre de 2016, qui avait atteint 13,1 millions \$. L'augmentation du résultat d'exploitation découle des divers éléments dont il a été question précédemment.

Toutes les autres charges incluses au résultat d'exploitation ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux et sont demeurées à des niveaux semblables à ceux de 2016.

L'impôt sur le résultat pour le quatrième trimestre de 2017 s'est traduit par un crédit de 0,3 million \$. Cette situation résulte principalement d'un ajustement à la charge d'impôts futurs aux États-Unis par suite de la récente réforme fiscale.

Les participations ne donnant pas le contrôle de (1,3) million \$ reflètent la reprise d'un montant que nous pensions initialement distribuer aux actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle, mais qui n'a pas été distribué puisque les exigences contractuelles n'ont pas été respectées par la filiale.

Principaux jugements, estimations et hypothèses

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers tient compte de plusieurs hypothèses formulées par la direction qui sont présentées à la note 4 des notes 2017. Une description plus détaillée des jugements, estimations et hypothèses est incluse dans les notes 2017, en particulier à l'égard des créances clients (notes 5 et 18), du goodwill (note 22), des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (note 23), des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 20), de la dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill (note 22), de l'impôt différé (note 12), des avantages postérieurs à l'emploi (note 25) et des provisions (note 30). Les principales méthodes comptables de la Société sont utilisées de façon identique dans tous ses secteurs d'exploitation à présenter (note 35).

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Le 1^{er} janvier 2017, la Société a adopté la norme IFRS modifiée suivante :

IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*

L'IAS 7 a été modifiée en janvier 2016 pour permettre aux utilisateurs d'états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement, ce qui comprend les changements résultant des flux de trésorerie, mais aussi les changements hors trésorerie. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

Normes et interprétation comptables publiées, mais non encore appliquées

Les normes comptables suivantes ont été publiées : IFRS 9, *Instruments financiers*; IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*; et IFRS 16, *Contrats de location*.

L'interprétation suivante a été publiée : IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12). Veuillez vous référer à la note 3 des notes 2017 pour en savoir davantage sur ces normes et cette interprétation.

Questions environnementales

Changements climatiques

Il n'est pas possible d'évaluer les conséquences des changements climatiques sur nos activités à ce moment-ci. Nous croyons que cela pourrait créer des inquiétudes, mais également des opportunités. Bien qu'il puisse y avoir des répercussions sur le niveau des eaux à certains ports, la saison pourrait être plus longue pour le transport vers l'Arctique. Elles sont suivies de façon régulière afin de s'assurer que nous serons bien positionnés pour parer à tout changement qui pourrait survenir dans les flux commerciaux.

Autres préoccupations environnementales

Nous manutentionnons diverses marchandises en vrac sur des sites où des activités industrielles ont eu lieu depuis de nombreuses années. Il est plus que probable que certains de ces sites aient déjà été contaminés par ces activités avant notre arrivée. Nous procédons généralement à une évaluation de base de la contamination des sites avant de signer un nouveau bail. Cette pratique limite notre responsabilité uniquement à nos activités. LOGISTEC prend les questions environnementales très au sérieux et est déterminée à limiter et à réduire son empreinte environnementale.

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

LOGISTEC a une politique santé, sécurité et environnement (« SSE ») qui reconnaît l'importance des aspects environnementaux de nos activités. Elle nous engage à tenir compte des répercussions possibles de l'ensemble de nos décisions et de nos activités courantes et futures sur l'environnement.

La politique stipule que la Société souscrira à certains principes, notamment :

- le respect et la conformité aux lois et règlements environnementaux actuels dans l'ensemble de nos activités;
- la réduction de nos impacts possibles sur l'environnement par l'adoption de mesures de protection et de prévention;
- l'utilisation de technologies écologiques;
- l'adoption et l'application de programmes visant à l'amélioration continue, mesurée par la surveillance des émissions et des déchets résultant de nos activités.

ALLIANCE VERTE

Pour démontrer son engagement envers l'environnement, LOGISTEC est membre de l'Alliance verte à titre de participant certifié depuis 2009. L'Alliance verte est une initiative conjointe Canada-États-Unis lancée dans le but d'implanter un programme environnemental pour l'industrie maritime d'un bout à l'autre du continent nord-américain. Fondée en 2008 par plusieurs dirigeants d'importantes entreprises de services maritimes de l'est du Canada, y compris notre chef de la direction, l'Alliance verte s'est rapidement distinguée par sa crédibilité, sa transparence et sa capacité à améliorer la performance environnementale de ses participants au-delà des exigences réglementaires. L'Alliance verte gère aujourd'hui un programme environnemental ambitieux permettant à toute entreprise maritime œuvrant au Canada comme aux États-Unis de renforcer volontairement sa performance environnementale de manière concrète et mesurable.

Ce programme, conçu initialement pour l'industrie maritime du Saint-Laurent et des Grands Lacs, a suscité un tel intérêt auprès de l'industrie qu'il a évolué pour couvrir l'ensemble de l'Amérique du Nord. Les entreprises participantes dans le programme volontaire évaluent chaque année leur performance selon une échelle allant du respect de la réglementation à l'excellence de leurs pratiques, à l'égard des sept enjeux environnementaux suivants : espèces aquatiques envahissantes, émissions atmosphériques polluantes, gaz à effet de serre, résidus de cargaison, eaux huileuses, conflits d'usage (ports et terminaux) et leadership environnemental. Le programme est révisé et ajusté chaque année pour tenir compte des nouvelles réglementations et refléter les innovations technologiques.

OCCASIONS

Être au service de l'industrie maritime peut constituer une occasion sous l'angle environnemental, puisque le transport maritime de marchandises est l'un des moyens de transport les plus économiques et les plus écologiques. La grande quantité de marchandises pouvant être transportées par un navire signifie généralement une plus faible consommation d'énergie par tonne de marchandises manutentionnées comparativement au transport terrestre. Les pressions environnementales des autorités afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre pourraient favoriser le transport maritime (via le fleuve Saint-Laurent par exemple), ce qui pourrait favoriser nos activités, puisque ces navires devront être chargés et déchargés.

Notre filiale Sanexen est active dans le domaine de la décontamination environnementale et de la réhabilitation de conduites d'eau souterraines, et il va sans dire que plus les entreprises et les municipalités développent une conscience environnementale, plus Sanexen est susceptible de profiter d'occasions d'affaires.

Régie d'entreprise

En matière de régie d'entreprise, LOGISTEC a mis en place des pratiques correspondant à des normes élevées. Ces pratiques sont conformes aux exigences de l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* et du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*. Neuf des 12 administrateurs de LOGISTEC sont indépendants et les postes de président du conseil d'administration et de chef de la direction sont distincts. Le comité de régie d'entreprise et de ressources humaines et le comité de vérification sont composés exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification examine les rapports intermédiaires et annuels et les états financiers avant qu'ils soient soumis au conseil d'administration pour son approbation, et ses membres rencontrent l'auditeur indépendant de la Société séparément. À la suite d'une analyse appropriée par le comité de vérification, le conseil d'administration recommande la nomination de l'auditeur indépendant aux actionnaires.

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion, les états financiers annuels, la notice annuelle et la circulaire d'information qui inclut la divulgation et l'analyse de la rémunération (les « documents annuels »). À leur connaissance, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les documents annuels. À leur connaissance, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices présentés dans les documents annuels.

Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité des CPCI a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont conclu que les CPCI étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et que la conception de ces CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents annuels, et que l'information qui doit être présentée dans les documents annuels a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le vice-président, finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision ce CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité du CIIF a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le vice-président, finances ont conclu que le CIIF est adéquat et efficace à fournir cette assurance au 31 décembre 2017.

L'évaluation par la direction de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société exclut les contrôles, les conventions et les procédures visant FER-PAL, acquise le 6 juillet 2017. La Société dispose d'un an à compter de la date d'acquisition pour effectuer cette analyse et mettre en œuvre les contrôles internes jugés nécessaires. Veuillez vous reporter à la rubrique Acquisition d'entreprises pour de plus amples informations financières.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du quatrième trimestre de 2017 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Étant donné que notre secteur des services maritimes manutentionne des marchandises de tous les types et que notre secteur des services environnementaux gère des projets importants de restauration de sites et la réhabilitation d'aqueducs dans le cadre de ses projets d'infrastructure, nos activités et nos résultats seront influencés par la conjoncture. En ce sens, l'économie nord-américaine se porte toujours très bien et devrait continuer sur sa lancée, probablement même au-delà de 2018.

L'économie américaine, quant à elle, devrait être quelque peu stimulée par la récente réduction globale des taux d'imposition fédéraux, et ce, dans un avenir prévisible. Les taux d'intérêt préférentiels du gouvernement commencent à augmenter, mais devraient rester sous la barre des 2 % jusqu'à la fin

de 2018 aux États-Unis et au Canada. Ils devraient donc demeurer dans une fourchette dynamique qui incitera les entreprises et les gouvernements à financer leurs projets et leurs investissements.

Ces conditions tirent également parti d'une économie qui se rapproche du niveau de plein emploi, tant au Canada qu'aux États-Unis, ce qui signifie que les gens travaillent et dépensent et que les retombées sur l'économie sont positives. Tous les éléments sont ainsi réunis pour stimuler les résultats de LOGISTEC dans un avenir prévisible.

Selon les prévisions, même l'économie européenne devrait bien faire et la croissance en Chine devrait s'accélérer légèrement. Par conséquent, la plupart des tendances macroéconomiques sont favorables. En ce qui a trait plus particulièrement à LOGISTEC, la croissance positive réalisée en 2017 devrait se maintenir en 2018.

Un des faits saillants de 2017 a été l'acquisition d'une participation majoritaire dans FER-PAL en juillet 2017. Nous sommes très satisfaits de son rendement en 2017; toutefois, sur une base consolidée, nous avons dû comptabiliser un amortissement de 15,8 millions \$ au titre d'immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de cette transaction, qui correspond plus précisément à la valeur du carnet de commandes. Cet actif étant désormais entièrement amorti, nos résultats de 2018 feront maintenant état d'un exercice complet de résultats de FER-PAL sans cette charge importante, ce qui aura un effet bénéfique direct sur nos résultats. Comme il s'agit d'une dotation aux amortissements, il faut se rappeler que cette élimination n'aura aucune incidence sur notre BAIIA.

De son côté, Sanexen a dû composer avec une concurrence plus forte à l'égard de ses projets de restauration de sites et une composition des produits moins favorable en 2017. Nous prévoyons qu'elle affichera un meilleur rendement en 2018, par suite notamment de la conclusion d'autres contrats liés à notre technologie Aqua-Pipe aux États-Unis.

Les perspectives sont également favorables pour notre secteur des services maritimes. L'élan avec lequel ce secteur a renoué en 2017 devrait perdurer dans le cadre de nos activités de manutention de marchandises, dont le vrac et les conteneurs. Sur le plan des marchandises diverses, nous venons de clore l'acquisition de GSM pour la somme de 65,7 millions \$ US, ce qui se traduira par une hausse des produits de ce secteur d'activité.

Comme mentionné précédemment dans le rapport de gestion, cette acquisition stratégique permettra à la Société de se hisser au rang de chef de file en matière de manutention de marchandises dans la région de la côte américaine du golfe du Mexique. Nous sommes très enthousiasmés d'accueillir parmi nous ce groupe de personnes dynamiques, qui apportent leur expertise à notre organisation et qui contribueront sans aucun doute à la croissance soutenue de LOGISTEC.

Somme toute, la Société a effectué deux acquisitions importantes, soit une dans chacun de ses secteurs d'activité, et, qui plus est, elle demeure à l'affût pour ce qui est de repérer, d'étudier et d'évaluer d'autres cibles potentielles aux fins d'acquisition.

Nos gens sont responsables de notre performance et engagés à l'égard de notre croissance. En leur donnant les moyens de réussir et en établissant des objectifs clairs, nous avons pu produire des résultats supérieurs en 2017, et nous visons à offrir une valeur accrue à nos actionnaires à l'avenir.

RAPPORT DE GESTION 2017

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.logistec.com), dans la section « Investisseurs ».

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « Risques d'affaires » du présent document et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Le vice-président, finances

Le 20 mars 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'intention des actionnaires de Logistec Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Logistec Corporation, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Logistec Corporation au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

(s) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 20 mars 2018

Montréal, Québec

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A109522

États consolidés des résultats

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2017 \$	2016 \$
Produits	7	475 743	343 326
Charge au titre des avantages du personnel	8	(235 247)	(158 784)
Matériel et fournitures		(122 651)	(102 636)
Charge locative		(33 799)	(28 899)
Autres charges		(21 997)	(15 230)
Dotation aux amortissements	21, 23	(33 859)	(14 288)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	20	6 952	4 310
Autres profits et pertes	9	4 875	(345)
Pertes de valeur	23	(2 917)	—
Résultat d'exploitation		37 100	27 454
Charges financières	10	(3 937)	(1 894)
Produits financiers	11	404	194
Résultat avant impôt		33 567	25 754
Impôt sur le résultat	12	(6 211)	(7 268)
Résultat de l'exercice		27 356	18 486
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		27 426	18 858
Participation ne donnant pas le contrôle		(70)	(372)
Résultat de l'exercice		27 356	18 486
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	14, 32	2,14	1,48
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	14, 32	2,35	1,64
Résultat dilué par action de catégorie A	14, 32	2,02	1,41
Résultat dilué par action de catégorie B	14, 32	2,22	1,56

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

États consolidés du résultat global

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2017 \$	2016 \$
Résultat de l'exercice		27 356	18 486
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats			
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		(2 787)	(1 158)
Gains sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		151	—
Transfert des gains sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie aux états consolidés des résultats		—	167
Impôt sur le résultat lié aux dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		(41)	(45)
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		(2 677)	(1 036)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats			
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	25	(1 515)	(44)
Rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	25	830	669
Impôt sur le résultat sur les pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice	12	151	(168)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		(534)	457
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		32	1
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		(133)	12
Total de la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		(101)	13
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat		(3 312)	(566)
Total du résultat global de l'exercice		24 044	17 920
Total du résultat global attribuable :			
Aux propriétaires de la Société		24 114	18 292
À la participation ne donnant pas le contrôle		(70)	(372)
Total du résultat global de l'exercice		24 044	17 920

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	3 963	15 971
Placement dans un contrat de service	17	—	865
Créances clients et autres débiteurs	18	153 342	86 373
Travaux en cours		5 306	4 395
Actifs d'impôt exigible	12	494	3 767
Autres actifs financiers		1 055	1 014
Actifs disponibles à la vente		—	330
Charges payées d'avance		2 775	5 654
Stocks	19	11 550	7 506
		178 485	125 875
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	20	34 350	31 141
Immobilisations corporelles	21	156 691	138 591
Goodwill	22	108 557	24 899
Autres immobilisations incorporelles	23	14 903	18 233
Autres actifs non courants	24	1 658	1 534
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	25	606	706
Actifs financiers non courants	26	7 984	7 166
Actifs d'impôt différé	12	9 218	7 715
Total de l'actif		512 452	355 860
Passif			
Passif courant			
Emprunts bancaires à court terme	27	9 829	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	28	85 174	43 081
Produits différés		2 252	2 928
Passifs d'impôt exigible	12	3 699	149
Dividendes à payer	32	1 075	947
Tranche courante de la dette à long terme	29	5 447	1 681
Provisions	30	813	1 344
		108 289	50 130
Dette à long terme	29	77 957	58 644
Provisions	30	771	800
Passifs d'impôt différé	12	14 488	13 382
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	25	14 778	13 076
Produits différés		3 733	4 133
Passifs financiers non courants	31	61 641	12 514
Total du passif		281 657	152 679
Engagements, passifs éventuels et garanties	37, 38		
Capitaux propres			
Capital social	32	29 019	15 618
Capital social devant être émis	32	19 820	24 898
Résultats non distribués		173 129	151 616
Cumul des autres éléments du résultat global		6 606	9 251
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		228 574	201 383
Participation ne donnant pas le contrôle		2 221	1 798
Total des capitaux propres		230 795	203 181
Total du passif et des capitaux propres		512 452	355 860

Au nom du conseil

(signé) George R. Jones
Administrateur(signé) Madeleine Paquin
Administratrice

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Cumul des autres éléments du résultat global						Participation ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$	Total \$		
Solde au 1 ^{er} janvier 2017		15 618	24 898	(4)	9 255	151 616	201 383	1 798	203 181
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	27 426	27 426	(70)	27 356
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	—	(2 787)	—	(2 787)	—	(2 787)
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice, après impôt sur le résultat	25	—	—	—	—	(534)	(534)	—	(534)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	142	—	—	142	—	142
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	—	—	(133)	(133)	—	(133)
Total du résultat global de l'exercice		—	—	142	(2 787)	26 759	24 114	(70)	24 044
Rachat d'actions de catégorie A	32	(4)	—	—	—	(243)	(247)	—	(247)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	32	327	—	—	—	(959)	(632)	—	(632)
Émission d'actions de catégorie B liée à une acquisition d'entreprise		8 000	—	—	—	—	8 000	—	8 000
Passif à long terme découlant de l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(50 089)	(50 089)
Participation ne donnant pas le contrôle découlant de l'acquisition d'une entreprise		—	—	—	—	—	—	50 582	50 582
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale à l'exercice d'options de vente	32	5 078	(5 078)	—	—	—	—	—	—
Dividendes sur actions de catégorie A	32	—	—	—	—	(2 334)	(2 334)	—	(2 334)
Dividendes sur actions de catégorie B	32	—	—	—	—	(1 710)	(1 710)	—	(1 710)
Solde au 31 décembre 2017		29 019	19 820	138	6 468	173 129	228 574	2 221	230 795

États consolidés des variations des capitaux propres (suite)

(en milliers de dollars canadiens)

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Cumul des autres éléments du résultat global						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$	Total \$		
Solde au 1^{er} janvier 2016		14 985	—	(139)	10 413	164 154	189 413	20 232	209 645
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	18 858	18 858	(372)	18 486
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	—	(1 158)	—	(1 158)	—	(1 158)
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice, après impôt sur le résultat	25	—	—	—	—	457	457	—	457
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	122	—	—	122	—	122
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	13	—	—	13	—	13
Total du résultat global de l'exercice		—	—	135	(1 158)	19 315	18 292	(372)	17 920
Rachat d'actions de catégorie A	32	(16)	—	—	—	(953)	(969)	—	(969)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	32	649	—	—	—	(8 957)	(8 308)	—	(8 308)
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	32	—	24 898	—	—	(18 148)	6 750	(18 062)	(11 312)
Dividendes sur actions de catégorie A	32	—	—	—	—	(2 226)	(2 226)	—	(2 226)
Dividendes sur actions de catégorie B	32	—	—	—	—	(1 569)	(1 569)	—	(1 569)
Solde au 31 décembre 2016		15 618	24 898	(4)	9 255	151 616	201 383	1 798	203 181

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2017 \$	2016 \$
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice		27 356	18 486
Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	33	43 899	29 787
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		71 255	48 273
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	20	3 637	2 213
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies	25	(1 036)	(866)
Règlement des provisions	30	(154)	(304)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	33	(23 885)	(15 028)
Impôt sur le résultat payé		(6 021)	(7 473)
		43 796	26 815
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		1 579	—
Émission de la dette à long terme, nette des coûts de transaction	29, 33	90 014	53 852
Remboursement de la dette à long terme	29, 33	(70 829)	(29 909)
Intérêts payés		(2 822)	(1 867)
Émission d'actions de catégorie B	32	201	607
Rachat d'actions de catégorie A	32	(248)	(969)
Rachat d'actions de catégorie B	32	(1 043)	(9 484)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A	32	(2 279)	(2 227)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B	32	(1 638)	(1 587)
		12 935	8 416
Activités d'investissement			
Remboursement par un client du placement dans un contrat de service		865	292
Intérêts perçus		403	206
Trésorerie acquise lors d'une acquisition d'entreprise	6	—	205
Acquisition d'entreprises	6	(48 038)	(5 262)
Rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle		(2 880)	(2 393)
Acquisition d'immobilisations corporelles	21	(21 965)	(32 198)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	21	2 473	363
Acquisition d'autres actifs financiers	7	—	(4 039)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	23	(45)	(33)
Remboursement d'actifs financiers non courants		104	3
Augmentation d'autres actifs non courants		(805)	(827)
Sortie d'autres actifs non courants		191	68
		(69 697)	(43 615)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(12 966)	(8 384)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		15 971	23 811
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		958	544
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		3 963	15 971
Opérations sans effet sur la trésorerie et informations supplémentaires	33		

1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 35 ports de l'est de l'Amérique du Nord, en plus d'offrir des services de transport ferroviaire sur courte distance et des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers desservant le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre des services environnementaux incluant la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (QC) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les présents états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 20 mars 2018.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Préparation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, notamment les instruments financiers dérivés, les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Le coût historique est habituellement fondé sur la juste valeur de la contrepartie accordée pour les services rendus. La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les principales méthodes comptables sont présentées ci-après.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

FILIALES

Les filiales sont toutes les entités contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables du fait de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales demeurent consolidées jusqu'à la date à laquelle la Société cesse de détenir le contrôle.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont compris dans les états consolidés des résultats et du résultat global à compter de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition du contrôle et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la perte du contrôle, selon le cas. Le total du résultat global des filiales est attribué aux propriétaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables concordent avec les méthodes utilisées par la Société.

La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs transférés, des passifs engagés et des parts de capitaux propres émises par la Société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les coûts liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Pour chaque acquisition, la Société comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à sa juste valeur, soit selon sa quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

Les changements dans les participations d'une société mère dans des filiales qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur des capitaux propres.

Les transactions, soldes, produits, charges et flux de trésorerie intragroupes sont éliminés lors de la consolidation jusqu'à leur réalisation avec une tierce partie. Les écarts de change sur les éléments monétaires sont comptabilisés en résultat net au cours de la période où ils surviennent, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires à recevoir d'un établissement à l'étranger ou à payer à celui-ci dont le règlement n'est ni prévu ni probable (constituant ainsi une part de l'investissement net dans un établissement à l'étranger), qui sont comptabilisés initialement dans les autres éléments du résultat global et reclassés des capitaux propres en résultat net lorsque le remboursement des éléments monétaires survient.

Les filiales en propriété exclusive de la Société sont les suivantes :

Agences maritimes Logistec inc., Agences maritimes de Sorel inc., BalTerm, LLC, CrossGlobe Transport, Ltd., Gestion immobilière SETL inc., Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc., Logistec Arrimage inc., Logistec Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc., Logistec Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc., Logistec Arrimage (Ontario) inc., Logistec Services environnementaux inc., Logistec Services maritimes inc., Logistec Stevedoring U.S.A. Inc., Logistec USA Inc., Niedner inc., Ramsey Greig & Cie ltée., Sanexen Services Environnementaux inc., Sanexen Water, Inc. et Tartan Terminals. La Société détient également une participation de 85,82 % dans Les Solutions multimodales MtlLINK inc.

Le 6 juillet 2017, la Société a acquis 51 % des actions de FER-PAL et le 16 février 2017, elle a investi dans Logistec Gulf Coast LLC (« LGC ») dans laquelle elle détient une participation de 70 %.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans des filiales détenues par des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres.

PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent des participations dans des coentreprises et des entreprises associées de la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

COENTREPRISES

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'exercer un contrôle conjoint sur une entreprise, lequel existe uniquement lorsque les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Elle implique la création d'une société par actions ou d'une société de personnes et les parties exerçant le contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société a une influence notable et qui n'est ni une filiale, ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Le résultat, les actifs et les passifs des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence, sauf si la participation est classée comme détenue en vue de la vente; dans ce cas, celle-ci est comptabilisée selon la norme IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Selon la méthode de la mise en équivalence, une participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans les états consolidés de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part de la Société des résultats et des autres éléments du résultat global de la coentreprise ou de l'entreprise associée. Si la quote-part de la Société dans les pertes d'une coentreprise ou d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans la coentreprise ou l'entreprise associée (y compris toute participation à long terme qui, en substance, constitue une partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise ou l'entreprise associée), la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de la coentreprise ou de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels de la coentreprise ou de l'entreprise associée constatée à la date d'acquisition est comptabilisé à titre de goodwill, qui est inclus dans la valeur comptable de la participation. Tout excédent de la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Les profits ou les pertes résultant de transactions entre la Société et ses coentreprises ou ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société seulement à hauteur des participations dans la coentreprise ou l'entreprise associée qui ne sont pas liées à la Société.

Comptabilisation des produits

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques iront à la Société, lorsque le prix de vente est déterminable, que les services sont rendus ou que les biens sont expédiés et que la recouvrabilité est raisonnablement assurée.

Les produits de la Société découlent des activités d'arrimage, du chargement et du déchargement de la marchandise, de l'emportage et du dépotage de conteneurs, des droits de bassin, du transport routier et ferroviaire, de l'entreposage, de la livraison/réception par camion et des services d'agences maritimes. Les produits tirés des activités d'arrimage, du chargement et du déchargement de la marchandise, de l'emportage et du dépotage de conteneurs, des droits de bassin, du transport routier et ferroviaire, de la livraison/réception par camion et des services d'agences maritimes sont comptabilisés lorsque les

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

services sont rendus. Des frais d'entreposage sont comptabilisés relativement à la marchandise entreposée dans les installations.

Les produits de la Société découlent également des services environnementaux liés à la réhabilitation des conduites d'eau souterraines, à la gestion des matières réglementées, à la restauration de sites, à l'analyse de risques ainsi qu'à la fabrication de boyaux tissés. Les produits découlant des activités de réhabilitation des conduites d'eau souterraines, de gestion des matières réglementées, de restauration de sites et d'analyse de risques sont constatés en fonction du degré d'avancement des travaux, lequel est déterminé par l'examen des travaux exécutés, selon la nature de l'accord générateur de produits. Les produits sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus ou proportionnellement au degré d'avancement des travaux à tout moment en divisant les coûts cumulatifs engagés à la date de clôture de la période par la somme des coûts engagés et des coûts prévus pour l'achèvement d'un contrat. Lorsque l'on utilise la méthode à l'avancement pour comptabiliser les produits, l'effet cumulatif des modifications aux coûts et aux produits attendus pour achever un contrat est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle les révisions sont identifiées. Si le total des coûts attendus d'un contrat dépasse le total des produits attendus, la perte qui en résulte est comptabilisée intégralement au cours de la période pendant laquelle elle est confirmée. La détermination des coûts et des produits attendus appropriés nécessite des estimations. Les produits attendus des contrats peuvent comprendre des produits futurs découlant d'avis de modification non approuvés, lorsqu'il est possible de procéder à une estimation fiable de ces produits et que leur recouvrement est considéré comme probable. Les produits attendus des contrats peuvent également comprendre des produits futurs découlant de réclamations, si l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que le montant qui sera accepté par le client peut être évalué de façon fiable. Pour la fabrication des boyaux tissés, les produits sont comptabilisés lorsque les biens sont expédiés.

Accords de concession de services en vertu de l'interprétation IFRIC 12

L'interprétation IFRIC 12, *Accords de concession de services*, fournit des indications sur la comptabilisation de certains accords de concession de services de type « public-privé » admissibles en vertu desquels le concédant, généralement un gouvernement :

- contrôle ou réglemente les services que le concessionnaire doit fournir avec l'infrastructure, à qui il doit les fournir et à quel tarif;
- contrôle tout intérêt résiduel significatif dans l'infrastructure à l'échéance de l'accord.

Le concessionnaire comptabilise les actifs liés à l'infrastructure en tant qu'actifs financiers lorsqu'il n'assume pas le risque financier lié à l'utilisation de l'infrastructure, en tant qu'immobilisations incorporelles lorsqu'il assume le risque lié à la demande, ou une combinaison des deux lorsqu'il partage le risque lié à la demande avec le concédant.

Les produits tirés des accords de concession de services liés à la construction d'une infrastructure sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement des travaux. Les produits tirés de l'exploitation de l'infrastructure sont comptabilisés au cours de la période où les services sont rendus. Les produits financiers tirés des actifs financiers sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Monnaies étrangères

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments inclus dans les états financiers de chacun des établissements à l'étranger de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les états financiers des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la monnaie de présentation de la Société sont convertis en dollars canadiens. Les actifs et les passifs sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes découlant de la conversion sont comptabilisés aux capitaux propres au poste Cumul des autres éléments du résultat global – conversion des devises.

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les éléments des produits et des charges résultant de transactions effectuées en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les éléments d'actif et de passif monétaires présentés dans les états consolidés de la situation financière sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments non monétaires sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans le poste Autres profits et pertes des états consolidés des résultats, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée, comme il est décrit dans la rubrique Instruments financiers dérivés.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux états consolidés des résultats, sauf si elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global, auquel cas elle est comptabilisée aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global.

Impôt exigible

L'impôt exigible correspond à l'impôt payable attendu sur le résultat avant impôt de l'exercice, déterminé selon le taux d'imposition adopté ou quasi adopté à la fin de la période de présentation de l'information financière, et à tout ajustement de l'impôt exigible pour les années précédentes.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Des actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés relativement au report de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, sur lequel les pertes fiscales et les crédits d'impôt inutilisés pourront être utilisés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporelles déductibles associées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. De tels passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, sauf si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et en banque, les placements très liquides dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, et les placements très liquides rachetables en tout temps sans pénalité.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont les montants à recevoir des clients provenant de la prestation de services ou de la vente de biens dans le cours normal des activités. Les créances clients et autres débiteurs sont classés dans les actifs courants si les montants sont payables dans un délai d'un an ou moins. Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis évalués ultérieurement au coût amorti, déduction faite de la perte de valeur. La Société constitue une provision pour créances douteuses pour la perte de valeur au titre des créances clients. La charge relative aux créances douteuses est incluse dans le poste Autres charges des états consolidés des résultats.

Travaux en cours

Les travaux en cours représentent le montant brut non facturé d'un projet donné qui devrait être perçu des clients pour les travaux liés à des contrats effectués jusqu'à présent. Ils sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société jusqu'à la date considérée, déduction faite des facturations intermédiaires. Si les facturations intermédiaires d'un projet donné sont supérieures aux coûts engagés plus les profits comptabilisés, la différence sera présentée dans les produits différés.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits en cours et des produits finis inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux pertinents. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé des stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Placement dans un contrat de service

Le placement dans un contrat de service représente les montants payés par la Société pour des actifs qui seront utilisés dans un contrat de service dans le cadre desquels le client a un droit exclusif sur la totalité ou une partie des actifs pour une période déterminée et que la Société ne peut vendre ou autrement utiliser pour offrir des services à d'autres sans le consentement du client. Le placement est comptabilisé comme un accord de financement d'après le rendement fixé selon les termes du contrat.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions publiques, diminuées du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés aux éléments iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsque l'actif est remplacé. Les coûts de réparation et d'entretien sont comptabilisés aux états consolidés des résultats de la période où ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles, diminuées de leur valeur résiduelle, sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Immeubles	5 à 25 ans
Machinerie et matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Améliorations locatives	4 à 10 ans
Matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement	5 ans

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées annuellement et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Les profits ou les pertes résultant de la sortie d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits de la vente avec la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les états consolidés des résultats.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés soit comme des contrats de location simple, soit comme des contrats de location-financement en fonction de la substance de la transaction au commencement du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats dans lesquels le bailleur conserve une part importante des risques et des avantages liés à la propriété sont classés comme des contrats de location simple. Les charges au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple sont comptabilisées dans les états consolidés des résultats sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location dans lesquels la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété est transférée à la Société sont classés comme des contrats de location-financement.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée au commencement du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit dans les états consolidés de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement et est classé dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Une charge financière est comptabilisée directement aux états consolidés des résultats à moins qu'elle ne soit directement attribuable à un actif qualifié; dans ce cas, elle est capitalisée.

Subventions publiques

Les subventions publiques relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont portées en diminution du coût des actifs connexes. Par conséquent, elles sont comptabilisées aux états consolidés des résultats sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation à l'amortissement. Les subventions publiques relatives à des charges sont comptabilisées en diminution des charges connexes. L'avantage tiré d'un prêt public à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est traité comme une subvention publique et correspond à la différence entre le produit reçu et la juste valeur du prêt d'après les taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

Goodwill

Le goodwill est évalué comme l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiés. Le goodwill est initialement comptabilisé comme un actif à la juste valeur, et subséquemment évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») de la Société (ou à chacun des groupes d'UGT) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, et qui représentent le niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les UGT auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation, sauf lorsque certains critères sont satisfaits, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie aux fins de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

À la sortie d'une UGT, le goodwill qui en découle est pris en compte dans la détermination du profit ou de la perte tiré(e) de la sortie.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de droits de location et localisation et de relations clients. Elles ont des durées d'utilité limitées et sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations clients	2 à 10 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Frais de dragage	2 ans
Droits de location et localisation	21 ans

Suite à l'acquisition de FER-PAL, la Société a enregistré une immobilisation incorporelle liée au carnet de commandes qui sera entièrement amortie sur une période de sept mois.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle lorsque tous les critères suivants peuvent être démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement qui ne satisfont pas à ces critères sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement comptabilisés antérieurement en charges ne sont pas comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle dans un exercice subséquent.

Dépréciation d'actifs non financiers autres que le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur (le cas échéant). S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur comptable d'un actif (ou d'une UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (ou cette UGT) au cours d'exercices antérieurs. Toute reprise de perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Provisions

Les provisions comprennent les provisions pour garantie, pour demandes d'indemnisation et litiges, les provisions pour constater la quote-part supplémentaire de la Société des pertes de certaines coentreprises pour lesquelles elle a contracté des obligations implicites, et pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, en tenant compte des risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie (l'incidence de la valeur temps de l'argent étant importante).

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision seront recouverts d'un tiers, un montant à recevoir est comptabilisé comme un actif si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu et si le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

GARANTIE

Une filiale de la Société fournit une garantie limitée selon laquelle ses biens sont exempts de défaut de fabrication et de main-d'œuvre pendant cinq ans à partir de la date à laquelle les biens sont vendus. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

DEMANDES D'INDEMNISATION ET LITIGES

Une provision pour demandes d'indemnisation et litiges est comptabilisée lorsqu'il est probable que la Société sera tenue responsable. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société sont reliées principalement à ses obligations de retirer les actifs et de restaurer ses sites en vertu de contrats de location simple. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel elle naît et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est le montant pour lequel le passif pourrait être réglé dans une transaction courante entre des parties indépendantes, c'est-à-dire autrement que dans le contexte d'une opération forcée ou d'une liquidation. Le coût de la mise hors service d'immobilisations est inscrit à l'actif connexe et amorti selon une méthode rationnelle et systématique sur la durée d'utilité de l'actif.

Avantages postérieurs à l'emploi

Certains employés bénéficient de droits à prestations en vertu des régimes de retraite de la Société, qui sont soit des régimes de retraite à cotisations définies, soit des régimes de retraite à prestations définies. Ces régimes de retraite varient selon les cadres juridiques, financiers et fiscaux de chaque pays.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le montant des prestations fournies est déterminé en fonction de la durée de service et de la rémunération de la personne bénéficiant des droits à prestations. De plus, le coût des prestations de retraite est déterminé par un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et la meilleure estimation de la direction relativement au rendement prévu des investissements des régimes de retraite, des augmentations de salaire et de l'âge auquel les salariés prendront leur retraite.

Le passif au titre des prestations de retraite comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur de l'actif des régimes. Tout actif résultant de ce calcul est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions de contributions futures versées au régime.

La charge nette d'intérêts est calculée sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice.

Les réévaluations sont incluses dans les autres éléments du résultat global, soit les écarts actuariels sur les obligations au titre des prestations et le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice. Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent, sans les reclasser aux états consolidés des résultats dans les périodes subséquentes.

Le coût des services passés est reconnu à la première des deux dates suivantes :

- i. la date de modification ou de réduction du régime;
- ii. la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration ou les indemnités de cessation d'emploi correspondants.

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droit à ces cotisations.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur.

ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés comme étant disponibles à la vente, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat, comme des placements détenus jusqu'à leur échéance ou comme des prêts et créances. Ce classement dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et est déterminé au moment de la comptabilisation initiale.

CLASSEMENT

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les actifs financiers non courants et les placements dans des contrats de service sont classés comme des prêts et créances.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont évalués au coût amorti diminué de toute perte de valeur.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif, sauf en ce qui concerne les créances à court terme pour lesquelles la comptabilisation des intérêts serait négligeable.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les rentrées futures de trésorerie estimatives sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers, autres que ceux comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat, font l'objet d'une évaluation des indices de dépréciation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les actifs financiers sont dépréciés s'il existe une indication objective de l'incidence d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale des actifs financiers sur les flux de trésorerie futurs estimés du placement.

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

Un actif financier est décomptabilisé à l'échéance du droit contractuel sur les flux de trésorerie de l'actif.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat, soit comme autres passifs financiers.

CLASSEMENT

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer, la dette à long terme, les régimes d'intéressement à long terme et l'indemnisation des travailleurs sont classés comme autres passifs financiers.

Les autres passifs financiers sont par la suite évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et les charges d'intérêts sont constatées selon le rendement effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation de la charge d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements futurs de trésorerie estimatifs sur la durée de vie prévue du passif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

COÛTS DE TRANSACTION

Les coûts de transaction se rapportant à des passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat sont portés en déduction de la valeur comptable du passif, puis amortis sur la durée prévue de l'instrument au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

DÉCOMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

Instruments financiers dérivés

La Société conclut des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu, et ultérieurement évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace; dans ce cas, le moment de comptabilisation aux états consolidés des résultats dépend de la nature de la relation de couverture.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

La comptabilité de couverture permet de comptabiliser la tranche efficace des profits ou des pertes découlant des instruments financiers dérivés dans la même période que ceux découlant de l'élément couvert. La Société désigne comme instruments de couverture des contrats de change à terme au titre du risque de change relatif à certaines transactions prévues touchant des actifs non financiers en tant que couvertures de flux de trésorerie. La Société désigne également comme instruments de couverture des contrats de swap de taux d'intérêt au titre du risque de taux d'intérêt relatif aux dettes à taux variable en tant que couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion du risque et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. De plus, à la création de la relation de couverture et régulièrement par la suite, la Société documente si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et cumulée dans la rubrique cumul des autres éléments du résultat global – couvertures de flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est comptabilisé aux états consolidés des résultats, le cas échéant, au poste des autres profits et pertes.

Les profits ou les pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés aux capitaux propres qui se rapportent aux transactions prévues concernant les actifs non financiers sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif non financier, alors que ceux qui se rapportent aux contrats de swap de taux d'intérêt sont reclassés aux états consolidés des résultats sur la période au cours de laquelle les paiements liés au taux d'intérêt variable sur les dettes sont affectés au résultat.

La comptabilité de couverture cesse lorsque la Société annule la relation de couverture, ou lorsque l'instrument de couverture arrive à maturité ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne satisfait plus aux critères de comptabilité de couverture. Tout profit ou toute perte comptabilisé aux autres éléments du résultat global et cumulé aux capitaux propres à ce moment-là demeure aux capitaux propres et est constaté lorsque la transaction prévue est finalement comptabilisée aux états consolidés des résultats. Si l'entité ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se produise, le profit ou la perte cumulé aux capitaux propres est immédiatement reclassé dans les états consolidés des résultats.

Résultat par action

Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation durant l'exercice.

Le résultat par action dilué est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation par rapport aux instruments dilutifs. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

Capital social

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Paielements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres qui sont versés aux employés sont évalués à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est passée en charges sur une base linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront éventuellement acquis, une augmentation correspondante des capitaux propres devant aussi être comptabilisée. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est comptabilisée de manière prospective aux états consolidés des résultats de telle façon que les charges cumulatives tiennent compte des estimations révisées, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve au titre des avantages du personnel réglés en instruments de capitaux propres.

3. Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Le 1^{er} janvier 2017, la Société a adopté la norme IFRS modifiée suivante :

IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*

L'IAS 7 a été modifiée en janvier 2016 pour permettre aux utilisateurs d'états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement, ce qui comprend les changements résultant des flux de trésorerie, mais aussi les changements hors trésorerie. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

Normes et interprétation comptables publiées, mais non encore appliquées

Les normes comptables suivantes ont été publiées : IFRS 9, *Instruments financiers*; IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*; et IFRS 16, *Contrats de location*.

L'interprétation suivante a été publiée : IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12).

IFRS 9, *Instruments financiers*

En juillet 2014, la version finale de la norme IFRS 9 a été publiée et elle remplace l'IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*. Le classement et l'évaluation des actifs financiers se fondent sur une approche unique, qui reflète le modèle économique selon lequel les actifs sont gérés et les caractéristiques de leurs flux de trésorerie. Les exigences relatives aux passifs financiers reprennent en majeure partie les exigences de l'IAS 39. Les pertes de crédit attendues seront comptabilisées dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et le seuil de comptabilisation des pertes de crédit attendues sur leur durée de vie a été réduit. Un nouveau modèle de comptabilité de couverture est introduit, de même que des informations à fournir correspondantes à propos de la gestion du risque. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture permettra aux entités de mieux refléter dans les états financiers leurs activités de gestion du risque lors de la couverture des risques financiers et non financiers.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La norme doit être appliquée aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société a décidé d'adopter l'IFRS 9 selon l'approche rétrospective et a choisi de ne pas retraiter les informations comparatives de l'exercice précédent. Les exigences en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 seront appliquées de façon prospective au 1^{er} janvier 2018. La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme et a établi que l'adoption de celle-ci n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers, mises à part les informations supplémentaires à fournir dans les notes.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

La norme IFRS 15, publiée en mai 2014, précise quand et comment les produits seront comptabilisés. Elle fournit un modèle unique en cinq étapes devant être appliqué à tous les contrats avec les clients. Elle exige également que des informations supplémentaires soient fournies.

La norme doit être appliquée aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société a décidé d'adopter l'IFRS 15 selon l'approche rétrospective modifiée. La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme et a établi que l'adoption de celle-ci n'aura aucune incidence importante sur ses états financiers, mises à part les informations supplémentaires à fournir dans les notes.

IFRS 16, *Contrats de location*

L'IFRS 16, publiée en février 2016, précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location*, et la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement reste la même. La norme sera en vigueur pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur les états financiers et s'attend à ce qu'elle soit importante. Toutefois, à l'heure actuelle, il est impossible de présenter une estimation raisonnable de l'incidence de cette nouvelle norme.

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux (IAS 12)*

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux (IAS 12)*, afin d'apporter des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Cette nouvelle interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence prévue sur les états financiers.

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

L'application des principales méthodes comptables de la Société, qui sont décrites à la note 2, exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers consolidés tient compte d'hypothèses formulées par la direction, en particulier à l'égard des éléments suivants :

Créances clients

La Société doit déterminer si elle est en mesure de recouvrer les créances clients auprès des clients. Par conséquent, la direction constitue une provision pour les pertes estimées découlant des défauts de paiement au cas par cas et, au besoin, en se fondant sur le pourcentage appliqué au classement chronologique des créances clients. Les créances clients sont radiées une fois qu'il est déterminé qu'elles ne peuvent plus être recouvrées. Advenant des différences entre les recouvrements futurs et les recouvrements estimés, celles-ci auront une incidence sur le résultat futur de la Société.

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Le goodwill et certaines autres immobilisations incorporelles de la Société, lesquelles sont des droits de location et localisation, des relations clients et des carnets de commandes contractuels acquis, découlent des regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition nécessite de répartir le coût d'une acquisition entre les actifs nets acquis, en fonction de leur juste valeur respective. Lorsqu'elle procède à cette répartition, la Société doit déterminer et attribuer la valeur et la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles qu'elle a acquises. Pour ce faire, elle procède à d'importantes estimations et hypothèses concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses servent à déterminer la valeur allouée aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables dont la durée d'utilité est déterminée. Advenant une différence ayant des répercussions négatives entre les événements ou les résultats futurs et ces estimations et hypothèses, la Société pourrait comptabiliser ultérieurement l'incidence de la différence de manière prospective.

Dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill

À chaque date de présentation de l'information financière, en cas d'indice de dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill, et au minimum annuellement pour le goodwill, la Société procède à un test de dépréciation afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. L'analyse de la dépréciation se fonde sur des éléments subjectifs et nécessite d'établir des estimations significatives tout au long du processus. Veuillez vous référer à la note 22 pour une discussion portant sur le test de dépréciation du goodwill de la Société.

Impôt différé

La détermination du caractère recouvrable des actifs d'impôt différé se fonde sur une évaluation de la capacité de la Société à réduire son bénéfice imposable futur au moyen des déductions fiscales sous-jacentes futures avant que celles-ci n'arrivent à échéance. L'évaluation est effectuée en tenant compte de la réglementation fiscale en vigueur et à partir de l'estimation du bénéfice imposable futur.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société depuis le début des travaux, déduction faite de la facturation progressive. La Société doit évaluer le profit à comptabiliser pour un contrat donné, en fonction du profit attendu du contrat et de l'expérience pour ce type de contrat.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les techniques actuarielles utilisées pour évaluer la valeur des régimes de retraite à prestations définies requièrent d'établir des hypothèses financière (taux d'actualisation) et démographique (taux d'augmentation des salaires) importantes. Pour évaluer ces hypothèses, la Société a recours aux services d'un actuaire indépendant.

Il est possible que, dans les exercices futurs, les hypothèses actuarielles utilisées par la Société diffèrent sensiblement de la situation réelle, compte tenu du caractère fluctuant des conditions économiques et de marché, des décisions en matière de réglementation et de justice, du taux de sortie du régime ou de l'espérance de vie des participants. Veuillez vous référer à la note 25 pour de plus amples détails concernant les hypothèses actuarielles importantes utilisées pour mesurer le passif net au titre des prestations définies de la Société.

Passifs financiers non courants

L'évaluation du passif à long terme découlant de l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle des actionnaires de FER-PAL et de LGC nécessite de faire des estimations et des prévisions sur la performance future de ces deux entreprises. Le montant réellement déboursé pourrait être significativement différent de l'évaluation faite à la date de clôture à la suite d'événements imprévus, de changements des circonstances actuelles et d'autres faits en dehors du contrôle de la Compagnie. Veuillez vous référer à la note 6 pour de plus amples détails.

Régimes d'intéressement à long terme

Afin de déterminer la charge relative aux régimes d'intéressement à long terme, la Société doit évaluer la probabilité d'atteindre chaque seuil conférant un droit au boni à long terme, ce qui dépend des résultats qu'elle s'attend à atteindre.

5. Gestion du risque financier

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires;
- maintenir un ratio d'endettement inférieur à 40 %. Le ratio d'endettement se calcule en divisant la dette à long terme (incluant la tranche courante) par la somme de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. À ce jour, la pratique a été de maintenir des paiements trimestriels de dividendes avec des hausses au fil des années.

Le capital géré se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 963	15 971
Emprunts bancaires à court terme	9 829	—
Dettes à long terme, incluant la tranche courante	83 404	60 325
Passifs financiers non courants	61 641	12 514
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	228 574	201 383

La Société mesure le ratio d'endettement sur une base trimestrielle. Au 31 décembre 2017, le ratio correspondait à 26,7 %, selon une dette de 83 404 \$ divisée par une capitalisation de 311 978 \$ (23,1 % au 31 décembre 2016, selon une dette de 60 325 \$ divisée par une capitalisation de 261 708 \$), ce qui est conforme à l'objectif de la Société.

Veuillez noter qu'un montant de 61 641 \$ est présenté à titre de passifs financiers non courants dans les états consolidés résumés de la situation financière. De ce montant, 59 168 \$ représentent des passifs à long terme associés à des acquisitions antérieures découlant d'anciens actionnaires et d'actionnaires n'exerçant pas le contrôle sur ces entreprises acquises. Si nous incluons ces passifs financiers non courants de 59 168 \$ dans notre ratio d'endettement, le ratio devient 38,4 %, basé sur une dette de 142 572 \$ divisée par une capitalisation de 371 146 \$.

Au 31 décembre 2017, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

Gestion du risque financier

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Au total, la Société sert environ 1 750 clients. En 2017, les 20 clients les plus importants ont représenté 51,7 % (45,7 % en 2016) des produits consolidés et un seul client a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients, soit 10,9 % pour les produits et 19,5 % pour les créances clients (néant en 2016).

À chaque date de clôture, la direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance. La provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sont présentées plus en détail à la note 18.

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, le placement dans un contrat de service, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2017	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires à court terme	9 829	9 829	9 829	—	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	85 174	85 174	85 174	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	92 936	92 936	6 848	6 597	78 951
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	61 637	61 637	—	18 299	43 338
	249 036	249 036	101 851	24 896	122 289
Au 31 décembre 2016	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels \$	Moins de 1 an \$	1-3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	43 081	43 081	43 081	—	—
Dette à long terme ⁽¹⁾	60 707	60 707	814	58 693	1 200
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	12 437	12 437	1 836	2 138	8 463
	116 225	116 225	45 731	60 831	9 663

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, et suite à l'augmentation des obligations financières, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt relatifs à ses dettes pour échanger le taux variable pour un taux fixe, réduisant ainsi la sensibilité de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2017, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 61,4 % (92 % en 2016). En tenant compte des contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés précédemment, la portion à taux variable au 31 décembre 2017 était de 24,9 % (80 % en 2016). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2017, excluant la dette portant intérêt à taux variable pour laquelle le taux variable a été échangé pour un taux fixe, aurait eu une incidence négative de 202 \$ (557 \$ en 2016) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

CONTRATS DE SWAP DE TAUX D'INTÉRÊT

En 2017, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt avec ses banques principales pour un montant de 25 000 \$. Le contrat de swap de taux d'intérêt a été désigné à titre de couverture de flux de trésorerie. Il sera réglé mensuellement et viendra à échéance le 22 juillet 2022. Au 31 décembre 2017, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 23 750 \$ (néant en 2016). Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt est le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe est de 1,80 %.

Un autre swap de taux d'intérêt a été désigné en tant que couverture de flux de trésorerie jusqu'en septembre 2017. Il sera réglé mensuellement et viendra à échéance le 27 août 2018. Au 31 décembre 2017, le montant notionnel décroissant du contrat de swap de taux d'intérêt non échu était de 5 833 \$ (7 261 \$ en 2016). Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt est le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe est de 1,79 %.

RISQUE DE CHANGE

La Société est exposée principalement aux fluctuations du dollar américain. La Société estime que le risque est restreint et, par conséquent, elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

En 2017, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 2 329 \$ (2 205 \$ en 2016) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 2 853 \$ (2 783 \$ en 2016) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2017, un total de 41 368 \$, ou 32 628 \$, US et 290 € (42 445 \$, ou 28 966 \$ US, et 2 507 € en 2016) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2017, un total de 30 118 \$, ou 23 707 \$ US et 251 € (17 775 \$, ou 11 669 \$ US, et 1 487 € en 2016) des dettes fournisseurs et autres créditeurs était libellé en devises.

Juste valeur des instruments financiers

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La juste valeur estimative d'effets à recevoir à long terme, inclus dans les autres actifs non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2017 et 2016, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative du placement dans un contrat de service n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable au 31 décembre 2016, puisque les termes et conditions étaient similaires aux conditions actuelles.

La juste valeur estimative de la dette à long terme n'accusait pas de différence importante comparativement à sa valeur comptable aux 31 décembre 2017 et 2016, puisqu'elle portait principalement intérêt à des taux variables ou que ses conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

6. Acquisition d'entreprises

Acquisition d'entreprises pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Le 6 juillet 2017, la Société a acquis 51 % des actions de FER-PAL, une société basée à Toronto (ON) qui utilise notre technologie Aqua-Pipe et qui offre des solutions complètes de réhabilitation des conduites d'eau, pour un prix d'achat total estimé de 49 483 \$. Le prix d'achat versé par LOGISTEC se compose d'un paiement en espèces de 41 483 \$ et de l'émission de 230 747 actions de catégorie B du capital social de LOGISTEC, et peut faire l'objet d'un ajustement postérieur à la clôture. Les actions de LOGISTEC émises afin d'acquitter une partie du prix d'achat ont été assujetties à un blocage contractuel visant la totalité de ces actions jusqu'au 6 janvier 2018 et 50 % de ces actions jusqu'au 6 juillet 2018, ainsi qu'à des clauses de cession ordonnées. Les coûts de transaction de quelque 873 \$ sont inclus dans les résultats financiers.

Cette transaction consolide et élargit les services environnementaux de la Société, dans les projets de réhabilitation des conduites d'eau utilisant notre technologie sans tranchée Aqua-Pipe pour les municipalités au Canada et aux États-Unis.

Le 16 février 2017, la Société a également investi un montant de 4 429 \$ US (5 805 \$ CA) dans Logistec Gulf Coast LLC («LGC»), une entreprise nouvellement créée. Les fonds ont servi à acquérir la quasi-totalité des actifs d'exploitation de Gulf Coast Bulk Equipment, Inc. («GCBE»). La Société détient une participation de 70 % dans LGC, GCBE détenant la participation résiduelle de 30 %.

Cette transaction consolide et élargit les services de manutention de marchandises en vrac de la Société dans le sud-est des États-Unis et la région du golfe du Mexique.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Acquisitions de FER-PAL et de LGC

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et du passif repris sous-jacents était la suivante :

(en milliers de dollars)	FER-PAL \$	LGC \$	Total \$
Actif courant	29 624	194	29 818
Immobilisations corporelles	8 034	8 457	16 491
Goodwill	83 347	564	83 911
Autres immobilisations incorporelles	16 750	—	16 750
Autres actifs financiers non courants	317	—	317
Découvert bancaire	(8 251)	—	(8 251)
Passif courant	(23 791)	(866)	(24,657)
Dette à long terme	(1 648)	—	(1 648)
Passifs d'impôt différé	(6 298)	—	(6 298)
Passifs financiers non courants	(1 058)	—	(1 058)
	97 026	8 349	105 375
Contrepartie de l'achat			
Trésorerie ⁽¹⁾	41 483	5 805	47 288
Émission de 230 747 actions de catégorie B (note 32)	8 000	—	8 000
Participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	47 543	2 544	50 087
	97 026	8 349	105 375

⁽¹⁾ En fonction de la performance de FER-PAL pour le semestre clos le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé un profit provisoire estimatif de 5 260 \$ dans le poste Autres profits et pertes des états consolidés des résultats au titre du règlement d'un ajustement postérieur à la clôture de la contrepartie de l'achat.

⁽²⁾ Les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle détiennent une participation de respectivement 49 % et 30 % dans FER-PAL et dans LGC. Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition.

La composante trésorerie de la contrepartie de l'achat comprend un montant de 5 000 \$ entier qui servira à régler les ajustements postérieurs à la date de clôture, en fonction de la performance de FER-PAL pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. À la date d'acquisition, la Société a estimé qu'aucun montant additionnel ne sera exigible et que le prix d'achat ne fera l'objet d'aucune réduction. Au 31 décembre 2017, compte tenu de la performance de FER-PAL plus faible que prévu, un profit estimatif de 5 260 \$ a été comptabilisé et inclus dans le poste Autres profits et pertes, et un montant correspondant a été comptabilisé dans les débiteurs. Le prix d'achat, à la date des présents états financiers, est assujéti à d'autres ajustements postérieurs à la clôture, ce qui pourrait avoir une incidence future sur les résultats consolidés de la Société. L'incertitude en ce qui a trait au prix d'achat découle de l'examen continu, par la Société, des résultats de FER-PAL précédant l'acquisition, qui sont importants dans la détermination du rendement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le prix d'achat et la répartition de ce prix d'achat pour l'acquisition de FER-PAL est provisoire et est susceptible de changer lorsque l'évaluation définitive des actifs acquis et des passifs repris sera terminée. Les principales évaluations, qui n'ont pas encore été achevées, ont trait aux stocks et aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux incidences sur le goodwill et l'impôt différé. Une fois ces évaluations achevées, les états financiers consolidés feront l'objet d'un ajustement de façon rétroactive.

La répartition du prix d'achat de LGC est définitive.

Goodwill

Le goodwill découlant des acquisitions provient principalement des synergies attendues et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Rachat des participations ne donnant pas le contrôle

FER-PAL

La Société a accordé aux actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle de 49 % dans FER-PAL une option de vente exerçable en tout temps après le 6 juillet 2021, qui leur permet de vendre la totalité des actions restantes à LOGISTEC en trois tranches égales sur une période de deux ans, pour une contrepartie en trésorerie établie selon une formule prédéterminée de prix d'achat basée sur le rendement de FER-PAL. À la date d'acquisition, la Société a comptabilisé un passif et réduit la participation ne donnant pas le contrôle de 47 543 \$, soit la valeur actualisée estimée de la contrepartie en trésorerie qui sera versée pour le rachat. Au 31 décembre 2017, par suite de la désactualisation, un passif de 48 427 \$ était inclus dans les passifs financiers non courants des états financiers consolidés.

La Société détient également une option d'achat, exerçable par LOGISTEC en tout temps après le 6 juillet 2022, lui permettant d'acheter aux mêmes conditions que celles de l'option de vente les 49 % d'actions restantes des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle.

LGC

La Société a l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % dans LGC le 31 décembre 2021 au plus tard, ou plus tôt si certains événements se produisent. Le prix d'achat sera le plus élevé des montants suivants : i) la valeur comptable nette de la participation ne donnant pas le contrôle de 30 % ou ii) un multiple de la moyenne du BAIIA sur trois exercices applicables, moins la dette de LGC. Par conséquent, la Société a comptabilisé un passif et réduit la participation ne donnant pas le contrôle de 2 545 \$, soit la valeur actualisée estimée du prix de rachat de la participation ne donnant pas le contrôle. Au 31 décembre 2017, un passif de 2 156 \$ était inclus dans les passifs financiers non courants des états financiers consolidés.

La répartition du prix d'achat de LGC est définitive. Compte tenu de la nature non participative des participations ne donnant pas le contrôle sur les résultats de FER-PAL et de LGC, aucun profit n'a été attribué à la participation ne donnant pas le contrôle, exception faite des montants représentant la distribution des profits en vertu de la convention des actionnaires conclue avec les actionnaires ne détenant pas le contrôle de FER-PAL.

Incidence des acquisitions sur les résultats de la Société

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 92 052 \$ et un résultat net additionnel de 1 741 \$ provenant de FER-PAL. Ils englobent également des produits de 11 582 \$ et une perte nette de 1 256 \$ provenant des activités additionnelles de LGC pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Si l'acquisition de ces entreprises avait été effectuée le 1^{er} janvier 2017, les produits et le résultat net consolidés de la Société auraient été respectivement de 507 574 \$ et de 33 853 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Acquisition d'entreprises pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

Le 8 mars 2016, la Société a fait l'acquisition d'Excava-Tech Inc. (« Excava-Tech ») pour 5 562 \$. Cette acquisition représente une intégration verticale pour les services liés à Aqua-Pipe.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	Excava-Tech \$	Autre \$	Total \$
Actif courant	1 704	973	2 677
Immobilisations corporelles	5 262	1 244	6 506
Goodwill	2 439	244	2 683
Autres actifs financiers non courants	44	—	44
Passif courant	(2 000)	(1 431)	(3 431)
Passifs d'impôt différé	(546)	(80)	(626)
Dette à long terme	(1 341)	(100)	(1 441)
	5 562	850	6 412
Contrepartie			
Trésorerie	4 562	700	5 262
Solde du prix de vente ne portant pas intérêt, à payer en deux versements annuels de 500 \$ en 2017 et en 2018 pour Excava-Tech inc. et en un versement annuel en 2018 pour l'autre société	1 000	150	1 150
	5 562	850	6 412

Les débiteurs acquis dans le cadre des acquisitions (comprenant essentiellement des créances clients) avaient une juste valeur et un montant contractuel brut de 1 610 \$ et ont été entièrement recouverts.

Goodwill

Le goodwill comptabilisé dans le cadre des acquisitions découle principalement des synergies attendues et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

Incidence des acquisitions sur les résultats de la Société

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits ont totalisé 2 190 \$ et le résultat de l'exercice n'était pas important.

Si l'acquisition de ces entreprises avait été effectuée le 1^{er} janvier 2016, les produits de la Société auraient été de 345 197 \$ et le résultat de l'exercice aurait été de 17 855 \$.

7. Produits

	2017 \$	2016 \$
Produits provenant de la vente de biens	42 216	39 769
Produits provenant de la prestation de services	433 517	303 458
Produits d'intérêts tirés du placement dans un contrat de service	10	99
	475 743	343 326

Contrat entrant dans le champ d'application de l'IFRIC 12

En 2015, la Société a conclu un contrat de service avec une société d'État fédérale et un ministère du gouvernement du Québec en vertu duquel la Société doit concevoir et construire un système de pompage et de traitement des eaux souterraines (le « Système ») afin de mieux contrôler la migration de l'eau souterraine et d'en empêcher l'écoulement dans le fleuve Saint-Laurent. Le contrat a une durée de 15 ans.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La société d'État fédérale et le ministère du gouvernement du Québec assument conjointement la gestion des terrains en bordure du fleuve Saint-Laurent.

Dans le cadre de la construction du Système, la Société a constaté des produits de 711 \$ (7 407 \$ en 2016). Le paiement du montant total se présente comme suit : 40 % à l'achèvement provisoire de la construction, 10 % à l'achèvement définitif de la construction et 50 % répartis sur le nombre de trimestres correspondant à la période débutant à la date d'achèvement provisoire et se terminant à la fin de la durée initiale de 15 ans, payable trimestriellement. La Société prévoit recouvrer un montant total de 1 248 \$ en 2018; par conséquent, elle présente ce montant dans l'actif courant. Un montant de 217 \$ (4 563 \$ en 2016) a été comptabilisé dans les créances clients et autres débiteurs, y compris des taxes à la consommation, et un montant de 968 \$ (1 243 \$ en 2016) a été comptabilisé dans la tranche courante des autres actifs financiers non courants. De plus, un montant de 3 758 \$ (4 012 \$ en 2016), portant intérêt à un taux de 5 %, a été inclus dans les autres actifs financiers non courants.

8. Charge au titre des avantages du personnel

La rémunération totale des employés de la Société, incluant celle des principaux dirigeants, se détaille comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Salaires et avantages sociaux	228 194	150 717
Régimes de retraite à prestations définies (note 25)	1 697	1 498
Régimes de retraite à cotisations définies (note 25)	2 323	1 982
Régimes de retraite d'État	1 512	1 863
Régime de retraite d'un organisme périgouvernemental	681	442
Autres avantages à long terme	840	2 282
	235 247	158 784

La rémunération des principaux dirigeants est présentée plus en détail à la note 34.

9. Autres profits et pertes

	2017 \$	2016 \$
Pertes de change nettes	(2 151)	(1 046)
Profit provisoire estimatif au titre d'un ajustement postérieur à la clôture de la contrepartie de l'achat liée à l'acquisition d'une entreprise (note 6)	5 260	—
Profit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	1 766	701
	4 875	(345)

10. Charges financières

	2017 \$	2016 \$
Intérêts des emprunts bancaires à court terme	86	154
Intérêts de la dette à long terme	3 835	1 711
Amortissement des coûts de transaction et autres charges d'intérêts	16	29
	3 937	1 894

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

11. Produits financiers

	2017 \$	2016 \$
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et équivalents de trésorerie	365	177
Autres	39	17
	404	194

12. Impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi et de la charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Résultat avant impôt	33 567	25 754
Moins : quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(6 952)	(4 310)
Résultat avant impôt de la société mère et des filiales	26 615	21 444
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi de 27,32 % (26,63 % en 2016)	7 272	5 711
Éléments non déductibles	1 684	516
Revenus non-imposables	(1 394)	—
Incidence de la comptabilisation de pertes en capital antérieures	—	655
Incidence de la baisse des taux d'imposition américains reportés	(2 220)	—
Ajustements liés aux exercices précédents et autres	869	386
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	6 211	7 268
Taux d'imposition effectif	23,3 %	33,90 %

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour les exercices :

	2017 \$	2016 \$
Impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice courant	12 320	5 383
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	60	299
Impôt différé		
Charge d'impôt différé comptabilisée au cours de l'exercice	(6 169)	1 586
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	6 211	7 268

Soldes d'impôt différé

Les soldes comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière sont les suivants :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actifs d'impôt différé	9 218	7 715
Passifs d'impôt différé	(14 488)	(13 382)
	(5 270)	(5 667)

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les soldes d'impôt différé pour lesquels il existe un droit de compensation au sein d'une même juridiction sont présentés au net dans les états consolidés de la situation financière, tel qu'il est permis par l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

Les variations au titre des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé, avant cette compensation des soldes, sont décrites ci-dessous :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Pertes fiscales inutilisées \$	Avantages postérieurs à l'emploi \$	Autres immobilisations incorporelles \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2016	1 796	3 972	3 237	181	3 178	12 364
Acquisitions par l'intermédiaire de l'acquisition d'entreprises (note 6)	—	—	—	—	7	7
Économie (charge) à l'état des résultats	(142)	253	197	(106)	627	829
Économie à l'état du résultat global	—	—	(168)	—	(110)	(278)
Incidence des écarts de change	52	(10)	—	—	(48)	(6)
Au 31 décembre 2016	1 706	4 215	3 266	75	3 654	12 916
Acquisitions par l'intermédiaire de l'acquisition d'entreprises (note 6)	—	980	—	—	—	980
Économie (charge) à l'état des résultats	(1 423)	5	123	(65)	(644)	(2 004)
Économie à l'état du résultat global	—	—	151	—	(41)	110
Incidence des écarts de change	203	(76)	—	—	—	127
Au 31 décembre 2017	486	5 124	3 540	10	2 969	12 129

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Placements dans un contrat de service \$	Retenues sur contrat et carnet de commandes \$	Autres immobilisations incorporelles \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2016	(4 618)	(312)	(3 224)	(7 600)	(11)	(15 765)
Acquisitions par l'intermédiaire de l'acquisition d'entreprises (note 6)	(608)	—	(25)	—	—	(633)
Économie (charge) à l'état des résultats	(2 564)	291	(404)	508	(246)	(2 415)
Incidence des écarts de change	—	—	—	230	—	230
Au 31 décembre 2016	(7 790)	(21)	(3 653)	(6 862)	(257)	(18 583)
Acquisitions par l'intermédiaire de l'acquisition d'entreprises (note 6)	(700)	—	(2 021)	(4 557)	—	(7 278)
Économie (charge) à l'état des résultats	729	27	(372)	7 729	60	8 173
Incidence des écarts de change	—	—	—	289	—	289
Au 31 décembre 2017	(7 761)	6	(6 046)	(3 401)	(197)	(17 399)

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Pertes fiscales inutilisées

Le montant de pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées de la Société s'élève à 25 684 \$ (19 543 \$ en 2016), dont 8 667 \$ n'ont pas été comptabilisés (5 562 \$ en 2016). Ces pertes viennent à échéance au cours des exercices suivants :

Exercice	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
2026 à 2029	233	233
2030	10	60
2031	94	213
2032	588	6 336
2033	1 084	1 083
2034	3 482	4 855
2035	8 292	3 640
2036	1 874	3 123
2037	6 619	—

Des avantages fiscaux d'un montant de 5 124 \$ (3 574 \$ en 2016) ont été comptabilisés relativement aux pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées, incluant un montant de 2 031 \$ (2 058 \$ en 2016) provenant des filiales étrangères. La Société dispose également de pertes en capital non comptabilisées d'un montant de 1 342 \$ (1 639 \$ en 2016) qui peuvent être reportées en avant indéfiniment.

13. Contrats de location simple

La Société en tant que locataire

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location simple ont trait aux contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement qui expirent jusqu'en 2031. La Société a la possibilité d'acheter certains équipements loués à la fin des contrats. La Société a également l'option de renouveler certains contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement. Les loyers conditionnels sont déterminés selon le volume et le type de marchandises manutentionnées.

Les paiements comptabilisés se détaillent comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Paiements minimaux au titre de la location	14 303	14 819
Loyers conditionnels	10 300	6 411
Paiements reçus au titre des sous-locations	(2 061)	(1 655)
	22 542	19 575

Des paiements minimaux futurs au titre des sous-locations s'élevant à 55 \$ (61 \$ en 2016) devraient être reçus.

Les engagements de la Société en vertu des contrats de location simple sont décrits plus en détail à la note 37.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

14. Résultat par action

Le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B utilisés pour calculer le résultat de base et dilué par action se détaillent comme suit :

	2017	2016
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A (\$)	15 859	11 040
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B (\$)	11 567	7 818
	27 426	18 858
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base	7 410 139	7 419 847
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base	4 913 685	4 777 058
	12 323 824	12 196 905
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, dilué	7 410 139	7 419 847
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué	5 605 701	5 348 861
	13 015 840	12 768 708

15. Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers dans les états financiers consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Prêts et créances		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 963	15 971
Placement dans un contrat de service	—	865
Créances clients et autres débiteurs	153 342	86 373
Autres actifs financiers	1 055	1 014
Actifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	7 834	7 166
	166 194	111 389
Autres passifs financiers		
Emprunts bancaires à court terme	9 829	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	85 174	43 081
Dividendes à payer	1 075	947
Tranche courante de la dette à long terme	5 447	1 681
Dette à long terme	77 957	58 644
Passifs financiers non courants, déduction faite du dérivé	61 637	12 437
	241 119	116 790

La juste valeur des instruments financiers de la Société est présentée à la note 5.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Fonds en caisse	3 963	15 971

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

17. Placement dans un contrat de service

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Placement dans un contrat de service	–	865

Le placement dans un contrat de service, qui porte intérêt à un taux de 9,66 %, exigeait des paiements fixes mensuels de 33 \$ (incluant le capital et les intérêts). Le contrat a pris fin en janvier 2017.

18. Créances clients et autres débiteurs

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Créances clients	116 824	71 106
Provision pour créances douteuses	(4 053)	(2 848)
Créances clients nettes	112 771	68 258
Produits courus	10 737	6 667
Retenues sur contrat	17 121	5 831
Taxes à la consommation	2 199	–
Remboursements d'assurance à recevoir relatifs aux demandes d'indemnisation	1 022	3 290
Autres ⁽¹⁾	9 492	2 327
	153 342	86 373

⁽¹⁾ Comprend un profit provisoire estimatif au titre du règlement d'un ajustement postérieur à la clôture de la contrepartie de l'achat lié à une acquisition d'entreprise (note 6) d'un montant de 5 260 \$ (néant en 2016).

Conformément à leurs échéances respectives, le classement chronologique des créances clients et autres débiteurs se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Courant	57 651	28 342
31-60 jours	34 857	21 216
Échus 1-30 jours	28 106	16 135
Échus 31-60 jours	8 421	9 445
Échus 61-120 jours	8 072	1 253
Échus de plus de 121 jours ⁽¹⁾	16 235	9 982
	153 342	86 373

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 2 822 \$ (1 885 \$ en 2016).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Solde au début de l'exercice	2 848	2 519
Charges pour mauvaises créances	2 309	462
Recouvrements (radiations)	(1 104)	(133)
Solde à la fin de l'exercice	4 053	2 848

L'exposition au risque de crédit et les moyens utilisés pour la réduire sont discutés en détail à la note 5.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

19. Stocks

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Matières premières	2 194	1 661
Produits en cours	2 793	2 525
Produits finis	408	608
Fournitures	6 155	2 712
	11 550	7 506

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice a été de 45 404 \$ (41 205 \$ en 2016).

20. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Participations dans des coentreprises

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % sont : Terminal Termont inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) Itée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises de la Société n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. L'adresse du siège social de Terminal Termont inc. est Port de Montréal, Section 68, C.P. 36, Succ. K, Montréal (QC) H1N 3K9, Canada.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les tableaux suivants résument l'information financière de Terminal Termont inc. :

	2017 \$	2016 \$
État de la situation financière		
Actif courant (incluant de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 2 076 \$ (1 402 \$ en 2016))	3 111	3 214
Actif non courant	40 379	34 224
Passif courant	(298)	(284)
Actif net	43 192	37 154
Quote-part de l'actif net de la Société présentée en tant que participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	21 599	18 578
Résultats		
Produits	3 137	2 782
Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	6 154	3 638
Produits d'intérêts	17	12
Impôt sur le résultat	(688)	(599)
Résultat de l'exercice	8 042	5 270
Total du résultat global de l'exercice	8 042	5 272
Quote-part du résultat de l'exercice de la Société	4 021	2 635
Quote-part du total du résultat global de l'exercice de la Société	4 021	2 636
Dividende reçu par la Société	1 000	750

La Société détient également des participations dans des coentreprises individuellement non significatives. Le tableau suivant présente globalement l'information financière pour la quote-part de toutes les coentreprises non significatives de la Société :

	2017 \$	2016 \$
Valeur comptable des participations dans des coentreprises individuellement non significatives	12 734	12 530
Résultat de l'exercice	2 911	1 663
Autres éléments du résultat global	(100)	23
Total du résultat global de l'exercice	2 811	1 686
Dividendes reçus par la Société	2 600	1 463

Participations dans des entreprises associées

Les résultats de la Société incluent sa quote-part des activités dans ses entreprises associées qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les entreprises associées dans lesquelles la Société détient une participation, dont aucune n'est individuellement significative, sont : la Compagnie d'Amarrage de Sept-Îles inc. (participation de 33,3 %) et la Compagnie d'Amarrage du St-Laurent inc. (participation de 25,0 %).

Aucune des entreprises associées n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le tableau suivant présente globalement l'information financière de toutes les entreprises associées non significatives :

	2017 \$	2016 \$
Valeur comptable des participations dans des entreprises associées	17	33
Résultat de l'exercice et total du résultat global de l'exercice	20	12

21. Immobilisations corporelles

Coût	Terrains et bâtiments \$	Outillage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location- financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2016	53 906	138 520	3 390	5 368	6 686	207 870
Ajouts	9 160	11 019	238	385	13 775	34 577
Ajout lié à l'acquisition d'entreprises (note 6)	1 741	4 756	9	—	—	6 506
Sorties et radiations	(68)	(6 376)	(58)	—	—	(6 502)
Transferts	4 932	66	—	—	(4 998)	—
Incidence des écarts de change	(267)	(928)	(20)	(117)	(43)	(1 375)
Au 31 décembre 2016	69 404	147 057	3 559	5 636	15 420	241 076
Ajouts	1 801	16 815	405	116	3 156	22 293
Ajout lié à l'acquisition d'entreprises (note 6)	—	9 862	344	6 584	—	16 790
Sorties et radiations	(3 581)	(7 368)	(318)	(747)	—	(12 014)
Transferts	37	7 634	(79)	—	(7 592)	—
Incidence des écarts de change	(914)	(3 642)	(38)	(488)	(1 029)	(6 111)
Au 31 décembre 2017	66 747	170 358	3 873	11 101	9 955	262 034

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Cumul de l'amortissement	Terrains et bâtiments \$	Outillage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2016	10 029	79 699	2 485	4 635	—	96 848
Dotation à l'amortissement	2 002	10 318	407	131	—	12 858
Élimination liée à la sortie d'actifs et radiations	(68)	(6 405)	(37)	—	—	(6 510)
Incidence des écarts de change	(14)	(562)	(24)	(111)	—	(711)
Au 31 décembre 2016	11 949	83 050	2 831	4 655	—	102 485
Dotation à l'amortissement	1 742	13 863	465	558	—	16 628
Élimination liée à la sortie d'actifs et radiations	(3 557)	(7 021)	(311)	(747)	—	(11 636)
Incidence des écarts de change	(52)	(2 444)	53	309	—	(2 134)
Au 31 décembre 2017	10 082	87 448	3 038	4 775	—	105 343

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Outillage, matériel roulant et matériel roulant loué en vertu de contrats de location-financement \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 31 décembre 2016	57 455	64 007	728	981	15 420	138 591
Au 31 décembre 2017	56 665	82 910	835	6 326	9 955	156 691

22. Goodwill

Coût

	2017 \$	2016 \$
Solde au début de l'exercice	26 199	23 915
Acquisition d'entreprises (note 6)	83 911	2 683
Incidence des écarts de change	(253)	(399)
Solde à la fin de l'exercice	109 857	26 199

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Cumul des pertes de valeur

	2017 \$	2016 \$
Solde au début et à la fin de l'exercice	1 300	1 300

Valeur comptable

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Coût	109 857	26 199
Cumul des pertes de valeur	(1 300)	(1 300)
	108 557	24 899

Test de dépréciation

La valeur comptable du goodwill a été affectée aux UGT ou aux groupes d'UGT suivants :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Arrimage	13 307	13 194
Aqua-Pipe	89 384	6 038
Environnement	5 681	5 482
Agences	185	185
	108 557	24 899

La valeur recouvrable de toutes les UGT ou de tous les groupes d'UGT a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité, qui est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans tirées du budget approuvé par le conseil d'administration couvrant une période d'un an. Ces projections de flux de trésorerie traduisent l'expérience passée et les attentes futures quant à la performance financière. Un taux de croissance de 3,0 % (3,0 % en 2016) a été utilisé pour extrapoler les projections des flux de trésorerie au-delà de cette période d'un an.

Les taux d'actualisation avant impôt sur le résultat utilisés pour calculer la valeur d'utilité sont fondés sur des données de marché et étaient de 9,1 % (9,1 % en 2016) pour Arrimage, 12,70 % (13,3 % en 2016) pour Aqua-Pipe et 12,70 % (13,1 % en 2016) pour Environnement.

Le calcul de la valeur d'utilité de 2016 d'Arrimage, qui représente le calcul le plus récent de la valeur d'utilité, a été utilisé pour le test de dépréciation au 31 décembre 2017, les critères suivants étant respectés :

- les actifs et les passifs constituant l'UGT n'ont pas changé de manière importante depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable;
- le calcul le plus récent de la valeur recouvrable a donné un montant largement supérieur à la valeur comptable de l'UGT;
- sur la base d'une analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont évolué depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable, il est très peu probable qu'un nouveau calcul de la valeur recouvrable donne un montant inférieur à la valeur comptable actuelle de l'UGT.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

23. Autres immobilisations incorporelles

Coût	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2016	20 623	6 962	370	1 998	29 953
Ajouts	—	—	—	33	33
Complètement amorties	—	(1 900)	—	—	(1 900)
Incidence des écarts de change	(615)	(120)	(12)	(9)	(756)
Au 31 décembre 2016	20 008	4 942	358	2 022	27 330
Ajouts	1 197	—	—	45	1 242
Complètement amorties	—	(1 050)	(344)	(61)	(1 455)
Ajout lié à l'acquisition d'entreprises (note 6)	—	16 750	—	—	16 750
Pertes de valeur et cessions	(2 917)	—	—	(26)	(2 943)
Incidence des écarts de change	(1 308)	(254)	(14)	(19)	(1 595)
Au 31 décembre 2017	16 980	20 388	—	1 961	39 329

Cumul de l'amortissement	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2016	3 287	4 323	329	1 767	9 706
Dotation à l'amortissement	921	384	6	119	1 430
Complètement amorties	—	(1 900)	—	—	(1 900)
Incidence des écarts de change	(85)	(36)	(9)	(9)	(139)
Au 31 décembre 2016	4 123	2 771	326	1 877	9 097
Dotation à l'amortissement	929	16 228	—	74	17 231
Complètement amorties	—	(1 050)	—	—	(1 050)
Sorties	—	—	(308)	(80)	(388)
Incidence des écarts de change	(298)	(125)	(18)	(23)	(464)
Au 31 décembre 2017	4 754	17 824	—	1 848	24 426

Valeur comptable	Droits de location et localisation \$	Relations clients \$	Frais de dragage \$	Logiciels \$	Total \$
Au 31 décembre 2016	15 885	2 171	32	145	18 233
Au 31 décembre 2017	12 226	2 564	—	113	14 903

Cumul des pertes de valeur

	2017 \$	2016 \$
Solde au début de l'exercice	—	—
Perte de dépréciation sur les droits de location et localisation	2 917	—
Solde à la fin de l'exercice	2 917	—

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Dépenses en recherche et développement

Un montant de 1 313 \$ (819 \$ en 2016) au titre des dépenses en recherche et développement a été comptabilisé en tant que charge au cours de l'exercice.

24. Autres actifs non courants

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Montant dû par une coentreprise (note 34)	152	(118)
Charges payées d'avance	34	69
Autres	1 472	1 583
	1 658	1 534

25. Actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société dispose de divers régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies qui procurent des prestations de retraite à ses employés.

Les obligations prévues au titre des prestations définies au 31 décembre 2017 ont été extrapolées d'après les obligations prévues au titre des prestations définies fondées sur les plus récentes évaluations actuarielles.

Les plus récentes évaluations actuarielles, à des fins de capitalisation, ont été réalisées au 31 décembre 2016. Les conseils d'administration de Logistec Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc. et de LOGISTEC Corporation ont convenu de fusionner, le 31 décembre 2017, le Retirement Plan for Employees of Logistec Atlantic (« Régime d'Atlantic ») et le Régime de rentes de retraite des employés de LOGISTEC Corporation et ses filiales (« Régime de LOGISTEC »), sous réserve des dispositions des lois, des règlements ou des règles administratives applicables de toutes les autorités réglementaires pertinentes, et de l'obtention des approbations requises auprès de toutes les autorités réglementaires compétentes. Par suite de cette fusion, les actifs du régime d'Atlantic (régime cédant) ont été transférés au Régime de LOGISTEC (régime cessionnaire).

Les régimes de retraite de la Société peuvent être exposés à divers types de risques. La Société n'a pas identifié de risques inhabituels auxquels ses régimes de retraite sont exposés. Des analyses régulières de l'appariement de l'actif et du passif sont effectuées afin d'aligner la politique d'investissement avec les obligations des régimes. La répartition des placements à revenu fixe est ensuite ajustée selon l'évolution des obligations des régimes. Les placements à revenu fixe sont constitués d'obligations et de contrats de rente. Les contrats de rente sont achetés lorsque des occasions se présentent sur les marchés financiers.

La duration moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies est de 15,93 ans.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite à prestations définies, établie par un actuaire indépendant :

	2017 \$	2016 \$
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	(30 383)	(28 476)
Coût des services rendus	(1 273)	(1 121)
Charge d'intérêts	(1 251)	(1 179)
Cotisations salariales	(143)	(166)
Pertes sur réévaluation		
Perte actuarielle découlant des ajustements liés à l'expérience	(2 054)	(82)
Prestations versées	1 191	598
Coût des services passés	—	43
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(33 913)	(30 383)
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	18 690	16 540
Produits d'intérêts	751	674
Rendement de l'actif des régimes, excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts	1 062	940
Frais administratifs	(15)	(13)
Cotisations patronales ⁽¹⁾	1 166	981
Cotisations salariales	143	166
Prestations versées	(1 191)	(598)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	20 606	18 690
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(13 307)	(11 693)

Le passif net au titre des prestations définies comprend les éléments suivants :

Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	606	706
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	(13 913)	(12 399)
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(13 307)	(11 693)

⁽¹⁾ Les cotisations patronales incluent les cotisations de 130 \$ (115 \$ en 2016) effectuées par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société.

⁽²⁾ Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi dans les états consolidés de la situation financière comprennent 865 \$ (677 \$ en 2016) pour des régimes de retraite à cotisations définies offerts à certains principaux dirigeants pour lesquels aucune cotisation n'a été effectuée.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations au titre des prestations définies, de la juste valeur de l'actif des régimes, ainsi que du déficit des régimes à l'égard des régimes entièrement et partiellement capitalisés, et non capitalisés :

	Entièrement et partiellement capitalisés		Non capitalisés		Total	
	2017 \$	2016 \$	2017 \$	2016 \$	2017 \$	2016 \$
Obligations au titre des prestations définies	(21 596)	(19 069)	(12 317)	(11 314)	(33 913)	(30 383)
Juste valeur de l'actif des régimes	20 606	18 690	—	—	20 606	18 690
Déficit des régimes	(990)	(379)	(12 317)	(11 314)	(13 307)	(11 693)

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

L'actif des régimes est constitué des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Trésorerie	81	—
Obligations	7 307	6 610
Contrats de rente	3 336	3 255
Actions canadiennes	3 818	4 075
Actions étrangères	6 064	4 750
	20 606	18 690

Le tableau suivant présente le rapprochement de la charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies inscrite dans la charge au titre des avantages du personnel dans les états consolidés des résultats pour les exercices clos les 31 décembre :

	2017 \$	2016 \$
Coût des services rendus	1 273	1 121
Charge d'intérêts nette	500	505
Coût des services passés	—	(43)
Frais administratifs	15	13
	1 788	1 596
Moins : charge nette prise en charge par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société	(91)	(99)
Coût des régimes de retraite à prestations définies comptabilisé	1 697	1 497
Charge nette au titre des régimes de retraite à cotisations définies	2 323	1 982
Charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	4 020	3 479

Hypothèses actuarielles importantes

Les hypothèses actuarielles importantes retenues par la Société pour évaluer son passif net au titre des prestations définies sont les suivantes :

	2017 %	2016 %
Passifs au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	3,5	4,0
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,5 à 4,0	3,5 à 4,0
Coût des prestations		
Taux d'actualisation	4,0	4,0
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,5 à 4,0	3,5

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2017, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'actualisation aurait eu une incidence positive de 4 821 \$ (4 411 \$ en 2016), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence négative de 6 111 \$ (5 600 \$ en 2016) sur l'obligation au titre des prestations définies.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Au 31 décembre 2017, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux de croissance attendu de la rémunération aurait eu une incidence négative de 1 285 \$ (1 320 \$ en 2016), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence positive de 1 190 \$ (1 221 \$ en 2016) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Cotisations aux régimes de retraite

Le total des versements en espèces au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour 2017, qui se compose de cotisations en espèces de la Société à ses régimes de retraite capitalisés, de paiements en espèces versés directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes de retraite non capitalisés, ainsi que de cotisations en espèces à ses régimes de retraite à cotisations définies, s'est élevé à 2 962 \$ (2 542 \$ en 2016).

En 2018, la Société s'attend à ce que ses cotisations aux régimes de retraite à prestations définies s'élèvent à 1 319 \$.

26. Actifs financiers non courants

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Autres actifs non courants (note 7)	3 916	4 039
Retenues sur contrat	4 068	3 127
	7 984	7 166

27. Emprunts bancaires à court terme

Au 8 décembre 2017, FER-PAL avait obtenu une marge de découvert au titre d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 10 000 \$ garantie par l'ensemble des immobilisations corporelles liées aux activités de FER-PAL, y compris le matériel et les créances clients et autres débiteurs ainsi que toutes les immobilisations corporelles qui feront l'objet d'une acquisition dans l'avenir. Le prêt est remboursable sur demande et porte intérêt au taux d'emprunt préférentiel de la banque majoré de 0,75 %. Au 31 décembre 2017, le taux d'emprunt préférentiel de la banque était de 2,70 % et un découvert de 9 829 \$ a été comptabilisé.

La facilité peut prendre la forme de découverts, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. En vertu des modalités rattachées à la facilité, FER-PAL doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait au ratio maximal de la dette à long terme sur le BAIIA, au ratio minimal de couverture des charges fixes et au ratio d'endettement. Au 31 décembre 2017, FER-PAL était en conformité avec toutes ses clauses.

28. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Dettes fournisseurs	50 414	19 106
Courus	25 550	18 121
Autres	9 210	5 854
	85 174	43 081

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

29. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux des acceptations bancaires ou au taux des prêts au TIOL, sans remboursement du capital requis avant septembre 2021. Le taux d'intérêt moyen pondéré était de 3,31 % à la fin de l'exercice ⁽¹⁾	47 962	55 699
Dette à long terme non garantie, portant intérêt à 4,82 %, sans remboursement du capital et échéant le 63 ^e mois après la date d'émission du prêt, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs égaux, échéant en 2027 ⁽²⁾	25 000	—
Facilité de crédit à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 %, avec remboursement annuel du capital minimum correspondant à 1/5 du solde initial du prêt de 6 067 \$ ⁽³⁾	1 861	—
Prêt du gouvernement ne portant pas intérêt, sans remboursement du capital avant janvier 2018, échéant en 2022	2 000	2 000
Prêt pour l'achat de matériel, échéant entre 2018 à 2022, portant intérêt à des taux variant de 0,5 % à 6,20 %	3 686	229
Solde du prix de vente pour l'acquisition d'entreprises, ne portant pas intérêt, échéant en 2018 (note 6)	650	1 150
Autres	2 245	1 247
	83 404	60 325
Moins :		
Tranche courante	5 447	1 681
	77 957	58 644

⁽¹⁾ Le 7 septembre 2016, la Société et sa filiale en propriété exclusive, Logistec USA Inc., ont solidairement conclu une entente de crédit de 100 000 \$.

Les détails de la facilité de crédit sont les suivants :

- Une facilité de crédit engagée renouvelable de 100 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains) de quatre ans, qui doit être utilisée aux fins des besoins de trésorerie à court et à long terme, à des fins d'investissement et de refinancement de dettes existantes. La facilité peut prendre la forme d'avances directes, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit.
- Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du quotient de la dette à long terme sur le BAIIA⁽ⁱ⁾ de la Société.
- En juillet 2017, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt pour un montant notionnel de 25 000 \$ assorti d'un taux d'intérêt fixe de 1,80 % réparti sur la commission d'attente au titre de l'acceptation bancaire. Chaque mois, le taux fixe est comparé au taux CDOR flottant et tout écart est appliqué au montant notionnel aux fins de remboursement par la Société. Le montant notionnel est réduit de 1 250 \$ sur une base trimestrielle et vient à échéance en juillet 2022. La Société a fait le choix d'appliquer la comptabilité de couverture et, par conséquent, a comptabilisé un profit latent de 151 \$ dans les états consolidés du résultat global.
- La facilité est garantie par une hypothèque mobilière et immobilière de premier rang de 30 000 \$ portant sur l'universalité des actifs présents et futurs d'une filiale. Au 31 décembre 2017, la garantie incluait des stocks totalisant 5 631 \$ et des immobilisations corporelles ayant une valeur comptable de 34 093 \$.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

⁽²⁾ Le 14 septembre 2017, la Société a conclu une entente additionnelle de prêt non garanti de 50 000 \$.

Les détails de la facilité de prêt sont les suivants :

- Un prêt non garanti de 25 000 \$ contracté le 14 septembre 2017 dans le cadre de l'acquisition d'une filiale. Le prêt vient à échéance dans 10 ans, et porte intérêt à un taux de 4,82 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence le 63^e mois après la date d'émission du prêt et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.
- Un prêt non garanti de 25 000 \$ en vue d'acquisitions futures, pouvant être utilisé au cours des 60 premiers mois suivant la date de clôture du 14 septembre 2017, en tranches de 5 000 \$. Le prêt portera intérêt à un taux fondé sur un écart de crédit de 2,73 % par rapport aux obligations du gouvernement du Canada et sera assorti d'une échéance de 10 ans. Si un montant est utilisé, le remboursement commencera le 63^e mois après le 14 septembre 2017 et s'effectuera en 20 paiements trimestriels consécutifs égaux.

⁽³⁾ Le 8 décembre 2017, la Société et sa filiale FER-PAL ont conclu une entente de crédit de 12 811 \$.

Les détails de la facilité de crédit sont les suivants :

- Une marge de découvert de 10 000 \$ remboursable à vue, qui doit être utilisée aux fins des besoins opérationnels. La facilité peut prendre la forme de marges de découvert, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. Les avances sont établies en fonction de la valeur estimée de bonne qualité du crédit des créances clients.
- Un emprunt à vue d'un montant de 2 061 \$ payable dans 60 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, portant intérêt à un taux préférentiel plus 0,75 %.
- Une facilité de crédit de cartes de crédit d'entreprise de 750 \$.

La facilité est garantie par une hypothèque mobilière et immobilière de premier rang portant sur la totalité des actifs présents et futurs.

Selon les modalités rattachées à sa dette à long terme, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux, soit le quotient du BAIIA⁽ⁱⁱ⁾ sur les intérêts et le quotient de la dette à long terme sur le BAIIA. Aux 31 décembre 2017 et 2016, la Société était en conformité avec toutes ses clauses.

⁽ⁱ⁾ Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS et est la somme du résultat attribuable aux propriétaires de la Société, de la charge d'intérêts, de l'impôt sur le résultat, de la dotation aux amortissements, du remboursement par un client du placement dans un contrat de service et des pertes de valeur

⁽ⁱⁱ⁾ Le BAII est une mesure non définie par les IFRS et se calcule comme le BAIIA, moins la dotation aux amortissements et les pertes de valeur

L'échéancier de la dette à long terme se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Total des versements de capital requis		
Moins de 1 an	5 447	1 681
Entre 1 an et 5 ans	54 207	58 244
Plus de 5 ans	23 750	400
	83 404	60 325

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

30. Provisions

	Demandes d'indemnisation et litiges \$	Quote-part des pertes de certaines coentreprises \$	Autres \$	Total \$
Au 31 décembre 2016	1 101	486	557	2 144
Provisions additionnelles	356	—	9	365
Règlement des provisions	(154)	(6)	6	(154)
Reprise des provisions	(653)	—	(118)	(771)
Au 31 décembre 2017	650	480	453	1 584
Moins : provisions courantes	650	—	163	813
Provisions non courantes	—	480	291	771

Les autres provisions incluent les provisions pour garantie et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent essentiellement de l'obligation de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location simple qui viennent à échéance jusqu'en 2025.

Remboursements

Un montant de 1 022 \$ (3 290 \$ en 2016) est comptabilisé à titre d'actif dans les créances clients et autres débiteurs pour le remboursement à recevoir de la compagnie d'assurances relativement aux demandes d'indemnisation.

31. Passifs financiers non courants

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Régimes d'intéressement à long terme	2 469	1 944
Indemnisation des travailleurs	—	768
Passifs à long terme dus aux actionnaires ⁽¹⁾ (notes 6 et 32)	59 168	9 725
Autres	4	77
	61 641	12 514

⁽¹⁾ Les passifs à long terme dus aux actionnaires de FER-PAL, de Sanexen et de LGC totalisent respectivement 48 427 \$, 8 585 \$ et 2 156 \$.

32. Capital social

Autorisé, en nombre illimité :

- actions privilégiées de premier rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale, comportant 30 votes par action, convertibles en actions subalternes à droit de vote de catégorie B au gré du porteur;
- actions subalternes à droit de vote de catégorie B, sans valeur nominale, comportant un vote par action, donnant droit à leurs porteurs de recevoir un dividende équivalant à 110 % de tout dividende déclaré par action ordinaire de catégorie A.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Émises et en circulation ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
7 406 222 actions de catégorie A (7 412 722 en 2016)	4 895	4 899
5 113 255 actions de catégorie B (4 744 300 en 2016)	24 124	10 719
	29 019	15 618

⁽¹⁾ Toutes les actions émises et en circulation sont entièrement payées.

Rachat de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen

Le 24 mars 2016, LOGISTEC a conclu une entente visant l'acquisition de la participation résiduelle de 29,78 % dans Sanexen qu'elle ne détenait pas déjà pour une contrepartie globale de 40 818 \$ (la « transaction Sanexen »).

Dans le cadre de la transaction, les actionnaires de Sanexen détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont échangé leurs actions ordinaires du capital de Sanexen contre deux catégories d'actions privilégiées de Sanexen nouvellement créées ne comportant aucun droit de vote ou droit aux dividendes, soit les actions privilégiées de catégorie G (les « actions de catégorie G ») et les actions privilégiées de catégorie H (les « actions de catégorie H »), faisant en sorte que LOGISTEC détient la totalité des actions ordinaires de Sanexen.

Immédiatement après l'échange d'actions, LOGISTEC et les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont conclu une convention d'option d'achat-vente d'actions (la « Convention d'option ») en vertu de laquelle LOGISTEC s'est vu octroyer des options d'achat pouvant être exercées en totalité ou en partie à tout moment afin d'acquérir leurs actions de catégorie G pour une contrepartie en trésorerie de 15 920 \$ et d'acquérir leurs actions de catégorie H contre 754 015 actions de catégorie B du capital de LOGISTEC pour un montant de 24 898 \$.

En vertu de la Convention d'option, chaque actionnaire qui détient une participation ne donnant pas le contrôle s'est vu octroyer une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie G dans certaines circonstances, y compris la cessation d'emploi, et une option de vente lui permettant de vendre à LOGISTEC ses actions de catégorie H, à raison de un cinquième (1/5) à chacun des cinq premiers anniversaires de la signature de la Convention d'option, au même prix d'exercice que celui des options d'achat de LOGISTEC. Un escompte de 40 %, soit 4 518 \$, sera appliqué au prix d'achat des actions de catégorie G de certains des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle s'ils quittent volontairement Sanexen avant le 24 mars 2021.

Au 24 mars 2016, LOGISTEC a comptabilisé un passif à long terme de 8 856 \$, soit la valeur actualisée de l'option d'achat, en trésorerie, des actions de catégorie G de Sanexen d'un montant de 11 402 \$, déduction faite de l'escompte lié au maintien en poste de 40 % présenté plus haut, et la participation ne donnant pas le contrôle a été réduite d'un montant correspondant. Le passif à long terme sera désactualisé par imputation d'une charge d'intérêts sur la durée de vie prévue de l'option. Un passif supplémentaire de 4 518 \$ sera comptabilisé suivant le mode linéaire sur une période de 60 mois relativement à l'escompte lié au maintien en poste par imputation d'une charge de rémunération.

Au 24 mars 2016, LOGISTEC a également comptabilisé un capital social devant être émis de 24 898 \$, soit la juste valeur à la date de transaction des actions de catégorie B devant être émises, relativement à l'option d'achat des actions de catégorie H contre 754 015 actions de catégorie B du capital de LOGISTEC, comme indiqué ci-dessus, et les résultats non distribués ont été réduits d'un montant correspondant. La juste valeur des actions de catégorie B devant être émises a été établie à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en tenant compte d'hypothèses concernant la volatilité des actions de catégorie B de LOGISTEC, le rendement de l'action et les taux d'intérêt, ce qui a donné lieu à une juste valeur de 33,02 \$ par action.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

En mars 2016 également, mais hors du cadre de la transaction présentée précédemment, LOGISTEC a déboursé 2 392 \$ pour racheter l'ensemble des actions privilégiées de catégorie F de Sanexen détenues par certains actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle.

Au cours de l'exercice 2017, 150 803 actions de catégorie B ont été émises pour acheter les actions de catégorie H de Sanexen. Au 31 décembre 2017, il reste 600 231 actions de catégorie B à émettre et le montant connexe comptabilisé dans nos états financiers à titre de capital social devant être émis s'élève à 19 820 \$.

Les soldes se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Passifs financiers non courants	8 584	9 725
Capital social devant être émis	19 820	24 898

Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction

La Société a réservé 580 000 actions de catégorie B en vertu du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction. Ces options sont attribuées au prix du marché. Les droits sur les options attribuées sont acquis sur une période de cinq ans au taux de 20 % par année à compter de la date d'attribution. Des options d'achat visant 550 000 actions de catégorie B ont été attribuées en vertu de ce régime. Il demeure un solde non distribué de 180 000 actions de catégorie B réservé pour émission aux termes dudit régime, puisque 150 000 options n'ont pas été exercées et ont expiré ou ont fait l'objet d'une renonciation dans une année antérieure, lesquelles options font partie du solde non distribué réservé pour émission aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction. Il n'y avait aucune option en cours aux 31 décembre 2017 et 2016.

Régime d'achat d'actions pour les employés (« RAAE »)

En vertu du RAAE, 300 000 actions de catégorie B étaient réservées aux fins d'émission ultérieure. Le 26 avril 2012, le nombre d'actions de catégorie B réservées pour émission en vertu du RAAE a été augmenté de 300 000, portant le solde d'actions de catégorie B réservées pour émission qui n'a pas encore été attribué à 335 400 à cette date. Au 1^{er} janvier 2017, un solde de 247 600 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Les employés admissibles désignés par le conseil d'administration doivent compter au moins deux ans de service. La participation est volontaire. Le prix de souscription est fixé par la moyenne des cours plafond et plancher d'un lot régulier d'actions de catégorie B négociées à la TSX sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant le dernier jeudi du mois de mai de l'année où les actions sont émises ou le dernier jeudi d'un mois donné déterminé par le conseil d'administration, qui correspond au mois précédant la date d'émission, moins un escompte maximal de 10 %. Un prêt ne portant pas intérêt est offert par la Société aux fins d'acquisition de ces actions. Les prêts sont remboursés sur une période de deux ans par voie de retenues à la source. Au 31 décembre 2017, à la suite de l'émission de 15 850 actions de catégorie B (33 000 en 2016) en vertu de ce RAAE, un solde de 231 750 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Ces 15 850 actions de catégorie B (33 000 en 2016) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 201 \$ (607 \$ en 2016) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 334 \$ (563 \$ en 2016), remboursables sur deux ans et dont la valeur comptable était de 423 \$ au 31 décembre 2017 (462 \$ en 2016).

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités [« RACNA »]

La Société a racheté, aux fins d'annulation, certaines de ses actions dans le cadre de RACNA. Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 26 octobre 2017 et qui se terminera le 25 octobre 2018, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 370 496 actions de catégorie A et 255 997 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 20 octobre 2017.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

En vertu des divers RACNA, LOGISTEC a procédé à des rachats via la TSX. Les tableaux suivants présentent le nombre d'actions rachetées par RACNA et par année :

Rachats d'actions par offre	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Actions de catégorie A Prix moyen \$	Actions de catégorie B Prix moyen \$
RACNA 2015 (26 octobre 2015 au 25 octobre 2016)				
Rachat en 2015	4 600	15 900	44,70	39,51
Rachat en 2016	22 400	233 500	41,15	37,58
Total RACNA 2015	27 000	249 400	41,75	37,70
RACNA 2016 (26 octobre 2016 au 25 octobre 2017)				
Rachat en 2016	1 200	19 500	38,51	36,04
Rachat en 2017	2 500	21 300	37,01	35,21
Total RACNA 2016	3 700	40 800	37,50	35,60
RACNA 2017 (26 octobre 2017 au 25 octobre 2018)				
Rachat en 2017	3 700	6 700	41,85	43,69
Total RACNA 2017	3 700	6 700	41,85	43,69
Rachats d'actions par année			Actions de catégorie A	Actions de catégorie B
2016				
RACNA 2015			22 400	233 500
RACNA 2016			1 200	19 500
Total 2016			23 600	253 000
2017				
RACNA 2016			2 500	21 300
RACNA 2017			3 700	6 700
Total 2017			6 200	28 000

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le nombre d'actions a varié comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie A	Nombre d'actions de catégorie B	Actions de catégorie A \$	Actions de catégorie B \$
Au 1^{er} janvier 2016	7 436 322	4 964 300	4 915	10 070
Rachetées dans le cadre des RACNA	(23 600)	(253 000)	(16)	(518)
RAAE	—	33 000	—	1 167
Au 31 décembre 2016	7 412 722	4 744 300	4 899	10 719
Rachetées dans le cadre des RACNA	(6 200)	(28 000)	(4)	(84)
RAAE	—	15 850	—	535
Conversion	(300)	300	—	—
Exercice d'options en vertu de la transaction liée à Sanexen	—	150 058	—	4 954
Émission d'actions en vertu de l'acquisition de FER-PAL (note 6)	—	230 747	—	8 000
Au 31 décembre 2017	7 406 222	5 113 255	4 895	24 124

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Actions de catégorie A	0,32	0,30
Actions de catégorie B	0,35	0,33

Les dividendes versés par action se détaillent comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Actions de catégorie A	0,31	0,30
Actions de catégorie B	0,34	0,33

Le 16 mars 2018, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0825 \$ par action de catégorie A et de 0,09075 \$ par action de catégorie B, lesquels seront payés le 20 avril 2018 à tous les actionnaires inscrits le 6 avril 2018. Le dividende estimatif à verser est de 611 \$ pour les actions de catégorie A et de 464 \$ pour les actions de catégorie B.

33. Tableaux consolidés des flux de trésorerie

a. Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie

	2017 \$	2016 \$
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	1 878	1 679
Dotation aux amortissements	33 859	14 288
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(6 952)	(4 310)
Charges financières	3 937	1 894
Produits financiers	(404)	(194)
Impôt exigible	12 380	5 682
Impôt différé	(6 169)	1 586
Autres actifs non courants	2 775	6 860
Produits différés	(400)	(400)
Passifs financiers non courants	(193)	2 025
Pertes de valeur sur les droits de location et de localisation (note 23)	2 917	—
Autres	271	677
	43 899	29 787

b. Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	2017 \$	2016 \$
Diminution (augmentation) de ce qui suit :		
Créances clients et autres débiteurs	(42 370)	(2 058)
Impôt sur le résultat	1 269	476
Charges payées d'avance	1 393	(276)
Stocks	(1 188)	(715)
Autres actifs financiers	(40)	(1 014)
Augmentation (diminution) de ce qui suit :		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	17 727	(11 669)
Produits différés	(676)	228
	(23 885)	(15 028)

c. Opérations sans effet sur la trésorerie

Au cours de 2017, la Société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles dont un montant de 2 067 \$ (1 717 \$ en 2016) était impayé à la fin de l'exercice.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

d. Rapprochement des passifs découlant des activités de financement

Les tableaux suivants présentent les soldes d'ouverture et de clôture liés aux activités de financement, y compris les changements dans la trésorerie et dans les éléments hors trésorerie :

	Ouverture	Changements dans la trésorerie			Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
	31 décembre 2016	Remboursements	Emprunts	Dette liée aux acquisitions/ajustements	Change	31 décembre 2017
	\$	\$	\$	\$	\$	
Facilité de crédit renouvelable	55 699	(66 933)	59 785	—	(589)	47 962
Dette liée à des prêts non garantis	—	—	25 000	—	—	25 000
Facilité de crédit à terme	—	(1 000)	—	2 861	—	1 861
Prêt du gouvernement	2 000	—	—	—	—	2 000
Prêt lié à l'équipement	229	(594)	3 782	382	(113)	3 686
Solde du prix de vente	1 150	(500)	—	—	—	650
Autres	1 247	(1 802)	1 447	1 353	—	2 245
Total	60 325	(70 829)	90 014	4 596	(702)	83 404

34. Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées à la Société ont été éliminés à la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. L'information relative aux transactions entre la Société et les autres parties liées est présentée ci-dessous.

Transactions commerciales

Les tableaux qui suivent résument les transactions entre parties liées de la Société avec ses coentreprises au cours des exercices :

	2017	2016
	\$	\$
Vente de services	2 392	1 819
Achat de services	592	793

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
	\$	\$
Montants dus à des coentreprises	1 404	1 487
Montants dus par des coentreprises	830	539

Les montants non réglés ne sont pas garantis et seront réglés en espèces. Aucune garantie n'a été donnée ou obtenue.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Prêts à des parties liées

Les soldes suivants étaient non réglés à la fin des périodes de présentation de l'information financière :

	Au 31 décembre 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Principaux dirigeants	111	123

La Société a accordé des prêts à plusieurs de ses principaux dirigeants dans le cadre du RAAE (note 32).

Transactions avec les actionnaires

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc. Les transactions effectuées avec les actionnaires de la Société ont été les suivantes :

	2017 \$	2016 \$
Dividendes payés à Investissements Sumanic inc.	1 787	1 743
Dividendes payés à certains principaux dirigeants	102	103

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau suivant présente la rémunération des administrateurs et des autres principaux dirigeants ⁽¹⁾ au cours des exercices clos :

	2017 \$	2016 \$
Avantages à court terme	5 365	4 525
Avantages postérieurs à l'emploi	331	521
Autres avantages à long terme	1 039	1 306
	6 735	6 352

⁽¹⁾ La rémunération des principaux dirigeants inclut la rémunération du président d'une des coentreprises de la Société.

35. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt constaté pour chaque secteur.

Le tableau suivant présente les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Secteurs d'exploitation

PRODUITS, RÉSULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2017			
Produits	205 278	270 465	475 743
Dotation aux amortissements	10 926	22 933	33 859
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6 496	456	6 952
Charges financières	1 472	2 465	3 937
Produits financiers	81	323	404
Résultat avant impôt	20 283	13 284	33 567
Acquisition d'immobilisations corporelles, y compris l'acquisition d'entreprises	22 745	16 361	39 106

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2016			
Produits	186 020	157 306	343 326
Dotation aux amortissements	9 287	5 001	14 288
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4 322	(12)	4 310
Charges financières	1 097	797	1 894
Produits financiers	78	116	194
Résultat avant impôt	16 239	9 515	25 754
Acquisition d'immobilisations corporelles, y compris l'acquisition d'entreprises	32 522	9 406	41 928

ACTIFS ET PASSIFS

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2017			
Total de l'actif	236 173	276 279	512 452
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	33 197	1 154	34 350
Total du passif	124 764	156 893	281 657
2016			
Total de l'actif	233 839	122 021	355 860
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	30 438	703	31 141
Total du passif	98 205	54 474	152 679

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

Produits	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
2017	355 151	120 592	475 743
2016	255 756	87 570	343 326
Actifs non courants ⁽¹⁾			
Au 31 décembre 2017	244 126	72 033	316 159
Au 31 décembre 2016	152 498	61 900	214 398

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

36. Aides gouvernementales

La Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouvrés et sont assujettis à une vérification fiscale. Ces crédits d'impôt sont de l'ordre de 300 \$ (158 \$ en 2016) et étaient comptabilisés en réduction de la charge au titre des avantages du personnel.

37. Engagements

La Société est liée jusqu'en 2031 en vertu de contrats de location simple portant sur des bureaux, des installations portuaires et des équipements. Les paiements minimaux exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Moins de 1 an	14 511	14 071
Plus de 1 an et moins de 5 ans	41 844	27 313
Plus de 5 ans	8 396	9 660
	64 751	51 044

Au 31 décembre 2017, la Société avait 1 892 \$ (6 220 \$ en 2016) d'immobilisations corporelles en commande n'ayant pas encore été livrées. La livraison et le paiement devraient avoir lieu en 2018.

38. Passifs éventuels et garanties

Au 31 décembre 2017, la Société avait des lettres de garantie en cours d'un montant de 3 149 \$ (2 651 \$ en 2016) se rapportant à des garanties financières fournies dans le cours normal des activités. Ces lettres de garantie viennent à échéance au cours des 12 prochains mois.

En plus de l'information fournie aux notes 27 et 29, une filiale de la Société assure ses garanties de bonne exécution au moyen d'une hypothèque mobilière de deuxième rang de 30 000 \$ (30 000 \$ en 2016) grevant la totalité de ses créances clients actuelles et futures et de ses actifs.

La Société, solidairement avec l'un de ses partenaires, garantit l'obligation d'un contrat de location simple de l'une de ses coentreprises. La garantie est limitée à un montant cumulatif de 4 201 \$.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2017

des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Au 31 décembre 2017, la Société avait des passifs éventuels totalisant 534 \$ (534 \$ en 2016) pour des obligations éventuelles de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location simple.

La Société indemnise ses administrateurs et dirigeants de tout préjudice subi en raison de l'exécution de leurs fonctions pour la Société, dans la mesure permise par la loi. La Société a souscrit à une police d'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et la maintient en vigueur.

Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers consolidés relativement aux passifs éventuels et garanties susmentionnés.

39. Événement postérieur à la date de clôture

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, le propriétaire ultime de Gulf Stream Marine, Inc., qui offre des services de manutention de marchandises, d'arrimage et de gestion de terminaux sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée, pour un prix d'achat de 65 700 \$ US (83 880 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. En raison du court laps de temps entre la date d'acquisition et la date de publication des présents états financiers consolidés, la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris n'a pas encore été déterminée. Par conséquent, la comptabilisation initiale de la transaction reste en cours. L'acquisition a été financée par la facilité de crédit renouvelable et la dette à long terme de la Société.

Cette acquisition élargit le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC dans cette région.

Administrateurs

James C. Cherry, FCPA, FCA ^{(1) (2) (3)}
Administrateur de sociétés

Serge Dubreuil, ing. ^{(3) (4)}
Consultant
Administrateur de sociétés

Curtis Jay Foltz, ^{(1) (4)}
Consultant
Administrateur de sociétés

George Gugelmann ^{(2) (3)}
Investisseur privé

George R. Jones ⁽³⁾
Administrateur de sociétés

Rudy Mack ^{(2) (4)}
Consultant principal
Rudy Mack Associates, Inc.
Administrateur de sociétés

David M. Mann, c. r. ^{(1) (4)}
Administrateur de sociétés

Madeleine Paquin, C.M. ^{(3) (4)}
Présidente et chef de la direction
LOGISTEC Corporation

Nicole Paquin
Vice-présidente, systèmes d'information
Logistec Arrimage inc.

Suzanne Paquin ⁽³⁾
Présidente
Transport Nanuk inc.

J. Mark Rodger ^{(1) (2)}
Associé
Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L.

Luc Sabbatini ^{(1) (2)}
Chef de la direction
PBSC Solutions Urbaines inc.

⁽¹⁾ Membre du comité de vérification

⁽²⁾ Membre du comité de régie d'entreprise et de ressources humaines

⁽³⁾ Membre du comité exécutif

⁽⁴⁾ Membre du comité de retraite

Dirigeants

George R. Jones
Président du conseil

Madeleine Paquin, C.M.
Présidente et chef de la direction

Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Vice-président, finances
Secrétaire adjoint

Stéphane Blanchette, CRHA
Vice-président, ressources humaines

Suzanne Paquin
Vice-présidente

Alain Sauriol, M.Sc.
Vice-président, services environnementaux

Marie-Chantal Savoy
Vice-présidente, stratégie et communications

Ingrid Stefancic, LL. B., FCIS
Vice-présidente, services corporatifs et juridiques
Secrétaire corporative

Martin Beaulac, CPA, CGA
Trésorier

Luc Pilon, CPA, CA
Contrôleur corporatif

Filiales

Agences maritimes Logistec inc.
Agences maritimes de Sorel inc.
BalTerm, LLC
CrossGlobe Transport, Ltd.
FER-PAL Construction Ltd.
FER-PAL Construction USA, LLC
Gestion immobilière SETL inc.
GSM Intermediate Holdings, Inc.
GSM Maritime Holdings, LLC
Gulf Stream Marine, Inc.
Les Solutions multimodales
MtlLINK inc.
Les Terminaux Rideau Bulk
Terminals Inc.
Logistec Arrimage inc.
Logistec Arrimage (Nouveau-
Brunswick) inc.
Logistec Arrimage (Nouvelle-
Écosse) inc.
Logistec Arrimage (Ontario) inc.
Logistec Everglades LLC
Logistec Gulf Coast LLC
Logistec Services environnementaux
inc.
Logistec Services maritimes inc.
Logistec Stevedoring U.S.A. Inc.
Logistec USA Inc.
Niedner inc.
Ramsey Greig & Cie ltée
Sanexen Services Environnementaux inc.
Sanexen Water, Inc.
Tartan Terminals, Inc.

Entreprises associées

Compagnie d'Amarrage de
Sept-Îles inc.
Compagnie d'Amarrage du
St-Laurent inc.

Coentreprises / Sociétés

Compagnie d'Amarrage de Québec inc.
La Compagnie d'Amarrage (Trois-
Rivières) ltée
La Compagnie de navigation de
l'Arctique de l'Est du Nunavik inc.
La Compagnie de navigation de
l'Arctique de l'Est du Nunavut inc.
Les Structures de quais mobiles
Flexiport inc.
NEAS inc.
NEAS Group Inc.
Northern Bear Shipping B.V.
Northern Fox Shipping B.V.
Northern Hare Shipping B.V.
Qikiqtaaluk Environmental Inc.
Services environnementaux
Avataani inc.
Services maritimes Québec inc.
Terminal Termont inc.
Termont Montréal inc.
Transport Inukshuk inc.
Transport Mitiq inc.
Transport Nanuk inc.
Transport Nunalik Inc.
Transport Qamutik inc.
Transport Umialarik inc.
9260-0873 Québec inc.

Banques

Bank of America
Banque Canadienne Impériale de
Commerce
Banque HSBC Canada
Banque de Montréal
Banque Nationale du Canada
JPMorgan Chase & Co.
Harris Trust and Savings Bank
La Banque de Nouvelle-Écosse
La Banque Toronto-Dominion

Auditeur indépendant

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Agent de transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs
Computershare inc.
1500, boul. Robert-Bourassa
7^e étage
Montréal (QC) H3A 3S8

Inscription des actions

Bourse de Toronto

Siège social

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

Téléphone : (514) 844-9381
Télécopieur : (514) 844-9650
Adresses courriel :
info@logistec.com
ir@logistec.com
Internet : www.logistec.com

Assemblée annuelle des actionnaires

Le jeudi 10 mai 2018 à 11 h 30
BMO Banque de Montréal, Salle Hochelaga, 129, rue Saint-Jacques, 14^e étage, Montréal (QC)

Symboles boursiers

LGT.A et LGT.B

Marques déposées

LOGISTEC est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.
Aqua-Pipe est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.
CrossGlobe et dessins sont des marques déposées aux États-Unis.
MtlLINK est une marque déposée au Canada.
Sanexen est une marque déposée au Canada et aux États-Unis.

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5

www.logistec.com



